



# SOMMAIRE

	PAGES
<b>LE JOURNAL DU MOIS :</b>	
Les partis après les élections. — L'U.N.R. au pouvoir. — Mendès-France, homme d'état radical. — Le Parti Socialiste devant la réalité. — Parle-mentarisme, P.C.F. et socialisme. — Parti ouvrier ou union des gauches. — Dans les organisations syndicales. — L'arbitrage de de Gaulle entre les finances et l'éducation nationale .....	1
<b>LE CONGRES DE LA FEDERATION DE L'EDUCATION NATIONALE</b> .....	5
<b>JEAN LORRAIN.</b> Quelques enseignements des élections générales .....	7
<b>PIERRE LAMBERT.</b> Rénovateurs en tous genres .....	9
<b>VICTOR LEPAGE.</b> Vers la crise .....	13
A travers les revues .....	15
<b>CHARLES LEMOINE.</b> Dix ans après la grève générale des mineurs .....	17
<b>ANDRÉ BUSSIERES.</b> L'Afrique noire après le référendum .....	19
<b>GEORGES LAVAN.</b> Aspects et leçons des élections américaines .....	22
Déclaration du Cercle Petöfi .....	24
<b>FRANÇOIS FORGUE.</b> A propos de la politique du P.C.F. du 13 mai au 1 <sup>er</sup> juin. Comment on ne défend pas les libertés démocratiques .....	25
Pour une tribune libre de la jeunesse .....	30
Réponse d'un Jeune Communiste .....	30
<b>JOHN WHITE.</b> L'offensive du patronat anglais contre les « Shop Stewards » ....	31
<b>KARL MARX</b> les revendications immédiates et le but final (Extraits des rapports rédigés par Marx pour le congrès de Genève de l'A.I.T.) .....	37
<b>NOTES DE LECTURE</b> .....	38
La vérité sur l'affaire Nagy .....	38
<b>K.S. KAROL.</b> Visa pour la Pologne .....	38
A nos lecteurs .....	40

# Le journal du mois

## LES PARTIS APRES LES ELECTIONS.

LES élections faites, la V<sup>e</sup> république s'installe. La nouvelle chambre, dominée par l'imposant groupe de l'U.N.R., a tenu sa première séance et désigné son président pour toute la durée de la législature. Chaban-Delmas, l'une des « têtes » de l'U.N.R., et signataire du pacte du « Front Républicain » en 1955, a été élu au second tour. Les socialistes avaient maintenu la candidature de l'un des leurs, Lejeune, l'un des artisans du mémorable coup de Suez : 132 voix se portèrent sur lui. « Le Populaire » affirme que l'on a ainsi pu compter la « gauche » de l'assemblée, la « nouvelle gauche », tandis que « L'Aurore », plus cyniquement, vend la mèche et écrit : « Le geste de Max Lejeune, candidat socialiste, se maintenant hier contre Chaban-Delmas, a une signification qu'il ne faut pas méconnaître. Son effacement aurait peut-être ouvert à Paul Reynaud les portes de l'hôtel de Lassay... Les socialistes avaient les moyens de faire barrage à Chaban-Delmas. Le maintien du ministre du Sahara a simplement sauvé les apparences d'un scrutin partagé. »

Ainsi, le climat dans lequel devra vivre l'assemblée et les limites de son activité sont-ils clairement tracés. Il lui faudra « sauver les apparences » du régime parlementaire, comme les socialistes viennent de sauver les apparences d'une « opposition constructive ».

Mais il ne faut pas se contenter de montrer ce qu'a de dérisoire le fonctionnement des institutions dites démocratiques de la V<sup>e</sup> République. Il faut aussi en saisir le contenu politique.

La victoire de l'U. N. R. n'a pas qu'une importance parlementaire. Elle témoigne d'un regroupement à droite qui a dépassé toutes les prévisions, puisque les garde-fous mis en place ont cédé, que la représentation de « l'opposition constructive » est bien maigre, et que, plus encore, tous ceux qui, demain, pourraient assurer la relève sont éliminés du Parlement (Mendès, Edgar Faure, Mitterrand...). Certes, la constitution limite les prérogatives de l'assemblée et il serait faux d'imaginer un de Gaulle prisonnier de sa majorité. Mais il est non moins vrai que le succès politique de l'U.N.R., l'apparition d'un appareil politique destiné à devenir le maître du nouveau système n'est pas un facteur négligeable dans l'évolution de la situation. De Gaulle demeure l'arbitre, le seul garant de stabilité, et personne encore n'osera se heurter à lui, mais il est évident que son arbitrage, par la force des choses, se fera plus à droite.

Ainsi se manifeste le caractère profondément réactionnaire de l'entreprise bonapartiste amorcée le 1<sup>er</sup> juin, ainsi se précisent les menaces qui pèsent sur le mouvement ouvrier. Il est clair que l'offensive contre ce dernier va continuer à

se développer, prudemment certes, sans hâte, mais de plus en plus forte. De Gaulle sera bien contraint de donner des satisfactions aux siens, et, s'il ne peut le faire pour l'Algérie, les coups portés à la classe ouvrière seront une compensation appréciée. Il est dans la nature même de ce régime « d'état fort » de ne pouvoir durer qu'en avançant. Et, pour lui, avancer, c'est frapper la classe ouvrière, restreindre encore les libertés démocratiques, étouffer la vie politique.

La victoire de l'U.N.R., l'absence de tout contrepoids, lui impose de gouverner et condamne de Gaulle à réussir. Ce gouvernement ne peut se permettre d'échouer. Il n'y a plus de « sauveur » en réserve, et il n'y a même plus de « relève parlementaire » qui pourrait servir d'écran protecteur le jour où la tentative gaulliste fera faillite. C'est dire que la bourgeoisie fera tout pour que de Gaulle réussisse. Parmi les politiciens les plus sérieux de la bourgeoisie, dans les cercles les plus élevés du capitalisme, l'inquiétude règne d'ailleurs à ce sujet. La conjoncture économique est mauvaise, aucun problème, après six mois de règne absolu du général, n'a été résolu ou n'est en passe de l'être. La vague U.N.R. ne leur inspire guère confiance, et pourtant il faut bien l'accepter. Dans « Le Figaro » du 5 décembre, par exemple, André Siegfried se lamente de ce que l'électorat se soit contenté de répéter son vote plébiscitaire du 28 septembre, ne comprenant pas qu'il s'agissait d'élire « une assemblée devant laquelle le gouvernement, non le président, est responsable. » Quant à l'U.N.R., voilà une formation qui présente bien des risques pour le raisonnable Siegfried : « on peut imaginer comme possible un programme de démagogie paternaliste, éventuellement gênante pour le patronat... on peut aussi envisager un nationalisme étroit... susceptible de résistance aux conceptions nouvelles de l'Europe ».

Mais, répétons-le, les craintes judicieusement manifestées par certains représentants de la bourgeoisie sont des craintes à long terme. Pour l'heure, les rapports de force sont tels que le gouvernement peut beaucoup se permettre, puisque la classe ouvrière est politiquement défaite. Mais la seule chance pour les classes dirigeantes de ne pas voir leurs craintes se réaliser un jour, c'est d'utiliser aujourd'hui leurs avantages contre le mouvement ouvrier, c'est-à-dire de chercher, progressivement, à mettre la classe ouvrière hors d'état de résister.

Pour des révolutionnaires, la question qui, aujourd'hui, domine tout, c'est l'organisation de la résistance du mouvement ouvrier aux efforts de démantèlement, aux essais de désintégration qu'il va devoir affronter. Cette résistance exige une politique, une perspective. Les définir, organiser la lutte sur une base solide, voilà la tâche du moment.

## L'U.N.R. AU POUVOIR.

Le succès électoral de l'U.N.R., dû au passage en masse sur les positions de la droite de la petite-bourgeoisie française, consacre la défaite subie par les partis ouvriers qui, sous le vain prétexte de ne pas effrayer les classes moyennes, ont appliqué une politique bourgeoise, alors que des solutions ouvrières étaient possibles et les seules conformes aux intérêts des masses populaires.

Il est vrai que la grande bourgeoisie elle-même est effrayée de son succès ; elle craint pour les lendemains, et c'est pourquoi elle ne s'est résolue à abandonner, dans les journées qui ont suivi le 13 mai, le système de la démocratie parlementaire, que lorsqu'elle n'a pas vu d'autre moyen pour préserver l'unité de son appareil d'état.

Le système de la démocratie parlementaire est celui où la grande bourgeoisie maintient son contrôle, et exerce sa domination sur le peuple, essentiellement par l'intermédiaire de ses valets « ouvriers » et des dirigeants radicaux de la petite bourgeoisie.

Le système actuel est celui où la grande bourgeoisie est contrainte de prendre elle-même la direction du pays, sans que son pouvoir soit camouflé par la démocratie parlementaire.

A cet égard, la composition sociale de la nouvelle assemblée n'est pas sans intérêt à signaler. Dans l'ancienne assemblée, 58 députés d'origine ouvrière avaient été élus ; dans la nouvelle, 7. Pour les fonctionnaires, cadres et industriels, les chiffres sont respectivement de 132 et 92, 46 et 60, 65 et 85.

C'est dire que la bourgeoisie va diriger elle-même son état. Un programme de gouvernement a été défini par « Carrefour » (numéro du 3 décembre 1958). Il mérite qu'on s'y arrête.

### « 1. LA FRANCE, PORTE-DRAPEAU DE L'HÉRITAGE « SPIRITUEL LATINO-CHRÉTIEN.

« Depuis 1789, quatre républiques se sont succédé en France. A part la seconde, qui fut d'ailleurs de courte durée, le courant de justice politique et

« sociale fut chaque fois détournée au profit d'une clique d'inspiration voltairienne dont tout le dessein était d'annexer la république à une conception matérialiste et laïque, au bout de laquelle il y avait fatalement la disparition de la France, en tant que nation-guide, porte-drapeau de l'héritage spirituel latino-chrétien.

### « 2. CONTRE LA FRANC-MAÇONNERIE, « LES INSTITUTEURS ET LE MARXISME.

« Des dizaines de générations de radicaux de tout poil, tenus en main par la franc-maçonnerie, et bientôt relayés, quand les problèmes économiques et sociaux commencèrent à occuper le devant de la scène, par les diverses familles marxistes, celles-ci officiellement matérialistes, qu'il s'agisse des communistes totalitaires ou des socialistes embourgeoisés, tous se sont attachés à implanter dans l'esprit des jeunes Français, dès l'école, cette idée que les voleurs spirituelles traditionnelles allaient à l'encontre de ce que les plus modernes artisans de ce complot appellent aujourd'hui le sens de l'histoire. »

### « 3. CONTRE LE SYNDICALISME OUVRIER.

« Un nouveau pouvoir, au cours des dernières décades, n'a cessé d'élargir son influence jusqu'à devenir prépondérant : le pouvoir syndical, et d'abord le syndicalisme ouvrier. Les communistes et les socialistes sont aujourd'hui mis à l'écart de la vie politique, mais, par les grandes centrales syndicales qu'ils contrôlent, ils demeurent à la tête de l'économie française. Par ce moyen, ils mettent en péril l'ordre social et donc l'ordre tout court. Sans compter qu'à la faveur de l'extension démesurée de la sécurité sociale, ils détiennent une puissance financière incomparable. Là aussi, les structures anciennes doivent faire place à un syndicalisme, évidemment nécessaire, mais cette fois strictement professionnel. »

La filiation « spirituelle » de l'U.N.R. avec Maurras ne fait aucun doute...

## MENDES-FRANCE, HOMME D'ÉTAT RADICAL.

Le parti radical, pour des raisons expliquées par ailleurs (1), s'est trouvé liquidé de la scène politique française. Son représentant le plus éminent, auquel il faut reconnaître une certaine lucidité, Mendès-France, s'est penché sur sa débâcle.

Dans « L'Express » (27 novembre 1958), il s'explique sur la situation politique nouvelle. Tout d'abord, non sans clairvoyance, il rend compte du passage massif de la « classe moyenne », fantassin du parti radical, à l'U.N.R. C'est-à-dire que la base sociale dont il entendait exprimer les intérêts s'est tournée vers le bonapartisme, abandonnant le parti radical, épine dorsale du régime de la démocratie parlementaire. Mendès, s'il rend responsable de Gaulle d'avoir favorisé ses ennemis, se tourne néanmoins vers lui pour lui demander aide et protection :

« Une responsabilité terrible pèse donc aujourd'hui sur les hommes du gouvernement et sur son chef. Permettront-ils à la gauche de se redresser, de jouer son rôle ? ou prolongeront-ils le processus de sa destruction ? »

Cette invitation est adressée au chef du gouvernement, dans l'intérêt même de la pérennité de l'état bourgeois, car Mendès-France est suffisamment conscient pour affirmer :

« La coupure définitive du pays en deux peut nous conduire au pire, peut-être à la guerre civile, surtout si l'on se trouve en présence de difficultés sociales. »

Et, pour éviter ce malheureux sort à la bourgeoisie, Mendès-France propose la constitution d'un centre gauche « rassemblant les quelques hommes peu nombreux au parti socialiste et dans le parti M.R.P. », avec l'U.F.D., dont il est un des principaux promoteurs.

(1) Voir page 7 : « Quelques enseignements des élections générales ».

## LE PARTI SOCIALISTE DEVANT LA REALITE.

La défaite électorale du parti socialiste confronte les militants de cette organisation à une réalité que l'astucieux Mollet ne pourra longtemps camoufler. De 1954 au 1<sup>er</sup> juin 1958, le parti socialiste s'est trouvé au centre de la politique française. La force réelle dont il disposait ne tenait pas essentiellement à la profondeur de son enracinement dans la classe ouvrière, bien moindre que celui du P.C.F. L'état de la bourgeoisie française était menacé de désagrégation par les développements possibles de la guerre d'Algérie qui, à chaque moment, pouvaient entraîner les masses de ce pays dans une lutte révolutionnaire (grève d'août-septembre 1955, mouvement des rappelés de 1956). En prenant la charge de la gestion de l'état bourgeois, le parti socialiste, assuré de l'appui sans réserves du parti communiste français (vote des pouvoirs spéciaux en mars 1956), contenait et dévoyait la lutte de classe du prolétariat pour assurer la survie du régime capitaliste.

Le 1<sup>er</sup> juin 1958, frayant la voie au général de Gaulle, endormant, également avec l'aide du P.C.F., la classe ouvrière, le parti socialiste a scellé son arrêt de mort. La bourgeoisie, pour assurer la consolidation de son état, n'a plus besoin du parti socialiste. Elle peut prendre elle-même en mains la gestion de ses affaires.

Cela ne signifie nullement que la bourgeoisie française accepte de gaieté de cœur une telle situation. Un des journalistes les plus intelligents du capitalisme français, Pierre Limagne, écrit dans « La Croix » du 2 décembre 1958 :

« Nous suivrons avec attention l'évolution du socialisme, qui va avoir tant d'importance, et pour l'immédiat, et pour l'heure où le fameux pendule retournera de droite à gauche. »

## PARLEMENTARISME, P.C.F. ET SOCIALISME.

Le rapport de Fajon, au dernier C.C. du P.C.F., est consacré à l'analyse des résultats des élections. Il est inutile d'y chercher le moindre bilan de la politique de ce parti, confrontée avec les faits. Le secrétaire général, le B.P. et le C.C., ont toujours eu raison. S'il y a échec, les raisons doivent en être recherchées partout, au P.S., dans la bourgeoisie, chez les militants communistes, mais surtout pas à la direction du P.C.F. :

« Comme l'indiquait Maurice Thorez au C.C. d'octobre : "Nous ne nous laisserons pas détourner de nos thèses de 1946, confirmées dix ans plus tard par notre 14<sup>e</sup> Congrès, sur la possibilité de voies pacifiques pour le passage au socialisme, sur le rôle que peut jouer un véritable parlement, expression de la démocratie populaire et s'appuyant sur les masses". »

Les dieux n'ont pas été cléments pour les thèses de 1946. Le parlement, « expression de la souveraineté populaire » en 1946, a fait place à un autre parlement, non moins « expression de », etc., en 1951, puis à ce nouveau parlement du 2 janvier 1956, lequel, non moins « expression de la souveraineté populaire », a donné légalement le pouvoir au gouvernement de Gaulle, qui, fort de cette « légitimité démocratique », a institué pacifiquement, non le socialisme, mais le « pouvoir fort ».

Le C.C. du P.C.F. fixe aux masses une perspective de salut : le retour aux « institutions » de la IV<sup>e</sup> république, lesquelles ne sont pas responsables des difficultés, car :

« Hier les regards des travailleurs, des démocrates, des hommes de paix, se tournaient souvent vers l'assemblée nationale, ils savaient par expérience que les élus

En clair, la hiérarchie ecclésiastique, dont la conscience de classe bourgeoise est véritablement très élevée, adresse à tous les partis de la bourgeoisie française un net avertissement : « Attention, la classe ouvrière est une réalité. Nous lui avons porté de rudes coups. Nous sommes tranquilles pour aujourd'hui et demain. Mais que sera après-demain ? »

Guy Mollet, en déclarant à la tribune du dernier congrès extraordinaire de la S.F.I.O. :

« La droite sera-t-elle en France aussi, comme elle « l'a été un peu trop souvent partout ailleurs, le « fourrier du bolchevisme ? »  
exprime la même appréhension.

Le général de Gaulle, en taillant personnellement des circonscriptions électorales « sur mesures » pour assurer le succès de Mendès-France et de Mitterrand, en adoptant le scrutin d'arrondissement, que lui proposaient les socialistes, visait également à préparer une situation où la « relève » aurait pu être effectuée à l'intérieur du système mis en place.

Les forces sociales en ont décidé autrement. Aujourd'hui, Mendès, Mitterrand, le parti socialiste sont en fait liquidés de la scène politique française.

Si aucun des problèmes n'a été même abordé au dernier congrès du P.S., il n'en reste pas moins que ce délégué se trompait lourdement qui affirmait que le « parti socialiste reste l'espoir des travailleurs de ce pays ».

Le parti socialiste dirigé par Mollet ne représente absolument plus aucun espoir pour la classe ouvrière, ni dans le présent, ni dans le futur. La place de Mollet comme homme politique ne se situe plus sur le terrain de la classe ouvrière ; sa place est aux côtés de Soustelle.

communistes, en s'appuyant sur la volonté populaire, pouvaient faire avancer tel ou tel problème. »

On sait que les élus communistes en votant les pouvoirs spéciaux, le 12 mars 1956, « ont fait avancer »... la guerre ; en votant Pflimlin à deux reprises en mai, ils ont aussi fait avancer... de Gaulle...

La tarte à la crème de la politique stalinienne la voici : « Notre but d'avenir est inchangé. Nous réaffirmons que l'instauration du socialisme en France répond aux intérêts suprêmes du pays... Cependant la tâche la plus urgente dans les circonstances actuelles n'est pas le socialisme, mais l'union avec les forces bourgeoises démocratiques », lesquelles se sont volatilisées sous le soleil du Forum, le 13 mai, pour se ranger, dans leur masse, sous la houlette du « pouvoir fort ».

Il est difficile de se moquer plus cyniquement des travailleurs que ne le font les dirigeants stalinien. Il est vrai que les masses, défaites, le 1<sup>er</sup> juin 1958, par suite de la volonté délibérée des dirigeants « ouvriers » de ne pas engager le combat, refluant sur le terrain de leur lutte de classes, ne peuvent, aujourd'hui, se fixer dans l'immédiat de tâches socialistes. Mais si, aujourd'hui, au nom de l'alliance avec la bourgeoisie, le socialisme est renvoyé à une époque indéterminée, hier, au nom de cette même alliance, lorsque existait une « assemblée parlementaire » qui comblait leurs vœux (de 1946 à 1958), Thorez et Fajon affirmaient non moins péremptoirement que la tâche immédiate n'était pas le socialisme. En fait, les dirigeants stalinien ont renvoyé le socialisme aux calendes grecques, depuis 1934, et ce, quelle que soit la situation.

## PARTI OUVRIER OU UNION DES GAUCHES.

L'EXPERIENCE est là pour trancher. Le front populaire, qui a vu le Parti Socialiste et le P.C.F. se rallier au programme des radicaux, a naturellement amené la réaction au pouvoir. Le front républicain, qui a vu l'accord se sceller entre l'aile libérale de la bourgeoisie, sur le programme de celle-ci, et le P.S. (bénéficiant du soutien du P.C.F.), a non moins naturellement amené la réaction. Le parti radical s'est volatilisé, le mendessisme, aile avancée de ce parti, a été anéanti. Les couches sociales dont le parti radical et le mendessisme se sont voulu l'expression, les classes moyennes, ont viré totalement vers l'U.N.R. Ces faits prouvent que si le parti ouvrier abandonne, au nom d'une alliance parlementaire de circonstances, son programme, la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, déçue, se regroupe autour de nouveaux axes.

La bourgeoisie, y compris son aile démocratique, lorsque son état est menacé de dissolution, ne peut que se tourner vers le « sauveur » qui assurera la pérennité de sa domination de classe ; ceci, indépendamment du fait que tel ou tel leader de la bourgeoisie ne suivra pas le mouvement de sa classe. Il n'est pas inutile de rappeler la formule attribuée au général de Gaulle durant la guerre : « La France a deux cordes à son arc : Pétain et de Gaulle ». Il aurait évidemment été stupide, du point de vue ouvrier, de placer sur le même plan Pétain et de Gaulle. Il n'en reste pas moins que le futur président de la V<sup>e</sup> république affirmait là une idée profondément juste : qu'importe Pétain ou de Gaulle, le problème, pour la bourgeoisie, est que l'état reste intact, en quelque conjoncture que ce soit. Dans une large mesure, Mendès-France et Mitterrand entendent jouer le même rôle pour demain. C'est ce que Bourdet exprime dans « France-Observateur » du 27 novembre 1958 en écrivant :

« Dans l'ensemble, la politique conjointe de l'assemblée et de l'armée ne peut mener qu'à des difficultés économiques de plus en plus sérieuses, et ceci sans qu'aucune option politique de rechange puisse per-

mettre un renversement de tendance... que le parlementarisme démocratique (aurait pu fournir si de Gaulle n'en avait pas) cassé les derniers réflexes, usés, affaiblis, mais encore vivants. »

Belle perspective « socialiste » en vérité à offrir à la « gauche » que celle de rassembler une formation susceptible d'assurer la relève parlementaire de l'« état fort », lorsque le besoin pour la bourgeoisie s'en fera sentir !

Ni dans le passé ou le présent, pour la défense des libertés, ni dans le futur, pour la préparation d'une situation où des solutions socialistes s'imposeraient, l'alliance avec une aile de la bourgeoisie ne résout aucune des questions soulevées par la situation.

Albert Gazier, dans un article paru dans la « Nef », puis dans un discours prononcé à la tribune du congrès de son parti, a proposé la formation d'une « Confédération de la Gauche qui rassemblerait les socialistes, les radicaux, les M.R.P. sans exclusive à priori, les individualités qui se nomment gaullistes de gauche, les organisations syndicales, la F.N.O.S.S., l'U.N.C.A.F., les entreprises nationalisées ». Il y a de quoi rêver sur l'efficacité d'une telle confédération, si tant est qu'elle puisse jamais voir le jour. La F.N.O.S.S. et l'U.N.C.A.F. sont en principe des organismes de gestion paritaire des caisses de Sécurité Sociale et Allocations Familiales. Elles sont dirigées (en principe) par des représentants des organisations syndicales ouvrières et de représentants des syndicats patronaux. Les entreprises nationalisées sont dirigées, en fait, à la S.N.C.F. ou dans les banques, par exemple, par de véritables mandataires du capital financier. On ne voit que difficilement comment une confédération, si souple fût-elle, pourrait rassembler toutes ces formations et individus. Une telle proposition n'est évidemment pas très sérieuse, si ce n'est qu'elle rejoint d'autres tentatives visant à substituer à la tâche de construire un parti ouvrier une vague union des gauches. Y voir une politique renouvelant le socialisme français, c'est, au mieux, se leurrer soi-même.

## DANS LES ORGANISATIONS SYNDICALES.

DANS le secret des délibérations gouvernementales se prépare toute une série de mesures qui visent, sous la nouvelle dénomination d'intéressement des travailleurs, à réaliser, selon le président de la C.F.T.C., Gaston Tessier (« La Croix », 13 décembre 1958), « l'idée qui est chère au général de Gaulle, celle de l'association capital-travail ». En dépit des prises de position fort nettes condamnant l'association capital-travail qui émanent de nombreuses organisations syndicales tant F.O. que C.G.T., que de la F.E.N., il ne faut pas se dissimuler que les dangers d'un « corporatisme » nouvelle manière sont très réels.

Il y a, nul n'en peut douter, des difficultés au sein des organisations syndicales mêmes. Ainsi dans la Fédération des cheminots Force Ouvrière, la plupart des syndicats, tant à Paris qu'en province, n'arrivent que difficilement à assurer, non seulement aux échelons de base, mais également jusqu'au niveau des unions, la permanence de la vie organisationnelle. Pour la C.G.T., même symptômes, moins accentués il est vrai sur le plan des unions, mais identiques pour les sections syndicales de base qui ne se réunissent plus faute de militants. Il est inutile de relever le recul à peu près général de la C.G.T. dans les élections de délégués, ce dont il n'y a pas lieu de se féliciter, dans la mesure où ce recul traduit moins une prise de conscience de la fausse orientation de Frachon, que le découragement provoqué par cette orien-

tation au sein de tout un secteur de travailleurs et de militants. Pour ne prendre qu'un exemple, 190.000 ouvriers du bâtiment sont recensés dans la R.P. ; 34.000 étaient syndiqués en 1953, seulement 7.200 ont repris leur carte en 1958. Et que sera 1959 ?

Si le dernier C.C.N. de la C.G.T.-F.O. a adopté une résolution très claire sur l'association capital-travail, Bothereau, dans un récent éditorial de « Force Ouvrière », semble répondre aux préoccupations de G. Tessier, président de la C.F.T.C. Bothereau écrit :

« De passionnants problèmes sont à examiner et à résoudre en matière de cohabitation dans la recherche de la solution des conflits, en matière de co-gestion. »

Tessier va plus loin et épouse les préoccupations du général de Gaulle quand il écrit :

« Recevant une délégation des quatre groupements patronaux qui, depuis quelques années, ont constamment fait preuve d'esprit progressif, le président du Conseil a précisé sa pensée en la matière (association capital-travail). Des expériences devraient être faites sur des types divers d'associations par les intéressés eux-mêmes, patrons, cadres, employés, ouvriers, les pouvoirs publics n'interviendraient que pour encourager ces initiatives par des mesures appropriées, sans édicter prématurément des mesures obligatoires. La participa-

tion plus accentuée des travailleurs aux responsabilités, comme aux résultats sur toute l'échelle des activités, est un objectif inlassablement poursuivi par la C.F.T.C. »

Ainsi, le président de la C.F.T.C. n'y va pas par quatre chemins : la C.F.T.C. est prête à s'engager sur le chemin de l'association capital-travail, à condition que l'on procède en douceur.



Alors que les efforts de tous devraient être orientés vers ce but unique : rassembler syndicats et syndiqués dans un vaste front de résistance à l'intégration des syndicats dans

l'état, c'est le moment choisi par Frachon pour esquisser un retour à la politique qui consiste à opposer l'unité d'action à la base au Front Unique au sommet, ceci en réponse aux propositions du Mouvement Syndical Uni et Démocratique. Il est encore trop tôt pour apprécier ce qu'une telle orientation pourrait entraîner : la direction de la C.G.T. tentant de lancer des actions isolées et minoritaires (donc aventuristes) en vue de ressouder l'appareil stalinien en profond désarroi. De toute façon, si même les phrases gauchistes sur la lutte de classes ne sont que des phrases, le discours de Frachon au C.C.N. de la C.G.T. représente un obstacle à la réalisation du Front Unique des organisations syndicales et des syndiqués hostiles à l'intégration des syndicats à l'état.

## L' « ARBITRAGE » DE DE GAULLE ENTRE LES FINANCES ET L'ÉDUCATION NATIONALE.

Il y avait un différend entre le ministre de l'éducation nationale et le ministre des finances à propos du budget de 1959. L'estimation générale de l'éducation nationale s'élevait à 709 milliards, dont 437 milliards de crédits de fonctionnement et 212 milliards de crédits d'équipement. Le volume des premiers était en augmentation de 17 milliards par rapport à 1958, en raison des besoins accrus en maîtres, et du fait des revalorisations de traitements obtenus depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1958.

Quant aux crédits d'équipement, leur fixation à 212 milliards correspondait aux estimations du deuxième plan d'équipement scolaire et universitaire, pour l'année 1959. En effet, la commission Le Gorgeu avait une première fois établi un plan d'équipement selon les besoins présents et à venir de l'éducation nationale, calculés au plus juste. Les crédits effectivement accordés avaient été, en deux ans, inférieurs de 130 milliards aux prévisions. D'où la nécessité de revoir les estimations pour les trois années restantes du plan, afin que les objectifs puissent être atteints. Ce qui donnait 212 milliards pour 1957, 233 pour 1960 et 240 pour 1961. C'était un strict minimum, si l'on veut ne pas laisser à la rue une bonne partie des enfants scolarisables, si l'on veut que soit possible un enseignement supérieur et une recherche scientifique dans des conditions à peu près normales. La récente grève des étudiants et des professeurs de la Faculté des Sciences de Paris, a attiré l'attention de l'opinion publique sur les conditions invraisemblables dans lesquelles, depuis des années et de plus en plus, les gouvernants français forment les cadres du pays.

Mais cela ne semble pas avoir ému le gouvernement actuel. Si satisfaction semble être accordée pour les crédits de fonctionnement, le budget d'équipement, lui, doit rester au niveau de 1958. Autrement dit, au retard de 130 milliards déjà accumulé sur les estimations d'ensemble de 1.000 milliards pour le plan Le Gorgeu vont s'ajouter cette année 62 milliards. L'éducation nationale récupérera sans doute quelques milliards par le biais d'une soi-disant coordination avec la construction : le coût des écoles nécessaires sera inclus, parait-il, dans le coût général des cités H.L.M. construites. Cela revient d'ailleurs à faire payer lesdites écoles par les habitants eux-mêmes, par conséquent à une imposition supplémentaire.

Ainsi, le sens de l' « arbitrage » est clair : l'argent qui fait défaut à l'état bourgeois pour faire marcher la machine, il va le trouver en baissant le niveau de vie des travailleurs et en sacrifiant l'éducation nationale. Dans l'immédiat, cela n'a pas de conséquences qui frappent l'opinion, alléchée au contraire par les crédits accordés à la construction. Et, pour l'avenir, l' « ordre moral » s'accommode d'une part beaucoup mieux de l'ignorance que de l'esprit critique ; et, d'autre part, il y a tout lieu de penser qu'en sacrifiant l'enseignement public et laïque, le gouvernement prépare en même temps la promotion de l'enseignement privé et clérical avec une « paix scolaire » à la manière belge.

S'il en est encore pour se faire des illusions sur les intentions « libérales » du gouvernement, ce test des crédits de l'éducation nationale devrait leur ouvrir définitivement les yeux.

## LE CONGRÈS DE LA FÉDÉRATION DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Le congrès de la F.E.N., qui s'est tenu, cette année comme les années précédentes, à Paris, aux alentours du 11 novembre, et qui s'est déroulé suivant le même scénario fixé par les statuts et par les traditions syndicales (présentation et discussion du rapport d'activité, vote de l'orientation, discussion et vote des motions pédagogique, d'outre-mer, corporative, diverses), n'est pourtant pas un congrès comme les autres.

Après la participation de la F.E.N. à l'organisation et au

déroulement de la puissante manifestation du 28 mai de la Nation à la République, après l'ordre de grève générale lancé le soir même de cette manifestation et l'appel adressé à toutes les centrales syndicales et à l'ensemble de la classe ouvrière pour qu'elles se joignent à la grève des enseignants du 30 mai, après que les enseignants se soient retrouvés seuls, mais unis, pour rester fidèles aux traditions syndicales françaises et tenter cet ultime effort de défense des libertés, après que les principaux syndicats nationaux de

l'enseignement et la Fédération elle-même aient pris sans équivoque position sur le référendum du 28 septembre, il était de la plus haute importance de voir comment allait réagir à ces prises de position de ses dirigeants la base appelée régulièrement et démocratiquement à s'exprimer dans le congrès annuel. Cette base avait eu le temps d'enregistrer la victoire massive des « oui » au référendum, la puissance du raz de marée de droite déferlant sur la France et l'abandon total et sans combat des organisations officielles de la classe ouvrière, situation qui mettait la F.E.N. en position isolée et dangereuse à l'avant-garde de la défense ouvrière, qui exposait et désignait la fédération à tous les coups de l'adversaire triomphant et disposant de tous les moyens de pression.

Aux élections aux conseils de l'enseignement, les listes des syndicats de la F.E.N. se voyaient opposer, en dehors de celles du syndicat chrétien, une liste formée de renégats du S.N.E.S. et de jeunes du S.N.A.L.C. sur le plan du second degré, des listes d'une Amicale des professeurs de cours complémentaires, des directeurs d'écoles, d'un syndicat indépendant en Algérie, sur le plan de l'enseignement primaire. Une autre machine de guerre sortait directement du cabinet de M. Soustelle sous le nom de « comité universitaire d'action civique », visant à « dépolitiser » les syndicats d'enseignants. Les quasi inexistantes instituteurs F.O. se mettaient aussi curieusement de la partie, lançant un appel qui invitait à profiter de la soi-disant déconfiture de la F.E.N.

Tout cela fait que ce congrès de la F.E.N. revêtait une particulière importance, bien qu'à suivre ses débats, jour après jour, cela ait pu passer inaperçu, et que les délégués n'aient pas eu l'air tellement conscient, à en juger par l'atmosphère assez détendue des débats, du rôle qu'ils étaient appelés à jouer, par la force des circonstances.

Il n'est pas sûr non plus que les délégués aient saisi toute la gravité de certaine déclaration de leur secrétaire général Lauré à la tribune du congrès. Celui-ci a dû constater que l'administration et le gouvernement ne jugent plus utile d'informer exactement la F.E.N. des délibérations et décisions touchant des problèmes qui concernent très directement les enseignants, qu'il s'agisse de questions revendicatives ou de la réforme de l'enseignement. La F.E.N. est systématiquement tenue à l'écart, ce qui en dit long sur la politique « libérale » du gouvernement, qui a l'intention de légiférer par décrets en ignorant les organisations syndicales indépendantes. En tentant d'isoler ainsi la F.E.N., en la tenant à l'écart et en lui faisant subir toutes les pressions possibles, le but poursuivi est de l'amener à faire sa soumission.

Mais, pleinement conscients de la gravité des dangers qui menacent leur organisation et par suite tant leur niveau de vie et leurs conditions de travail que leurs libertés syndicales, les délégués n'en ont pas moins manifesté sans équivoque, dans leurs votes, leur approbation massive à l'attitude adoptée depuis le début de la crise par la F.E.N. Ils ont voté massivement le rapport d'activité, dépassant largement les 80 % du référendum, et ce sans le déploiement de propagande de M. Soustelle ! C'était surtout parce qu'ils entendaient, il faut encore le répéter, infliger un démenti cinglant à la radio de M. Soustelle, qui prétendait que les prises de position politiques des dirigeants fédéraux et des syndicats nationaux n'avaient pas l'accord de l'ensemble des syndiqués.

Il faut noter l'attitude adoptée par la tendance dite des Bouches-du-Rhône, expression du stalinisme au sein de la Fédération. Après n'avoir pu faire autrement que de se rallier au courant massif pour l'approbation du rapport d'activité, la tendance stalinienne poursuit par ailleurs son entreprise,

heureusement sans succès jusqu'à maintenant, pour détruire la fédération, en prenant sur le plan de l'action corporative une orientation aventuriste. Elle a mis en circulation un texte qui demandait « que la F.E.N., pour ses revendications, engage des actions vigoureuses, avec l'établissement d'un calendrier : démarches jusqu'au 31 janvier, et, s'il n'y avait pas satisfaction, la F.E.N. devrait envisager d'autres moyens que, pour sa part, la section des Bouches-du-Rhône entendait mener jusqu'à un mouvement de grève générale d'enseignants d'une durée indéterminée ». Mais si, le premier jour, dans la discussion du rapport d'activité, le stalinien Fournial appelait encore, du haut de la tribune du congrès, « nos organismes de base » à « l'action offensive », le texte ci-dessus ne fut quand même pas soumis au vote du congrès. Voilà en tout cas l'orientation aventuriste que voudrait pouvoir imposer à la F.E.N. ceux qui, depuis des années, n'ont fait que démobiliser la classe ouvrière et portent la responsabilité de sa défaite sans combat. Maintenant que le rapport de forces s'est entièrement renversé au profit de la bourgeoisie, ils parlent d'« action offensive » et de grève générale illimitée ! Les adhérents et les dirigeants de la F.E.N. poursuivront l'organisation d'une défensive solide et durable, compte tenu d'une appréciation réaliste de la situation.

Un autre moment important du congrès fut la présentation, par le secrétaire général du Syndicat National des Instituteurs, Denis Forestier, et la discussion d'un texte réaffirmant les principes du Mouvement Syndical Uni et Démocratique. Un passage essentiel de cette résolution « attire l'attention de la classe ouvrière sur le danger de l'intégration du syndicalisme dans l'état, intégration en complète opposition avec les principes définis par les chartes d'Amiens et de Toulouse ». La tendance stalinienne proposa de remplacer la phrase : « Elle croit de son devoir de renouveler un large et puissant appel pour un regroupement syndical indépendant, réaliste et constructif, basé sur les principes énoncés par la déclaration pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique » par : « Elle croit de son devoir de renouveler un large et puissant appel pour un mouvement syndical, etc., dont, pour sa part, elle formule les principes énoncés par la déclaration pour un Mouvement Syndical Uni et Démocratique. » Mais cette astuce, dictée par le refus des stalinien de reconnaître la liberté de tendances au sein du mouvement syndical, fit long feu. Le texte, auquel la tendance révolutionnaire de l'École Emancipée donna son entier accord, fut voté à une très large majorité ; un certain nombre des mandats qui s'étaient portés, lors du vote sur l'orientation, sur la motion des Bouches-du-Rhône, vint même grossir le nombre des mandats approuvant ce texte, qui doit être un instrument important pour regrouper autour de la F.E.N. tous les syndicats décidés à lutter contre l'intégration dans l'état.

Ainsi ce congrès de la Fédération de l'Education Nationale a-t-il apporté la réponse claire de l'énorme majorité des délégués aux pressions extérieures et gouvernementales : les militants de la F.E.N. sont résolus à la défendre et à se défendre par elle. Et c'est là un événement qui n'intéresse pas les seuls enseignants, loin de là, mais l'ensemble de la classe ouvrière, puisque la F.E.N. est l'élément le plus solide dans le barrage qu'elle peut opposer à l'ennemi de classe dans cette période de recul.

UN DÉLÉGUÉ AU CONGRÈS DE LA F.E.N.

Le 12 Décembre 1958.



# QUELQUES ENSEIGNEMENTS DES ÉLECTIONS GÉNÉRALES

**D**ES enseignements importants se dégagent des élections, qui viennent confirmer la tendance générale au recul ouvrier. Le prolétariat, désorienté, a néanmoins refusé dans sa masse de voter pour les candidats bourgeois.

En 1956, le total des voix P.C.F. et P.S., plus celles de diverses petites formations ouvrières, a donné 9.162.759 voix.

Au premier tour des élections de 1958, ces mêmes formations ont recueilli 7.396.676 voix. Au premier tour, le Parti Socialiste passe à 3.741.384 contre 3.180.656 en 1956. Le P.C.F., entre 1956 et 1958, a perdu 1.650.607 voix. En additionnant le chiffre des voix ouvrières recueillies au premier tour avec les pertes du P.C.F., on retrouve un total global de 9.047.283 voix. Compte tenu de l'augmentation importante des abstentions, qui passent de 17,3 %, en 1956, à 22,9 %, en 1958, le million et demi de voix communistes représenté, en gros, la fraction ouvrière qui, lors du référendum, a voté oui, mais, se refusant à voter pour un candidat bourgeois, s'est réfugiée dans l'abstention. On peut trouver, par exemple, confirmation de cette constatation en examinant les résultats de la 5<sup>e</sup> circonscription de Marseille. En 1956, le P.C.F. y recueille 15.206 voix ; au premier tour, en 1958, 9.981 voix, soit une perte de 5.225 voix. Le montant des suffrages exprimés en 1956 était de 41.694. Au premier tour, en 1958, il tombe à 36.797, soit 4.897 électeurs qui refusent de voter, ce qui correspond, à 328 voix près, du chiffre des pertes du P.C.F. (5.225).

Ceux qui entendent rechercher les causes des défaites subies par les masses dans une quelconque incapacité organique du prolétariat devraient réfléchir à ces chiffres. La classe ouvrière, désorientée par suite de la politique de ses directions traditionnelles qui, sous une forme ou une autre (1), ont fait la courte échelle à de Gaulle, a néanmoins refusé, pour l'essentiel, de voter pour les candidats de la bourgeoisie.

## LA PETITE BOURGEOISIE S'EST RETOURNÉE DANS SA QUASI- TOTALITÉ VERS LA BOURGEOISIE.

Traditionnellement, le parti radical présentait le parti dirigé par les hommes du grand capital, dans lequel les classes moyennes pensaient trouver leur expression. Depuis 1936, le parti radical n'a évité son effondrement que dans la seule mesure où les dirigeants du P.S. et du P.C.F. l'ont protégé par les alliances de

(1) Rappelons que, lors des événements de mai, tandis que Mollet et Pflimlin négociaient avec de Gaulle, Thorez votait pour Pflimlin.

collaboration de classe (Front Populaire ou Front Républicain). La masse des électeurs radicaux s'est tournée, en 1958, vers l'U.N.R. gaulliste. C'est là un fait indiscutable. Particulièrement spectaculaire est l'effondrement de ce parti qui, avec 983.201 voix (4,8 %), ne fait plus, d'ores et déjà, figure de « grand parti national ». En 1956, le parti radical avait recueilli 2.376.398 voix, soit 13,3 % des suffrages. A la retentissante défaite de Mendès-France fait écho l'écroulement des plus fortes positions radicales du Sud-Ouest (Bourgès-Maunoury, Baylet), l'échec de Daladier dans le Vaucluse, l'effondrement des mendessistes dans la région parisienne.

Les chiffres comparés de 1956 et de 1958 sont éloquentes. Toutes les tendances radicales, de Bourgès à Mendès, ont subi la même déroute :

	1958	1956
Bourgès .....	3.617	10.349
Baylet .....	7.874	12.292
XIV <sup>e</sup> arrond. ....	2.333	7.571
Brigitte Gros (éditorialiste de « l'Express »)	3.972	11.851
Mendès-France .....	10.355	17.433
Hernu .....	3.154	10.986
XV <sup>e</sup> arrond. ....	1.708	7.368

La petite bourgeoisie des villes et la paysannerie ne veulent plus être représentées par les radicaux. Aucune solution ne leur étant offerte par les organisations ouvrières qui, soi-disant pour ne pas effrayer les classes moyennes, ont adopté le programme de l'aile libérale du capitalisme financier, la petite bourgeoisie se tourne vers la droite, d'où le succès de l'U.N.R.

Les novateurs de toutes espèces cherchent à rénover le marxisme. Le comportement de la petite bourgeoisie en France a vérifié en tous points les thèses de Marx. En s'adaptant à la bourgeoisie libérale, depuis 1945, Thorez et Mollet ont contraint la petite bourgeoisie à virer vers Soustelle. Telle est la leçon des faits.

## LE RECU DU P.C.F. ET SON CARACTÈRE.

Par rapport au 2 janvier 1956, le P.C.F. perd plus d'un million et demi de voix. Il s'agit donc d'un recul extrêmement profond. Le fait qu'au deuxième tour des milliers d'électeurs communistes, qui s'étaient abstenus au premier tour, aient voté pour ses candidats ne change rien à la tendance générale.

Dans les départements ruraux, le P.C.F., dans la majorité des cas, continue à décliner massivement. En Lozère, le P.C.F. perd plus de 65 % de ses voix de 1956, dans la Savoie 55 %, dans la Creuse 40 %, dans l'Aveyron 22 % et dans l'Eure 20 %. L'inégalité des

résultats est frappante. Elle appelle quelques commentaires.

Ainsi, à Paris, dans les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> arrondissements, le P.C.F. recueille 66 % de ses voix de 1956, dans les 3<sup>e</sup> et 4<sup>e</sup>, dans le 5<sup>e</sup>, 66 % ; 63 % dans le 6<sup>e</sup> ; 62 % dans le 7<sup>e</sup> ; 64 % dans le 8<sup>e</sup>, 64 % dans le 9<sup>e</sup>, etc... En gros, dans 15 circonscriptions sur 31, à Paris, le P.C.F. recueille un pourcentage à peu près identique de ses voix de 1956 : dans les 65 %, et ceci, quelle que soit la composition sociale de la circonscription. Dans les 16 autres, on observe des différences très amples. Ainsi, dans le quartier ouvrier de la Roquette-Ste-Marguerite, le candidat stalinien recueille 79 % de ses voix de 1956. Mais, dans une circonscription ouvrière du 14<sup>e</sup>, le pourcentage tombe à 49 %, dans le 18<sup>e</sup>, quartier des Grandes-Carrières, il descendra à 44 %, alors que dans le 16<sup>e</sup> (Auteuil-Muette), le pourcentage monte à 85 %, pour tomber, dans une autre circonscription bourgeoise (Ternes), dans le 17<sup>e</sup>, à 43 %.

De même en banlieue. Dans la circonscription ouvrière de Bondy-Romainville, Noisy, Villemomble et Pavillons-sous-Bois, le pourcentage des voix de 1958, par rapport à 1956, est de 52 %, alors que dans les communes ouvrières limitrophes de Bagnolet, Les Lilas, Pantin et Le Pré-Saint-Gervais, il monte à 80 %. Dans une circonscription où la majeure partie des électeurs est bourgeoise et petite-bourgeoise (Fontenay, Saint-Mandé et Vincennes), le P.C.F. conserve 72 % de ses voix.

Dans les autres départements, y compris les départements ruraux, même phénomène. Dans l'Aude, à Carcassonne, le P.C.F. conserve 77 %, à Narbonne 67 % et à Castelnaudary 55 %. A Carcassonne, en 1956, 10.807 voix, à Narbonne 12.576 et à Castelnaudary 9.949 ; en 1958 (1<sup>er</sup> tour) les chiffres sont respectivement 8.421, 8.466 et 5.566.

Cette disparité dans les chiffres nous semble confirmer ce qu'on est à même de constater dans les entreprises et les syndicats, à savoir que l'appareil du P.C.F. (et pas seulement les militants) est lui-même secoué par une profonde crise. En effet, de telles différences, et sur une aussi vaste échelle, pour des circonscriptions de composition sociale analogue, indiquent que l'appareil stalinien n'arrive plus à assurer son contrôle sur les masses, dont une importante fraction se refuse à adhérer à l'orientation définie par la direction. C'est là quelque chose de nouveau, car le caractère de l'appareil du P.C.F., son monolithisme, lui permettaient, dans le passé, de surmonter les difficultés en « couvrant » les masses à peu près partout de la même façon. Ainsi, lorsque le P.C.F. exclu Marty, son successeur dans la même cir-

conscription, Jour'd'hui, militant à peu près inconnu, est élu sans que le trouble causé par les mesures contre le premier affecte réellement les électeurs. L'appareil égalisait et nivelait tout et tout le monde. Des résultats des élections se dégage, au contraire, la conclusion que l'appareil est lui-même atteint par la démoralisation.

Au deuxième tour, si le P.C.F. réussit à accroître le nombre des voix qui se portent sur ses candidats, la décision de se désister officiellement pour le socialiste Notebart (Nord), par exemple, n'a pas été suivie par une importante partie de l'électorat communiste. Au premier tour, Notebart recueille 15.076 voix, au deuxième tour, le nombre de ses voix s'élèvera de 4.343, mais le candidat stalinien avait recueilli au premier tour 7.693 voix : soit 3.350 électeurs communistes, au moins, qui n'ont pas appliqué le mot d'ordre du P.C.F.

### LE PARTI SOCIALISTE CONFRONTÉ AVEC SA RÉALITÉ.

La social-démocratie est liée à la vie et à la mort avec le système de la démocratie bourgeoise parlementaire. Mollet a frappé d'un arrêt de mort sans appel son parti, qui, sous sa direction, ne peut survivre comme parti ouvrier. Du 2 juin 1958 au premier tour des élections (23 novembre), le maintien en façade de la démocratie bourgeoise, vidée de son contenu, a permis de masquer la réalité. Après le premier tour des élections, la masse des militants et des électeurs socialistes a dû constater les faits. Le deuxième tour a consacré une crise interne qui ira en se développant. Deux voies sont ouvertes : la désagrégation ou la constitution, sous une forme ou une autre, d'une organisation socialiste avec le Parti Socialiste S.F.I.O. Autonome, c'est-à-dire le passage des militants qui suivaient Mollet sur les positions de Depreux. Il est à prévoir, malheureusement, que le phénomène de désagrégation sera plus fort que la prise de conscience. Nombre de militants écœurés vont refluer, tout au moins pour l'étape qui vient. Il reste que, quelles que soient les difficultés qui vont l'assailir, compte tenu de la situation et de la définition d'une orientation ouvrière correcte, on peut augurer que c'est autour du P.S.A., et seulement autour de lui, que peut se cristalliser un parti ouvrier socialiste authentique.

Au premier tour, la S.F.I.O. a maintenu ses positions. Il lui arrive même de progresser, face au P.C.F., comme c'est le cas dans les Bouches-du-Rhône. Mais elle est en perte de vitesse dans son bastion traditionnel du Nord et connaît des échecs sérieux dans la région parisienne, en particulier là où des candidats du P.S.A. se sont présentés. Néanmoins, au premier tour, la S.F.I.O. conserve pour l'essentiel ses électeurs ouvriers, de même que les couches petites-bourgeoises qui lui étaient traditionnellement acquises et qui voyaient encore en elle un garant de sécurité dans le cadre du régime gaulliste.

Au deuxième tour, la situation va se retourner. Le Parti Socialiste recueille, au premier tour, 3.741.384 suffrages. Au deuxième tour, il n'en recueille que 3.167.354, soit une perte de 574.030 ; près de 20 % des électeurs socialistes, entre le premier et le deuxième tour, refuseront de voter socialiste.

Pour une part, la plus importante vraisemblablement, les électeurs socialistes s'abstiendront au deuxième tour, comme, au premier tour, se sont abstenus des travailleurs qui venaient traditionnellement pour le P.C.F. Confrontés avec la réalité, les travailleurs socialistes prennent conscience du caractère véritable de la politique de Mollet.

Pour une autre part, particulièrement les couches petites-bourgeoises, les électeurs S.F.I.O. vont suivre le gros des troupes de la petite bourgeoisie qui a voté U.N.R. au premier tour. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, dans la circonscription Nanterre-Suresnes, où Gazier est candidat, la situation se présente ainsi :

— Premier tour :

Suffrages exprimés .....	47.690
Gazier .....	8.296
P.C.F. ....	18.492
U.F.D. ....	2.201
M.R.P. ....	4.334
U.N.R. ....	12.487
Divers (droite) .....	962

— Deuxième tour :

Suffrages exprimés .....	47.234
Gazier .....	4.942
P.C.F. ....	19.798
U.N.R. ....	21.921

Gazier perd donc, entre le premier et le second tour, 3.354 voix. Le candidat P.C.F. en gagne 1.306. En additionnant les voix perdues par Gazier et les voix recueillies par le candidat U.F.D. qui s'est retiré, on trouve 5.555 suffrages, dont 1.306 iront au P.C.F., 456 voix ouvrières s'abstenant en plus au deuxième tour. Le candidat U.N.R., s'il n'avait recueilli que toutes les voix de droite, ne serait arrivé qu'à un total de 17.783. Il recueille 21.921 voix, soit 4.238 suffrages supplémentaires, qui viennent principalement des électeurs ayant voté Gazier au premier tour.

Pour une part beaucoup plus faible, une fraction des voix socialistes du premier tour se portera sur le candidat P.C.F. lorsque le candidat socialiste se sera retiré. Ainsi, à Armentières, entre les deux tours, le candidat communiste recueillera 1.870 suffrages socialistes, le total de ses voix passant de 11.419 à 13.289.

### LE PARTI SOCIALISTE AUTONOME ET L'U.G.S.

Depuis la Libération, une fraction minoritaire de l'électorat ouvrier, représentant de 3 à 5 % des suffrages exprimés, s'est portée avec constance sur des candidats indépendants des partis réformiste et stalinien, soit sur des candidats

se réclamant du programme révolutionnaire (listes trotskystes en 1946), soit sur des candidats se présentant séparément du P.C.F. et du P.S. (Nouvelle Gauche).

Ces voix se retrouvent sur les candidats U.G.S., à Paris et en province, augmentées de voix d'origine libérale petite-bourgeoise, quand il s'agit de Bourdet par exemple. Ces voix se sont portées également sur les candidats du P.S.A., augmentées dans ce cas (et c'est très important) d'une fraction non négligeable de la clientèle socialiste traditionnelle. Ainsi Depreux, Suant, Verdier, dans la région parisienne, dépassent le candidat mollettiste, obtenant près de 50 % des voix socialistes de 1956. Dans les Côtes-du-Nord, Mazier obtient 9.981 voix (contre 10.387 voix S.F.I.O. en 1956), devançant le P.C.F. (8.609 voix) et le mollettiste (3.450 voix). Dans les Ardennes, même chose.

Au deuxième tour, la majeure partie des candidats P.S.A. et U.G.S. se sont retirés. Il faut remarquer que, tant pour Bourdet que Verdier ou Tafforeau, une importante fraction des voix qui se sont portées sur ces candidats ont refusé de voter P.C.F. au deuxième tour, alors que le retrait de Bourdet, par exemple, était accompagné d'une invitation presque formelle à reporter leurs voix sur le candidat stalinien.

Verdier a recueilli, au premier tour, 4.216 voix, au deuxième tour le candidat P.C.F. n'a gagné que 1.799 voix.

Bourdet a recueilli au premier tour 4.179 voix ; au deuxième tour, le candidat P.C.F. n'a gagné que 1.799 voix sur le premier tour.

Tafforeau recueille 6.547 voix au premier tour, le candidat P.C.F. 12.590. Au deuxième tour, le candidat P.C.F. recueille 15.427 voix, soit 2.837 suffrages supplémentaires. Notons que, dans ce cas, le candidat S.F.I.O. a recueilli, au deuxième tour, 799 voix qui avaient voté Tafforeau au premier.

De tels résultats démontrent que le courant qui a voté pour l'U.G.S. ou pour le P.S.A. refuse, pour une part importante, de voter pour le candidat stalinien. Au contraire, le cas de Guy Desson, qui se présentait dans les Ardennes, démontre que les électeurs communistes et socialistes ont pratiquement tous voté au second tour pour le candidat du P.S.A., dans la mesure même où celui-ci leur apparaissait indépendant du stalinisme et du mollettisme.

Au premier tour, Desson recueille 7.219 voix, le P.C.F. 5.925, la S.F.I.O. 2.998, soit un total de 16.142 voix. Tous ces suffrages se retrouvent sur Desson (le P.C.F. s'est désisté, la S.F.I.O. retirée) au deuxième tour, avec une légère augmentation, soit 16.029 voix. Le phénomène est identique pour Mazier dans les Côtes-du-Nord. Et cela est remarquable. Si l'on compare avec les cas où, comme nous l'avons vu, soit le P.C.F. se désiste pour la S.F.I.O., soit le P.S. officiel se retire devant le P.C.F., soit l'U.G.S. et le P.S.A. se retirent devant le P.C.F.,

dans aucun de ces cas une fraction importante des électeurs qui ont voté au premier tour P.C.F., P.S., U.G.S. ou P.S.A. n'acceptera de suivre, pour le second tour, les directives des dirigeants de ces organisations, lorsqu'ils les inviteront à voter soit pour le P.C.F., soit pour le P.S., c'est-à-dire pour les appareils.

Le cas de Depreux est encore plus symptomatique ; alors que, dans les circonscriptions où le P.C.F. s'est retiré ou désisté pour la S.F.I.O., celui-ci n'a formulé ni condition, ni exigence, le maintien du candidat stalinien contre Depreux démontre que, même s'il subit les plus durs coups de la réaction, le stalinisme préfère tout plutôt que de voir une organisation socialiste indépendante se renforcer.

#### LE CAS DE SAINT-NAZAIRE.

Dans cette circonscription se présente, sous l'étiquette M.R.P., un des militants de la gauche de la C.F.T.C. : Rombault.

Au premier tour, les suffrages se répartissent ainsi :

M.R.P. ....	11.212
Socialiste .....	10.830
U.G.S. ....	4.671
Indépendant ...	10.534
P.C.F. ....	4.972
U.N.R. ....	5.739

Au deuxième tour :

- Rombault, M.R.P. (élu) : 17.111, soit un gain de 5.899 voix ;
- Indépendant 13.359, soit un gain de 2.815 voix ;
- Socialiste 11.822, soit un gain de 992 voix ;
- P.C.F. 5.226, soit un gain de 254 voix.

L'U.G.S. s'est retirée. L'U.N.R. également ; 438 électeurs se sont abstenus, en plus du premier, au deuxième tour. Les candidats P.S. et P.C.F. ont bénéficié de 1.246 voix qui s'étaient vraisemblablement portées au premier tour sur l'U.G.S. Si l'on admet que les 438 électeurs

s'abstenant viennent de l'U.G.S., nous arrivons à un total de :

$$1.246 + 438 = 1.684 \text{ voix.}$$

Rombault a donc recueilli au deuxième tour 4.671 — 1.684 = 2.987 voix, qui viennent de l'U.G.S., et 2.924 voix venant du candidat gaulliste de l'U.N.R. Le total de ces deux nombres (2.987 et 2.924) est 5.911, alors que Rombault a gagné en tout 5.899 voix, ce qui confirme la validité de nos hypothèses.

Le cas de Rombault souligne le caractère réel de cette gauche C.F.T.C., qui n'a pu prendre la physionomie qu'on lui connaît que dans la seule mesure où les grandes organisations ouvrières ont tout fait pour la revaloriser et l'introduire dans le mouvement ouvrier. La C.F.T.C., y compris son aile gauche, se situe ouvertement et principalement sur le terrain de la collaboration de classe et le « gauchiste » Rombault a pu, tout naturellement, sans se renier, être élu sous l'étiquette M.R.P., celle de Pfimlin et Bidault.

## RÉNOVATEURS EN TOUS GENRES

**L**ÉGITIME est le besoin de comprendre et de rechercher les causes qui ont produit la situation actuelle. Encore est-il nécessaire d'entreprendre ce travail en réfléchissant sur les données véritables de la lutte de classes telle qu'elle s'est développée durant la période historique ouverte en 1944 et qui s'est close le 2 juin 1958. Le désir de ne pas continuer à se laisser mystifier par les explications de circonstances de l'appareil stalinien est non moins légitime. Cependant, toute une série de « chercheurs », bien loin de se préoccuper des racines du mal — la politique des appareils — prétendent dresser l'inventaire des responsabilités qu'ils attribuent, dans la situation, à ce qu'ils nomment le « vieillissement » du marxisme.

Ainsi, la classe ouvrière serait devenue une « notion ne correspondant plus à la réalité », la révolution un « mythe » ou une « hypothèse périmée », le marxisme doit être « dépassé », et un socialisme du XX<sup>e</sup> siècle « repensé ». De toutes parts, chacun de ces profonds penseurs et journalistes apporte, sous une forme ou sous une autre, sa pierre à l'édifice d'un néo-révisionnisme qui nous ramène à Bernstein, à Lassalle, ou à Proudhon.

Karl Marx et Frédéric Engels ont, toute leur vie durant, fustigé durement les « socialistes de la chaire », savants professeurs et renovateurs en tous genres qui, à l'aide de non moins savantes études, s'efforçaient, dans de pesants volumes et articles, de démontrer le caractère irréel de la lutte des classes, et, partant de là, contestaient la capacité historique du prolétariat de lutter pour le socialisme. On pourrait, aujourd'hui, parler d'un « socialisme du C.N.R.S. », proche parent du « socialisme de la chaire ».

Ainsi, de savants chercheurs ont pu

se convaincre que le capitalisme « moderne », à l'aide de mesures « intelligentes », serait arrivé à liquider la « notion » de classe. Si même cela était exact — ce qui n'est pas le cas — il n'y aurait pas lieu de se féliciter de voir le prolétariat accepter ses chaînes, et cette aliénation de l'homme qu'implique toute société de classes.

Le propre de toutes ces dissertations érudites consiste à substituer à l'analyse nourrie par une participation directe à la lutte des classes aux côtés du prolétariat, une forme de pensée fondée sur une observation prétendument objective ou scientifique, de l'extérieur, des réactions des prolétaires saisies dans la passivité de leur vie quotidienne.

Aucun de ces « sociologues » n'a réfléchi à cette simple donnée de la société capitaliste : le travailleur, dans sa vie quotidienne, accepte, dans les faits, et ne peut qu'accepter, le régime capitaliste, c'est-à-dire sa propre négation en tant qu'homme. C'est uniquement en participant à la lutte contre le patronat et l'état que les travailleurs acquièrent le sentiment de leur solidarité de classe : la conscience de classe.

Si nos éminents renovateurs avaient réfléchi aux mouvements de Nantes en août 1955, ils auraient appris que, le 20 août, 20.000 manifestants se sont dirigés vers la prison. Cela, tout le monde a pu le lire dans les journaux. Mais ceci n'a pas été mentionné : en tête de la manifestation se trouvaient des ouvriers « arriérés » qui, pour une raison ou une autre, avaient été incarcérés à la prison de Nantes. Le bourgeois ricaner y trouvera la confirmation de ce que les actions de classe sont le fait de la racaille. Le petit bourgeois stalinien ou social-démocrate, horrifié, parlera du manque de culture des masses. Le révolutionnaire marxiste n'y verra que la simple traduction du

fait que la lutte de classes unifie, dans la conscience d'une même réalité — leur situation commune d'exploités — des prolétaires divisés contre eux-mêmes par le régime capitaliste, mais qui, surmontant, dans l'action générale, leur hétérogénéité, arrivent à s'élever au niveau de leurs tâches historiques.

Que valent les « thèses » de ceux qui, étudiant la classification interne dans les professions (1), veulent y découvrir un argument contre le concept « vieilli » de la lutte de classes ?

La levée en masse, à Nantes, des O.S. et des manœuvres, des professionnels et des ouvriers « arriérés », au-delà des mobiles individuels et des objectifs revendicatifs qui les rassemblaient, n'avait pas d'autre signification que celle d'une tentative pour affronter l'ennemi de classe dans l'expression la plus concentrée de sa domination : l'état bourgeois, dont les prisons sont le résumé et le symbole. Le jeune ouvrier du bâtiment Jean Rigollet, qui n'était ni un responsable, ni un militant, ni un ouvrier d'avant-garde, y a perdu la vie sous les balles des C.R.S., mobilisés à travers toute la France parce que les patrons de Nantes (peut-être inintelligents, mais conscients de leurs intérêts de classe) l'avaient exigé de leur gouvernement Edgar Faure.

L'inflation de la production itérative de ceux qui s'interrogent sur la « notion » de classe est véritablement trop grande pour que nous puissions l'aborder dans un seul article : nous nous attarderons essentiellement sur les ana-

(1) Notons que, par leur politique de hiérarchisation à outrance, les organisations syndicales ont aidé la bourgeoisie à approfondir les divisions internes de la classe ouvrière.

lyses de ceux qui cherchent, à l'intérieur du mouvement ouvrier, à « repenser » les problèmes, les rabaisant d'ailleurs au niveau des vieilles ornières de la collaboration des classes et du socialisme pré-marxiste.

## DU CONCRET ET DE L'ABSTRAIT.

« France-Observateur » a publié, dans son numéro du 13 novembre 1958, une enquête de S. Mallet sur la classe ouvrière de Bordeaux. Mallet s'est penché sur l'humanité laborieuse de la région bordelaise. Se « pencher sur », c'est encore être en dehors. Se situer du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, c'est, avant tout, se placer sur le terrain de la lutte.

S. Mallet s'est efforcé de « saisir » la classe ouvrière de Bordeaux dans le concret. Il a procédé par la méthode de l'enquête.

Une première observation préalable. Cette enquête, il ne l'a pas effectuée au moment où les ouvriers bordelais étaient engagés dans la lutte, en novembre 1957. Il l'a opérée à froid, tout dernièrement, c'est-à-dire lorsque le travailleur est redevenu dans sa vie quotidienne un simple producteur de plus-value. Il l'a saisi comme individu, et non comme membre d'une classe réalisant sa conscience de classe dans l'action collective.

Deuxième observation qui, et cela est plus grave, met en cause la méthode. En omettant certains « détails » qui, comme nous le verrons, expriment l'essence même des choses, Mallet a cherché à tout prix à vérifier que la réalité correspondait aux idées préconçues qu'il avait dans la tête. Quand la réalité ne collait pas avec ses vues, il a tout simplement oublié de le signaler.

Mallet veut démontrer :

1° que les travailleurs avancés de Bordeaux ne veulent plus lutter pour de « dérisoires augmentations de salaires » ;

2° que ces mêmes travailleurs, ne se posant plus les problèmes de la lutte revendicative pour le « beefsteak » (oh, horreur !) cherchent à exercer leur action « à l'intérieur du contexte économique de l'entreprise ». Autrement dit, que la grève générale est du « verbiage romantique » et la revendication de salaire une revendication « praticiste » (2) ;

3° que les tenants attardés de la lutte de classes, vieilleries marxistes à reléguer au musée des accessoires, travaillent uniquement dans la petite industrie, qui est seule capable de secréter la conscience de classe du temps passé ; mais que les ouvriers des grandes entreprises, Dassault par exemple, se posent, eux, des problèmes « modernes » en face d'un capitalisme renoué. « La classe ouvrière » — écrit-il — « sent confusément le besoin d'une réadaptation. »

Heureusement, Mallet est venu à Bordeaux. Grâce à cette circonstance, les ouvriers pourront dépasser leur stade confusionniste et s'élever à la véritable conscience. L'enquête de Mallet pêche, disons-nous, par certains oublis. Ainsi, les travailleurs de chez Dassault sont pris comme type de prolétaires qui, ayant dépassé la lutte revendicative, cherchent à « exercer leur action dans le cadre de l'entreprise ». Mais com-

(2) Tout ce qui est entre guillemets émane de Mallet.

ment donc concilier cette affirmation avec le fait que ce sont des ouvriers de chez Dassault qui, en novembre 1957, exigeaient, contre l'appareil des syndicats, la généralisation de l'action, c'est-à-dire voulaient sortir du cadre de l'entreprise ? C'est un ouvrier de chez Dassault, qui, le 16 octobre 1957, à l'assemblée des militants des 3 syndicats, C.G.T., C.F.T.C. et F.O., est monté à la tribune pour demander que l'on rajoute à la résolution préparée par les responsables syndicaux, muette sur ce point, « que les métallos de Bordeaux sont pour la généralisation de la lutte ».

Et qui proposait, malheureux Mallet, que les « travailleurs se battent à l'intérieur de chaque usine », forme de lutte qui, selon vous, présente tous les aspects d'une conscience authentique ? Ce sont précisément ces dirigeants stalinistes dont vous prétendez vous dégager !

Pour arriver, à Bordeaux, à ce que soient utilisées ces vieilleries dépassées de la lutte de classes : la manifestation de masse et la généralisation de l'action, il a fallu l'intervention active des travailleurs de chez Dassault. Exactement le contraire de la conscience véritable, telle que Mallet la conçoit !

La réalité ne colle plus avec le schéma à priori. Comme ne colle pas cette information que nous donne Mallet dans son article, à savoir, ce dont il se félicite, que se renforce à Bordeaux et à Nantes « un courant anarcho-syndicaliste moderne et les groupes U.G.S. ». S'il est vrai qu'à Bordeaux et à Nantes les camarades adhérents à la Fédération Anarchiste (3) ont joué dans les événements un rôle important et collaborent avec des révolutionnaires de toutes tendances (dont les trotskystes — pourquoi ne pas le dire ?), il n'est ni juste ni correct de mentionner à ce sujet les groupes U.G.S. Car, par exemple, à Bordeaux, un des militants les plus en vue de la C.G.T., Bonneville, adhérent précisément à l'U.G.S. — après avoir tant fait pour que la répression russe en Hongrie soit considérée comme une affaire mineure, bien qu'estimant, personnellement, que cette intervention était une « erreur » —, n'a pas, à notre connaissance, combattu ses collègues de l'appareil stalinien qui qualifiaient la grève générale et la manifestation de masse de provocation. Il ne s'est nullement solidarisé avec les travailleurs de chez Dassault, contrôlés par l'U.D.-C.G.T. dont il est un des secrétaires. (A Nantes, il n'existe aucun groupe U.G.S.). Si ces faits n'enlèvent rien à la qualité militante de bon nombre de militants U.G.S., c'est un procédé peu conforme à l'ambition affirmée de Mallet de « repenser » les problèmes que de les travestir. Seule la vérité est « concrète ».

## LA « DÉRISOIRE LUTTE POUR LE BEEFSTEAK » ET LA CONSCIENCE DE CLASSE

Mallet professe un mépris non déguisé pour le « beefsteak ». L'idée de base, combien abstraite ! de Mallet est celle-ci : la lutte de classes pour le « beefsteak » est dérisoire et périmée, ou, suivant les termes de ce marxiste patenté qu'est Gilles Martinet, ne mène

(3) Pourquoi ne pas nommer l'organisation (la F.A.) à laquelle adhèrent ces militants qui, bien que bénéficiant du qualificatif « moderne », n'ont pas, à ce que nous sachions, relégué la lutte de classes au musée ?

que rarement au-delà de l'horizon de la revendication.

Est-ce concret ? En aucun cas. Toutes les actions revendicatives menées par les travailleurs français depuis 1945, et qui dépassaient un certain niveau, s'élargissaient bien au-delà de la revendication. En août 1953, c'est une très légère atteinte au régime des retraites qui a eu pour effet de lancer 5 millions de travailleurs dans une grève générale, qui a duré 3 semaines, quoique le gouvernement ait cédé dès les premiers jours du mouvement.

Les grandioses grèves de 1955 à Saint-Nozaire et à Nantes, préface à des actions qui, à travers tout le pays, ont mobilisé des centaines de milliers de travailleurs, à l'occupation des sièges des syndicats patronaux, ou, comme à Albi, de la préfecture du Tarn, ont démarré pour des revendications de « beefsteak ». On peut citer un exemple de démarrage d'action sur des motifs encore plus élémentaires qu'une revendication de salaires. Ainsi, en juillet 1947, il y eut une grève des métallos parisiens dans toute une série d'usines. Comment s'est-elle déclenchée ? Dans un atelier des usines Chausson, un ouvrier, après être revenu de la cantine à la reprise de l'après-midi, regarde le toit vitré non dépoli qui laisse filtrer les rayons du soleil : « J'en ai marre, il fait trop chaud. » Et, laissant là ses outils, il arrête le travail, immédiatement suivi de toute l'usine, et la grève s'élargira d'ailleurs à d'autres entreprises. Les stalinistes, qui n'y comprenaient rien, y ont vu la main des trotskystes, qui, nous devons à la vérité de le reconnaître, n'y étaient strictement pour rien !

On pourrait, à l'infini, multiplier ces exemples concrets pris dans la lutte de classes. Une généralisation peut en être tirée : la haine du régime capitaliste qui sommeille dans le cœur de tout exploité est telle que, dès que les conditions sont réunies, s'opère le mécanisme de transfert de l'inconscience à la conscience de classe par l'action. L'ouvrier, chaque jour durant, accepte, sans réagir, du matin au soir, son sort d'exploité, rentre le soir à la maison pour entendre les gosses crier et la radio distiller la soumission et l'abrutissement, cherche individuellement, pour son propre compte, à s'en tirer, s'endette même pour acheter une voiture et ne termine pas les fins de quinzaine. Mais dès qu'une possibilité s'ouvre qui cristallise sa haine de classe (hausse des prix, revendication de salaires, conditions de travail), il se lance avec tous ses compagnons de travail dans l'action qui les dresse solidairement, comme classe, face à la classe bourgeoise et à son état.

Cet ouvrier de chez Renault qui, en mai 1947, déclarait, après 10 jours de grève : « Je boufferai de l'herbe, mais je ne rentrerai pas », s'élevait dans la lutte à la hauteur de la conscience historique. Et qui voyaient-ils, lui et les milliers de grévistes, se dresser contre eux ? Toutes les forces de régression interne à la classe ouvrière — l'appareil stalinien qui, depuis 1945, leur distillait avec Thorez, Lecœur et autres Duclos : « La grève est l'arme de classe des trusts, il faut réaliser l'unité dans la bataille de la production avec les patrons patriotes », etc. Et pourtant, malheureux Mallet, savez-vous que ces ouvriers luttaient pour 10 francs d'augmentation de l'heure ?

## LES OBJECTIFS DE LA CONSCIENCE SELON MALLET.

Ainsi, Mallet a décidé que les ouvriers qui revendiquent en utilisant les méthodes périmées de la lutte de classe sont des attardés travaillant dans la petite industrie. Les ouvriers de chez Dassault, comme tous ceux de la grande industrie, peuvent accéder à la conscience véritable, car ils ont le privilège inouï de pouvoir partager avec le patronat les soucis de la production au sein des comités d'entreprise. Ainsi, l'ambition des prolétaires se réduirait à la « cogestion » de l'économie avec les capitalistes et l'état bourgeois, c'est-à-dire à la perpétuation du système capitaliste et de leur propre exploitation de classe. Non, merci ! Il n'est pas inutile de rappeler, pour tous ceux qui bavardent sur la gestion et les comités d'entreprises, dans quelles conditions le défunt A. Croizat, ministre stalinien du travail, a présidé à leur naissance en 1946. D'utiles enseignements peuvent s'en dégager.

A la libération, l'économie du pays est en totale désorganisation. Les combats continuent. Le pouvoir est dans la rue. Les comités de libération, du moins dans certains cas, les milices patriotiques armées, les syndicats, dressent un pouvoir potentiel considérable face au patronat et à son état déliquescence. Plusieurs semaines seront nécessaires pour rétablir l'ordre bourgeois, tâche à laquelle de Gaulle et Thorez s'attellent de concert avec succès. Durant cette période, il faut bien occuper les ouvriers qui, pour des raisons politiques et matérielles, n'ont pas repris leur travail. Vers la mi-octobre, la direction de la C.G.T. expédie à tous les responsables des sections syndicales un questionnaire sur l'établissement des possibilités de reprise de la marche des entreprises. Il faut avoir vécu l'enthousiasme de la base pour comprendre quelles ressources révolutionnaires ont volontairement été trahies par les dirigeants du P.C.F., du P.S. et de la C.G.T. Dans chaque entreprise, les travailleurs se rassemblent par atelier, dressent un bilan matériel concernant tous les aspects de la production, élisent démocratiquement des « commissions à la production ». Des conférences de ces commissions, par branches, sont convoquées. Par milliers, les délégués se réunissent, apportant avec eux leurs bilans, qui témoignent d'une volonté précise : assurer le contrôle ouvrier démocratique de la production, avec l'aide des techniciens et des cadres qui ont adhéré en masse à la C.G.T. Aux conférences des branches d'industrie (électricité, automobile, aviation, etc.), les délégués confrontent les résultats de leurs travaux. C'est alors qu'une initiative venant de la base est violemment liquidée par la bureaucratie syndicale. Proposition est faite, par un délégué à la conférence de l'électricité, que soient élus des bureaux permanents des commissions à la production, rassemblant les délégués des entreprises et des branches de production. En réponse, au nom de l'unité de direction, il est enjoint aux délégués de ne pas chercher à substituer à l'autorité légitime des patrons « patriotes » le pouvoir démocratique des commissions à la production. L'immense travail de la base, les ressources de l'initiative des masses, tous leurs espoirs seront liquidés dans la mascarade d'une conférence, à Clichy, où Frachon signera l'arrêt de mort des commissions à la production.

Les rapports iront dormir dans les archives poussiéreuses des sièges des fédérations avant d'être livrés au feu.

Les commissions à la production liquidées, les dirigeants staliniens appellent à former des comités mixtes à la production : patrons et délégués devront y étudier en commun les formes et les moyens du « produire d'abord », c'est-à-dire de trouver les meilleures méthodes pour faire suer de la plus-value aux ouvriers rétablis dans leur position sociale d'exploités.

La dernière étape de la liquidation laborieuse construction de Mallet tout entière. Attribuer aux comités d'entreprise définitive de ce qu'avaient pu signifier, comme tendance au contrôle ouvrier démocratique, les commissions à la production, ce fut précisément l'institution des comités d'entreprise, avec tout ce que la législation correspondante implique, à savoir le respect de l'autorité du patron comme seule autorité dans l'entreprise. Ainsi, l'histoire des événements réels, dans le vif de la lutte des classes, démolit, pièce à pièce, la prise des fonctions socialistes et de rénovation de la conscience, c'est se payer la tête des gens. Les comités d'entreprise n'ont été institués que pour anéantir toutes les formes démocratiques de contrôle ouvrier, formes qui surjaissaient spontanément de la situation de 1944. Leur création a consacré le replâtrage de cette forme capitaliste de société qui, selon le mot de Marx, « place les conditions matérielles d'un côté et l'énergie vitale de l'autre ».

Il est bien évident que tout militant ouvrier utilise au maximum le peu de possibilités que lui offrent les comités d'entreprise, comme il utilise toute législation établie dans le cadre du système capitaliste en vue d'assurer la défense des revendications même les plus élémentaires des prolétaires face au patronat. Tout militant ouvrier sait d'ailleurs, par expérience, que les travailleurs ne peuvent refuser de combattre pour s'assurer de moins mauvaises conditions dans leur fonction de producteurs de plus-value sans renoncer en fait, par là même, à combattre pour leur émancipation. Mais idéaliser les comités d'entreprise, voir en eux une forme d'organisation de la conscience, adaptée « à un prolétariat d'un type nouveau qui dépasse tout même ce qui la revendication praticiste et le verbiage romantique », c'est prendre des vessies pour des lanternes.

## QU'EST-CE QU'UN CAPITALISME MODERNE ET RÉNOVÉ ?

Si l'on en croit les rénovateurs d'une « pensée marxiste vieillie » qui sévissent généralement, M. Emile Servan-Schreiber, propriétaire des « Echos », est un citoyen honorable, faisant partie de cette fraction « moderne » et « intelligente » du grand capital dont ils chantent les louanges. Dans les « Echos » du 26 novembre 1956, M. E. Servan-Schreiber écrit :

« Aussi toute une catégorie de chefs d'entreprise vont-ils au-devant des revendications, persuadés que l'augmentation constante du pouvoir d'achat est la condition première de l'expansion continue. Les progrès sociaux sont le meilleur et même le seul antidote à la lutte de classes. Les salariés (doivent) rechercher par exemple, en accord avec les employeurs, les

« meilleures méthodes pour produire  
« toujours plus et meilleur marché afin  
« de développer sans cesse le pouvoir  
« d'achat, base de toute prospérité col-  
« lective. »

S. Mallet s'est placé sur le même plan que M. E. Servan-Schreiber :

« Il est clair aussi », écrit-il, « que l'ouvrier de chez Dassault ne peut plus envisager son action revendicative indépendamment de ce souci ; avant de se situer dans le cadre général, elle se situe dans les perspectives mêmes de l'entreprise. La gestion de la firme, l'orientation de ses marchés cessent d'appartenir au monde "supérieur" des affaires capitalistes où l'ouvrier n'a pas accès. »

Ainsi, si l'on en croit le directeur des « Echos », les patrons modernes vont au-devant des revendications de salaires, et, si l'on accepte le témoignage de Mallet, les ouvriers avancés « sentent confusément le besoin d'une réadaptation en face d'un capitalisme évolué ». L'un et l'autre semblent être d'accord pour snobiser une collaboration élargie dans les comités d'entreprise, l'un pour assurer la prospérité collective, l'autre pour aller au socialisme !

Prenons l'exemple de Saint-Nazaire. Que disent les faits ?

En juillet 1955, les ouvriers des « Chantiers de l'Atlantique » ont décidé de lutter pour une « dérisoire » augmentation de salaires. Ils ont gagné. Ainsi, c'est donc vrai : les patrons se sont montrés compréhensifs. Un des représentants du groupe patronal ne partageait pourtant certainement pas la sérénité de M. Servan-Schreiber quand, après avoir tout d'abord refusé de faire droit aux revendications, il céda. Que s'était-il passé ? Les travailleurs des chantiers, débordant en partie les organisations syndicales, avaient saisi l'arme de classe de la manifestation et étaient allés tous ensemble s'insérer dans la discussion qui se déroulait au siège du syndicat patronal entre délégués patronaux et ouvriers. Une malheureuse erreur d'utilisation de la règle à calcul fut, selon les patrons, à la source des 23 % arrachés. Pour nous, en nous en tenant uniquement aux faits, nous sommes enclins à penser que le « modernisme » et la « compréhension » patronaux ont été quelque peu forcés par les vieilles méthodes de la lutte de classes et de l'initiative ouvrière.

Le tableau idyllique brossé par les théoriciens du capitalisme « intelligent » ne correspond pas, n'a jamais correspondu et ne correspondra jamais à la réalité. Si les travailleurs attendent de la bienveillance (l'« intelligence ») du patronat l'amélioration de leur condition d'exploités, ils pourront attendre longtemps. Il ne faut pas être grand clerc pour augurer que les ouvriers, avant perdu leurs possibilités offensives après le 1<sup>er</sup> juin 1958, paieront leur défaite par une détérioration aggravée de leur niveau de vie.

## LA TARTE A LA CRÈME DE L'INTERVENTION DE L'ÉTAT.

André Philip (4), lui, n'a jamais cherché à saisir la vivante réalité de la lutte des classes. Ce qui ne l'empêche pas d'estimer que l'« intervention de l'état » dans l'économie bouleverse les données du marxisme. L'« état » devient

un pur esprit situé en dehors et au-dessus des classes sociales. Que voit une idée originale ! Ferdinand Lassalle attendait déjà la libération de la classe ouvrière de l'état vers 1864 ! En France, pas plus qu'ailleurs, l'état ne vogue dans les cieux. C'est un état de classe, l'état de la bourgeoisie, chargé de défendre le régime et l'ordre bourgeois. Jules Moch, qui envoyait les C.R.S. en 1948 contre les mineurs en grève, s'étonnait, en juillet 1958, que les forces de répression ne fussent pas prêtes à sévir contre les tenants du 13 mai. Il avait simplement oublié que les C.R.S. et l'armée ont une seule et même fonction : défendre le système social existant, le système capitaliste. L'intervention de l'état dans l'économie procède de même de sa fonction essentielle : préserver la structure capitaliste de l'économie. Il est vrai que la formation des trusts et des cartels, l'impérialisme, « stade suprême » mais aussi « stade particulier » du capitalisme, en un mot, a liquidé à tout jamais la « libre entreprise ». Par là, négativement, il est démontré que les forces productives tendent à briser le carcan de la propriété privée et de l'état national, qu'elles sont mûres pour le socialisme. Mais même la tendance à la fusion des trusts et des cartels avec l'état, pas plus que le « dirigisme » ou l'« étatisme », c'est-à-dire l'intervention, aujourd'hui généralisée, de l'état sur les bases de la propriété capitaliste et pour la préserver, n'ont jamais supprimé nulle part le régime de la propriété privée et les contradictions qui y sont inhérentes, bien au contraire. L'expérience la plus poussée, jusqu'à présent, d'intervention de l'état dans l'économie a été réalisée par l'Allemagne de Hitler. L'économie de guerre qui, sous le régime du profit, représente la forme la plus poussée de l'intervention de l'état capitaliste dans l'économie ne présente, que l'on sache, que peu de traits communs avec le socialisme !

#### POURQUOI CE DÉLUGE ?

Il y a plus qu'une fortuite rencontre dans le fait que ces « rénovateurs » qui, pour une raison ou pour une autre, ont abandonné le P.C.F. et le P.S., se retrouvent avec les appareils dans une démarche commune de pensée. Durant toute la période où les ouvriers en lutte s'efforçaient de briser le carcan bureaucratique qui les asphyxait, ces mêmes rénovateurs, identifiant masses et appareils, justifiaient la politique de collaboration avec la bourgeoisie des appareils. Il leur faut, à présent, justifier leur passé, et, pour ce faire, transférer une responsabilité qui réside uniquement dans la politique démobilisatrice des directions des grandes organisations ouvrières sur les épaules des masses. Une belle unanimité se réalise ainsi sous

(4) Dans « France-Observateur », ce révisionniste d'un genre particulier, pro-stalinien, qu'est Gilles Martinet polémique avec A. Philip. Philip serait impressionné par James Burnham, nous apprend-il, et il poursuit : « En fait, Burnham et son prédécesseur Bruno Rizzi étaient d'anciens trotskystes qui voulaient expliquer après coup la bureaucratization de la société soviétique. » De tels arguments ne mériteraient évidemment pas d'être mentionnés s'il ne fallait rappeler qu'en 1936, A. Philip se dressait contre les procès de Moscou, mais qu'en 1946 G. Martinet s'efforçait hypocritement de justifier dans la « Revue Internationale », l'assassinat des vieux bolchéviques par Staline. Passons.

nos yeux. Philosophant sur les causes de l'échec, M. Guy Mollet, au dernier congrès du parti socialiste S.F.I.O., déclare : « Il faut bien le dire, il y a chez nous un manque certain d'esprit civique. »

En écho à l'apostrophe de l'homme qui, plus que tout autre, a contribué à démoraliser le peuple, J.J. Servan-Schreiber répond dans « L'Express » du 27 novembre 1958 :

« On redécouvre, mais un peu tard, « que la pente rationnelle d'un peuple « à peu près nanti — de tous les peuples non misérables — est vers le statu quo, l'abandon aux chefs, le conservatisme, l'ordre moral, le nationalisme. « On découvre que la marche vers la « liberté, la justice, la responsabilité, « ne peut pas être un mouvement automatique, mais seulement un immense « effort contre tous les instincts. Que « cet effort ne peut s'accomplir que s'il « est aidé, orienté, suivi à chaque instant par ceux qui ont la prétention « et l'honneur de faire profession politique. »

Les peuples bien nantis sont veules, mais M. Mendès-France, qui est un professionnel de la politique chère à Servan-Schreiber, a, le 1<sup>er</sup> novembre 1954, déclenché les opérations militaires en Algérie contre un peuple misérable, au nom de : « L'Algérie, c'est la France ! »

Claude Bourdet, pour sa part, écrit dans « France Observateur » :

« La masse du peuple français, le 28 « septembre, n'a pas voté pour le « nouveau, mais pour la sécurité... C'est « un vieux peuple civilisé relativement « satisfait dans l'ensemble de ce qu'il a « et qui ne serait plus prêt à courir « aux barricades. »

Les ouvriers, entre 1945 et 1947, se sont lancés dans des grèves « sauvages » contre les appareils qui leur distillaient la soumission à l'ordre établi. En novembre-décembre 1947, en décembre 1948, par millions ils déferlaient dans la grève générale. Et qui leur enjoignit alors de reprendre le travail, dans des entreprises gérées par les patrons ? MM. Duclos, Frachon ou Lecœur qui affirmaient que ceux-là étaient des provocateurs qui cherchaient à pousser à la grève générale, forme achevée de la lutte de classes, lutte politique pour le pouvoir, selon Marx.

En 1950, nouvelles grèves à démarrage spontané chez les cheminots, à l'arsenal de Brest. En août 1953, cinq millions de grévistes. En août-septembre 1955, des grévistes par milliers occupent les sièges des syndicats patronaux, manifestent dans la rue, actions auxquelles répondent en écho les mouvements de rappelés dans les casernes. En 1956, encore en 1957, nouvelles, mais plus faibles actions. Et toujours et partout les travailleurs en lutte voient se dresser contre les implications révolutionnaires de leurs actions l'appareil. L'appareil qui exige des ouvriers de chez Renault, en août 1953, de rester dans le cadre de l'entreprise, qui dénonce les « provocateurs » trotskystes, et avec eux de nombreux ouvriers, parce que les directions de ceux qui sont les professionnels ouvriers de la politique bourgeoise ont décidé que « l'heure de la révolution n'a pas encore sonné ».

L'appareil qui, le 20 août 1955, abandonne lâchement les manifestants devant

la prison de Nantes, qui, au moment de la reprise, après 52 jours de grève, se fait conspuer par des grévistes auxquels nulle autre perspective n'est offerte que celle de reprendre leur position d'exploités du régime capitaliste.

Lorsque les ouvriers « cherchaient à courir aux barricades » (5), Bourdet, Mendès-France, Thorez et Mollet leur offraient cette perspective, exaltante s'il en est, du bulletin de vote, lequel servait à envoyer au parlement des députés ouvriers et « démocrates » dont la première tâche consistait à monter des combinaisons réactionnaires avec les représentants de la bourgeoisie (vote des pouvoirs spéciaux en mars 1956, etc.).

Mais peut-être d'authentiques rénovateurs venant du camp « marxiste », c'est-à-dire anciens membres du P.C.F., cherchent-ils autre chose ?

Nous l'avons vu, S. Mallet se félicite de voir la lutte ouvrière confinée dans les limites d'une seule entreprise, et salue l'acte élevé de conscience qu'elle représenterait, accusant les ouvriers de chez Dassault de romantisme parce qu'ils luttèrent pour la grève générale en novembre 1957.

G. Friedmann, dont les travaux opportunistes, dans sa spécialité, matière à réflexion, constate « scientifiquement » :

« la fragmentation du mouvement ouvrier, qui fait que dans les différentes « catégories, gaz, électricité, métallurgie, « les ouvriers cherchent plutôt à sauvegarder et à augmenter leurs avantages qu'à participer à une action révolutionnaire, ou même réformiste, d'en « semble. »

Il est rejoint par Barjonnet qui, dans « France Nouvelle » du 4 décembre 1958, écrit : « Les grèves de masse sont non seulement plus difficiles à réaliser, mais gênent moins (en général) le patronat. » Argument typique de l'appareil stalinien qui, pour détourner les masses de l'action révolutionnaire de classe, accusait la grève générale de servir les intérêts du patronat !

Ce n'est pas un simple hasard si Barjonnet, Friedmann et Mallet se retrouvent sur le même terrain. L'un, Barjonnet, pour les besoins de la bureaucratie du Kremlin, a entraîné les ouvriers au désastre en utilisant toutes les ressources de l'appareil pour détourner les travailleurs de l'accomplissement de leurs tâches révolutionnaires. Les deux autres estiment que la lutte de classes est dépassée, le marxisme vieillit et la révolution un mythe. Tous ensemble se retrouvent pour dresser le même acte d'accusation contre un prolétariat « nanti », incapable de combattre pour ses objectifs de classe. Heureusement, vieux leaders, nouveaux chefs et rénovateurs en tous genres sont là pour préparer l'avenir...

Tirons l'échelle, et méditons plutôt sur des extraits de deux rapports rédigés par Marx et adoptés par le premier congrès de l'Association Internationale des travailleurs en 1866.

(Lire en page 37 des extraits de ces rapports.)

P. LAMBERT.

(5) Quelle idée originale et neuve, que d'assimiler la lutte révolutionnaire au « grand soir » !

# Vers la crise ?

**A**u début de ce mois de novembre, M. Fléchet, haut-commissaire à l'économie nationale, déclarait :

« Nous connaissons peut-être un changement de rythme, je dirai même un ralentissement de l'accélération, mais il n'y a pas de raison que nous subissions les effets internationaux d'une crise. »

A la fin de ce mois de novembre, l'optimisme est mis au rancart. La presse spécialisée du grand patronat constate que « la récession fait tache d'huile » (« Les Echos »). Ce même journal écrit, le 3 décembre :

« La marche des affaires en novembre traduit une accentuation des phénomènes de récession jusqu'à présent enregistrés dans des secteurs bien déterminés comme l'électro-ménager, les textiles, la confection, etc. Pour la première fois, on observe une extension de ces phénomènes à de nombreux autres secteurs, notamment à des secteurs-clés tels que les industries mécaniques, la sidérurgie, l'automobile. Nous avons atteint le seuil du recul de l'expansion, au-dessous duquel risque d'apparaître très vite maintenant la crise économique. »

En bref, si l'on en croit les observateurs bourgeois de l'économie française, nous serions à la veille de la crise classique telle qu'elle a été analysée par Marx.

Dans « La Vie française » du 14 novembre, Bertrand de Jouvenel écrit :

« Réunis à Paris la semaine dernière, les membres de l'association des instituts européens de conjoncture ont constaté que la stagnation ou le fléchissement régnait dans les différents pays. Ils n'ont discerné à l'horizon aucune promesse de reprise prochaine. Notre production industrielle va fléchissant et de plus en plus rapidement. Il ne faut pas voir seulement l'écart encore faible (peut-être 4 %) entre la production record et la production actuelle, mais l'écart qui se creuse chaque jour davantage entre la production actuelle et la production rendue possible par le magnifique essor de notre capacité de production. Hélas, la proportion des entreprises travaillant nettement en dessous de leur capacité augmente chaque mois et l'insuffisance des commandes, à son tour, décourage un investissement productif. C'est là une évolution dont il faut s'alarmer. »

La situation de l'économie se présente ainsi, d'après la presse spécialisée :

— Dans l'épicerie, mauvais mois pour les détaillants en général.

— Dans le charbon, pour les catégories courantes de combustible, l'abondance des disponibilités pèse sur le marché ; les usines d'agglomération du littoral atlantique connaissent une de leurs plus mauvaises années.

— Dans l'habillement, la plupart des confectionneurs suivent avec inquiétude l'évolution de la situation économique générale. Dans la bonneterie, diminution des horaires de travail, surtout dans les entreprises spécialisées dans la fabrication des articles chaussants. Sensible ralentissement des ventes de bas par rapport à l'an dernier à pareille époque. De même pour la ganterie. Dans la confection féminine, nette régression sur l'année dernière. Dans la confection masculine, les chiffres d'affaires sont inférieurs à ceux de novembre 1957. Dans les fourrures, c'est le marasme. Dans les vêtements de travail, la confec-

tion est au régime du sous-emploi : 32 heures hebdomadaires moyennes. Dans la filature du coton, les livraisons sont restées inférieures à la production : recul d'environ 20 % par rapport à 1956. Dans la laine, le nouveau président du Comité de la Laine, M. Louis Mulliez, vient de déclarer :

« Il est impossible d'augurer de l'avenir immédiat de l'industrie lainière. Reprise ? Crise plus nette dans les premiers mois de 1959 ? Aucun argument ne plaide davantage en faveur d'une éventualité que d'une autre. »

— Dans le caoutchouc, réduction des demandes dans les pneumatiques. Dans les matières plastiques : le ralentissement des affaires se poursuit.

Ainsi, l'économie capitaliste, dont la fonction est de produire pour le marché, se trouve confrontée avec le phénomène classique de la surproduction relative tant sur le marché intérieur qu'international. La production des « biens de consommation » ne trouvant plus à s'écouler, automatiquement, après un certain délai, la production du secteur des « biens d'équipement » est touchée par la crise ; dans ce secteur, on note :

— Bâtiment : situation difficile en dépit de l'injection de nouveaux crédits H.L.M. et des nouvelles solutions financières proposées par M. Sudreau pour l'année 1959. Gros-œuvre : ralentissement des cadences de 5 % environ depuis un mois. Second-œuvre : on prévoit généralement, chez les professionnels, un ralentissement d'activité pour le printemps 1959, bien que les carnets de commandes restent actuellement remplis.

— Industrie mécanique et électrique : ralentissement. Par rapport au mois précédent, beaucoup d'entreprises constatent un nouveau fléchissement de la conjoncture. Les commandes de biens d'équipement ne sont plus assez nombreuses pour assurer aux entreprises du travail régulier une fois que les fabrications en cours seront achevées.

— Sidérurgie : elle est au bout de son extension. Les achats de coke et de ferraille par les usines sidérurgiques continuent de marquer une tendance au tassement. Les stocks en usines ne se dégonflent pas de manière sensible. Le marché intérieur continue de donner des témoignages répétés d'essoufflement. Les industries qui s'approvisionnent directement auprès des forges connaissent, pour la plupart d'entre elles, un freinage de l'expansion. La caractéristique dominante du marché, c'est que la sidérurgie, dont les carnets de commandes ne sont plus aussi garnis, et surtout ne le sont plus de manière aussi homogène, commence à vivre dans la précarité de ses programmes de fabrication.

Ainsi, dans tous les domaines de la vie économique du pays, la tendance est de plus en plus à la crise. Pour ne prendre qu'un dernier exemple : dans l'industrie automobile, il y a baisse de production sur la Dyna de 50 % d'un mois sur l'autre ; chez Renault, « on observe des difficultés avec certains acheteurs au moment des livraisons » ; il en est de même dans l'ameublement, dans l'industrie de construction de tracteurs agricoles, dans la librairie, et dans tous les domaines de la vie du pays.

Les experts économiques et le gouvernement sont confrontés avec une dure réalité. L'économie française n'est pas en état de supporter la concurrence internationale, et pourtant le marché commun doit voir le jour au début de l'année prochaine. L'économie française a besoin de crédits extérieurs, particulièrement de crédits américains. Mais les dirigeants de l'impérialisme américain exigent de la France qu'elle équilibre son budget, ou tout au moins qu'elle diminue le déficit. Or, l'équilibre du budget implique la dimi-

nution des sommes affectées par l'Etat à la marche de l'économie. Et la diminution de ces investissements approfondirait la crise, en particulier dans tous les secteurs de production de « biens d'équipement ».

Une option s'impose. M. Chalandon, expert économique de l'U.N.R., a écrit un article dans « Le Monde » (27 novembre 1958) dans lequel il opte directement pour « une politique qui ne saurait s'inspirer d'une conception purement comptable de l'économie », c'est-à-dire pour un accroissement du déficit budgétaire, l'Etat fournissant les milliards nécessaires pour le maintien de l'activité économique ; autrement dit, pour l'inflation. M. Chalandon écrit :

« Notre économie ne peut échapper à l'inflation que par une fuite en avant » (!).

L'expert U.N.R. pose très nettement le problème : « Les entreprises ont besoin de faire des profits substantiels » ; c'est-à-dire que l'économie bourgeoise ne peut fonctionner qu'en fonction d'un marché et du profit.

La bourgeoisie demeure néanmoins divisée sur la politique à adopter. Si les mesures prises pour faciliter les ventes à crédit constituent un pas dans la voie de l'inflation, un groupe influent, dont le chef de file demeure M. Pinay, n'en tient pas moins pour « l'équilibre budgétaire », c'est-à-dire — car tout est relatif — pour un déficit limité, au moins officiellement, à 700 ou 800 milliards.

En tout état de cause, les « grands travaux » n'ont jamais été qu'une goutte d'eau dans la mer ; et, dans ces conditions, si, internationalement, la « récession » se poursuit,

il n'est nulle autre méthode pour maintenir en partie l'activité économique que la transformation de l'économie de pré-armement actuelle en économie d'armement ; et le transfert de sommes de plus en plus importantes dans les secteurs de production d'armements.

En attendant, ces messieurs de la haute finance ne perdent pas le nord. Dans « Les Echos » du 29 novembre 1958, on apprend que :

« Le comité dirigé par M. Rueff auprès de M. Pinay estime que, dans le domaine social, si un certain chômage est nécessaire, il est imprudent dans l'immédiat d'augmenter les salaires. »

Dans « La Vie française » du 26 novembre, on lit :

« Il est difficile aujourd'hui d'accorder des hausses de salaires qui auraient un effet inflationniste. Il s'agit donc d'apporter aux structures sociales mêmes des modifications qui associent, sous une forme ou une autre, le personnel à l'entreprise, sans briser la nécessaire unité de direction. »

Autrement dit, par la réforme de l'entreprise, nouvelle dénomination de l'association capital-travail, le grand capital s'apprête, en tout état de cause, à transférer sur le dos des masses les difficultés de l'économie.

VICTOR LEPAGE.

## Service de Librairie

Nous disposons actuellement, dans la série Spartacus, de :

Jean JAURES : L'Eglise et la Laïcité ...	70 fr.	Jean JACQUES : Vie et mort des Corporations .....	280 fr.
Rosa LUXEMBOURG : La Révolution Russe	80 fr.	M. DOMMANGET : Révolution et Drapeau rouge en 1848 .....	200 fr.
Jean COTEREAU : L'Eglise a-t-elle collaboré ? .....	50 fr.	MARX et ENGELS : Programmes socialistes de Gotha et d'Erfurt .....	150 fr.
Rosa LUXEMBOURG : Marxisme contre Dictature .....	80 fr.	Rosa LUXEMBOURG : Vie héroïque. Lettres de la Prison. La Révolution Russe. La Responsabilité historique .....	200 fr.
JAURES et LAFARGUE : Idéalisme et Matérialisme .....	80 fr.	Robert LOUZON : L'Ere de l'Impérialisme	200 fr.
A. et D. PRUDHOMMEAUX : La Catalogne libertaire 1936-1937 .....	100 fr.	Sylvain WISNER : L'Algérie dans l'impasse	300 fr.
Suzanne CHARPY : Prendrons-nous les Usines ? .....	60 fr.	M. DOMMANGET : Jacques Roux, le curé rouge .....	200 fr.
M. YVON : Ce qu'est devenue la Révolution russe .....	100 fr.	Ida METT : La Commune de Cronstadt 1921 .....	200 fr.
Z. ZAREMBA : La Commune de Varsovie	80 fr.	Max STIRNER : L'Unique et sa propriété	1000 fr.
Jean COTEREAU : Le Complot clérical (synarchie) .....	80 fr.	Jules GUESDE : Collectivisme et Révolution	200 fr.
Rosa LUXEMBOURG : Réformes ou Révolution ? .....	250 fr.	PRUDHOMMEAUX : Spartacus, Commune de Berlin 1918-1919 .....	300 fr.
A. FERRAT : Révolution soviétique et Troisième Internationale .....	100 fr.	JAURES : Commentaire, controverse et discours .....	200 fr.
Rosa LUXEMBOURG : Grève générale, Parti et Syndicats .....	250 fr.	Maurice DOMMANGET : Sylvain Maréchal, l'égalitaire .....	800 fr.
Karl KAUTSKY : Les trois sources du marxisme .....	100 fr.	JAURES et GUESDE : Les deux méthodes - Le Socialisme .....	200 fr.
Anton CILIGA : Lénine et la Révolution	80 fr.	David ROUSSET... dénonce les camps soviétiques .....	200 fr.
Paul LAFARGUE : Le Droit à la paresse	100 fr.	M. DOMMANGET : Blanqui calomnié ....	450 fr.
DAN et MARTOV : La Dictature du prolétariat .....	100 fr.		

Tous règlements par mandat-poste au C.C.P. 6032-01, Paris.



# A TRAVERS LES REVUES

La situation actuelle ne permet pas à l'avant-garde révolutionnaire d'intervenir activement par l'agitation dans la lutte de classes. Quand le prolétariat recule, lorsque sa conscience de classe se désagrège, la tâche des révolutionnaires est essentiellement d'expliquer patiemment, avec la ferme certitude que le déroulement objectif des événements engendrera inéluctablement les conditions d'un nouvel essor. Nous l'avons déjà signalé : la rédaction d'articles pour un mensuel présente au moins cet avantage qu'elle permet d'apprécier les faits politiques avec un plus grand recul.

A lire les revues parues au début du mois de novembre, on est frappé du caractère de « voix d'outre-tombe » que prennent les articles écrits par les pesants « chroniqueurs » de la gauche officielle. Du côté des revues de droite, au contraire, l'espoir est grand. N'ont-ils pas remporté une victoire ? Pour apprécier clairement l'état d'esprit des journalistes qui écrivent leurs articles au début novembre, il faut se replacer dans la situation d'alors : le général De Gaulle venait d'enjoindre aux militaires de quitter les C.S.P. Le déferlement des phrases creuses est véritablement extraordinaire. Chacun apporte, avec son style, ses réticences, sa bonne ou mauvaise conscience, sa pierre à l'édifice de légendes dressé pour De Gaulle. L'indécence ne connaît plus de bornes.

Lisons l'éditorial de « LA NEF », revue d'une fraction de la gauche bourgeoise libérale, où écrivent côte à côte Edgar Faure et Mitterrand :

« En un mois, De Gaulle a affirmé son contrôle sur l'armée, recherché des pourparlers avec les rebelles algériens. Et tout le monde applaudit... Lorsqu'à la Péguy il prédit une fraternelle civilisation, De Gaulle parle peut-être en oracle. Il continuera, pour sa part, à s'y employer. Or il parvient à faire pénétrer l'humanisme en politique. Il personnalise l'événement, qu'il le subisse ou qu'il le provoque. Ce qui, objectivement, paraît insoluble, ce qui idéalement semble illusoire devient subjectivement possible... Chaque drame apporte sa pierre au socle de sa gloire. Son destin le veut ainsi. Mais la grandeur d'une nation ne se reconnaît-elle pas justement à ce que, au moment crucial, elle découvre toujours un grand homme ? »

De grâce, n'en jetez plus !

J. Duclos, dans « DEMOCRATIE NOUVELLE », est naturellement plus réservé. Il est gêné aux entournures, mais, dans les faits, il se situe sur le même plan que « LA NEF » :

« Certes, l'opinion française quasi-unanime accueillie avec satisfaction le retrait des militaires des Comités de Salut Public. Les remous provoqués chez les ultras, leur incapacité d'organiser une protestation de masse, ont confirmé que, sans le concours de l'armée, ces ultras étaient voués à l'impulsance. Cela, nous n'avons jamais cessé de l'affirmer... Cette mesure dissocie l'armée des ultras d'Algérie. »

Autrement dit, De Gaulle applique la politique que Duclos a été incapable de réaliser... Et il y a une grande vérité dans cet aveu. Le P.C.F. et ses alliés libéraux bourgeois sont à la recherche d'une solution impérialiste à la guerre d'Algérie, solution que De Gaulle cherche à réaliser autrement que par des mots.

## LES VIEILLES LUNES.

Le problème des rapports entre « l'armée et la nation » est au centre d'innombrables banalités qui ont déferlé dans les revues du mois de novembre. Dans « ESPRIT », J.-M. Domenach administre à ses lecteurs une leçon d'instruction civique de classe élémentaire :

« De qui dépend l'armée : c'est l'Etat qui dispose de la force publique, qui en dispose complètement, qui en dispose seul, à l'exclusion d'autres personnes privées ou publiques... Quelles sont les conséquences principales de cette subordination ? (...)

« 1° L'utilisation de l'armée suppose une réquisition du pouvoir politique et judiciaire ;

« 2° L'armée doit exécuter les ordres du gouvernement ;

« 3° L'armée ne peut délibérer.

« L'armée ne peut délibérer... (parce que) ... la démocratie étant la volonté du peuple traduite par ses élus, c'est la souveraineté nationale s'exprimant par ses représentants chargés de faire la loi ; l'armée est un corps particulier placé au service de la loi. Tels sont les principes qui ont jusqu'à présent inspiré la République Française dans son organisation des rapports entre le pouvoir civil et l'armée. Il est urgent de les rappeler, de les ancrer dans la cervelle de nos concitoyens. »

J.-M. Domenach fait partie de la nombreuse catégorie de ces « publicistes » et journalistes « de gauche » — chrétiens, progressistes, libéraux — pour qui la notion de classe ne présente aucune signification. Dans un pays, la France par exemple, il n'y a que des Français. Plus d'ouvriers, plus de patrons, mais une Nation, un Etat, une Armée, une Police, une Magistrature, etc., en un mot des Institutions, libre expression d'une communauté unie par-delà les différenciations sociales. Que ce tableau idyllique ne corresponde qu'à une vue de l'esprit, cela n'a aucune importance. Qui plus est, que cette conception mythique ne permette que de recouvrir d'un pudique voile une réalité qui s'insurge contre les abstractions métaphysiques qui servent d'idéologie aux « penseurs » de la petite bourgeoisie, c'est ce que nous montre un exemple pris entre mille, que nous confronterons avec les principes énoncés par Domenach.

M. Thomazo, colonel de son état, a été un des dirigeants du Treize Mai :

1° Il a désobéi à une réquisition émanant de la plus haute instance du pouvoir politique, à savoir du président de la République qui « disposait complètement de la force publique ».

2° Il a refusé d'exécuter les ordres du gouvernement « légitime » de la République, le gouvernement Pflimlin, dépositaire de la « souveraineté nationale »,

3° Lui et ses collègues ont délibéré, dans les C.S.P., au mépris de la « démocratie », qui est, selon notre distingué éditorialiste d'« ESPRIT », la volonté du peuple traduite par ses élus.

Mais voici la conclusion des faits : le colonel Thomazo est élu député de la nouvelle assemblée nationale, laquelle procède d'une constitution légitimée au référendum par le

peuple français, lequel a été amené à se prononcer après que la défunte assemblée nationale ait voté, dans le respect des règles du parlementarisme, pour charger le général De Gaulle de former un gouvernement « légitime », après que le gouvernement Pflimlin, « investi par les élus du peuple », eût régulièrement démissionné.

Le colonel Thomazo a respecté les principes que Domenach veut ancrer dans la cervelle de ses concitoyens, puisqu'il obéissait au général Salan, lequel était investi de l'autorité gouvernementale après le 13 mai, à la suite d'un vote quasi unanime de l'assemblée où, fraternellement, Mendès-France, Mitterrand, Thorez, Mollet, Paul Reynaud, Pinay, Chaban-Delmas mêlèrent leurs suffrages. Mais l'armée n'« exécutait » plus aucun ordre du gouvernement Pflimlin et « délibérait », c'est-à-dire violait les mêmes principes !

Autrement dit, le député Thomazo continue légitimement le colonel Thomazo, colonel Thomazo qui, pourtant, n'aurait pas dû amener légitimement le député Thomazo, selon Domenach. Le député Thomazo est-il, oui ou non, un fils légitime des œuvres du colonel Thomazo ? Comment en sortir ?

### UNE AME UNANIME QUI CHANTE... FAUX.

Il existe dans ce pays une catégorie de Français : les dirigeants du P.C.F., qui font profession de « marxisme ». Peut-être pourront-ils nous offrir une explication ? Dans le numéro spécial d'une revue, « L'ARMEE FRANÇAISE », éditée par les staliniens à l'usage des cadres de l'armée, on lit :

« C'est la nation souveraine qui indique à l'armée le chemin du devoir... l'armée ne peut avoir sa politique... Par les armes que lui confie l'Etat au nom du peuple, l'officier de carrière devient le défenseur de la force nationale... Expression et symbole de l'unité nationale, l'armée doit se maintenir rigoureusement à l'écart du domaine de la politique... Placée sur le plan supérieur de l'Etat au seul service de la nation, sa subordination au pouvoir civil est impérative et inconditionnelle, etc. »

Inutile de poursuivre. Il est impossible de trouver une explication dans les articles des staliniens éditant cette revue. Non seulement ils se situent sur le même plan que J.-M. Domenach, mais, avec un art consommé d'une duplicité qui ne trompe que les masses, les plumitifs du stalinisme international affirment le pour et le contre, le noir et le blanc. Ainsi, dans « L'ARMEE FRANÇAISE », on lit :

« En 1914, malgré les luttes politiques ardentes qui avaient, depuis trois ans, secoué la France et opposé violemment les partis, l'unanimité fut resoudée, l'unité nationale du pays reforgée devant l'agression allemande. L'enthousiasme de la mobilisation fut indiscutable. Pour les soldats de la Marne... c'était l'âme unanime de la France qui, au matin du 6 septembre 1914, de Paris à Verdun, chantait dans les clairons d'airain. »

Mais la « NOUVELLE REVUE INTERNATIONALE » (éditée par les partis communistes de divers pays) du mois de novembre n'hésite pas à écrire exactement le contraire de ce que, dans le style de Déroulède, le staliniens Le Corguille a commis :

« Au cours de la première guerre mondiale, la direction des partis socialistes est passée du côté de la bourgeoisie de leurs pays. La première guerre mondiale a été en même temps la première grande mise à l'épreuve des théories révisionnistes... qui substituent à la lutte de classes intransigeante contre le capital et la bourgeoisie une « étroite coopération pour le bien commun ». Les opportunistes déclaraient qu'il était nécessaire, dans l'intérêt du prolétariat, et pour le bien du peuple, d'appuyer la bourgeoisie dans la guerre de rapine qu'elle avait déclenchée. Ni le peuple, ni la classe ouvrière, tant des pays vainqueurs que des états vaincus, n'ont évidemment tiré aucun profit de la guerre de rapine, qui ne leur a apporté que des privations et des malheurs sans nombre, la misère et la mort. »

« L'âme unanime de la France qui, au matin du 6 septembre 1914, de Paris à Verdun, chantait dans les clairons d'airain... » ne lui « apporte que des privations et des malheurs sans nombre, la misère et la mort. » La guerre de 1914-1918, si on lit « L'ARMEE FRANÇAISE » est juste et nationale. Elle devient injuste et impérialiste avec la « NOUVELLE REVUE INTERNATIONALE »...

### QU'EST-CE QUE L'ETAT ?

Pour en sortir, il faut revenir au marxisme révolutionnaire qui, seul, permet de fournir une explication rationnelle des événements. Lénine, dans son ouvrage sur « L'Etat et la Révolution », note :

« La question de l'Etat revêt de nos jours une importance particulière au point de vue théorique, comme au point de vue politique pratique. La monstrueuse oppression des masses de travailleurs par l'Etat, qui se confond toujours plus étroitement avec les gouvernements capitalistes tout puissants, s'affirme de plus en plus... L'idée fondamentale du marxisme sur le rôle historique et la signification de l'Etat (est celle-ci)... : l'Etat est le produit et la manifestation des antagonismes de classes inconciliables... L'existence de l'Etat prouve que les antagonismes de classes sont inconciliables. »

« ... L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir de l'Etat (lequel)... est l'instrument d'exploitation de la classe opprimée... Les idéologues bourgeois et surtout petits-bourgeois, obligés, sous la pression des faits historiques incontestables, de reconnaître que l'Etat n'existe que là où existent les antagonismes et la lutte de classes, « corrigent » Marx de telle sorte que l'Etat apparaît comme un organe de conciliation des classes. »

Le tableau des événements depuis le 13 mai devient clair : M. Thomazo est colonel dans l'armée d'un Etat qui contrairement à ce que pensent les idéologues petits-bourgeois, ne se situe pas au-dessus des classes, mais dont la fonction est de défendre les intérêts de la classe bourgeoise, identifiables aux yeux de celle-ci aux intérêts de la nation. Lorsque les intérêts de cette classe sont menacés, pour le colonel Thomazo les intérêts de la nation sont menacés. M. Thomazo a bien défendu sa classe. MM. Thorez et Mollet ont trahi la leur. M. Domenach et ses pareils continueront à s'interroger sur le sexe des anges...

# Dix ans après la grève générale des mineurs de 1948

L'HISTOIRE de ces dix dernières années montre qu'à l'origine du recul de la classe ouvrière et de sa défaite actuelle, il y a la trahison des chefs du P.C. et des dirigeants C.G.T. et C.G.T.-F.O. Au moment crucial, au tournant décisif de la grève des mineurs, c'est-à-dire au bout de la quatrième semaine, ils abandonnèrent les mineurs à eux-mêmes, les isolèrent de l'ensemble du mouvement ouvrier, alors que l'ensemble de la classe ouvrière manifestait son ardente volonté d'être auprès d'eux pour mener le combat — combat qui, à certains moments, revêtait un caractère frisant l'insurrection.

Il est bon, pour les jeunes qui n'ont pas connu consciemment cette époque, de retracer l'histoire de cette grève qui, si elle avait été victorieuse, aurait changé toute l'orientation politique du pays. Car jamais, dans aucune autre grève, sauf dans celle d'août 1953, le caractère politique, c'est-à-dire la lutte de classes, ne s'était manifesté avec autant de clarté et de violence, par l'intervention en masse des forces armées dans les puits de mine et dans les corons.

Les mineurs avaient commencé cette grève le 4 octobre 1948, après l'organisation d'un référendum qui avait donné 80 % de voix pour la grève illimitée. Elle débuta dans les conditions les meilleures : esprit de lutte très élevé chez les mineurs, conditions économiques très défavorables pour les tenants du pouvoir (stocks de charbon très maigres), surtout dans les centrales thermiques, mécontentement général de la classe ouvrière, dont les revendications générales comme les revendications particulières à certaines catégories restaient insatisfaites, esprit de solidarité des petites gens caractérisés comme « classes moyennes » — toutes les conditions du succès étaient donc réunies, et les mineurs entrèrent dans la lutte avec unanimité, à 100 %, dans un enthousiasme indescriptible qui se manifestait dans les réunions et manifestations, groupant non seulement les mineurs eux-mêmes mais aussi leurs familles.

Cela ne les empêchait nullement de réfléchir, et d'apprécier toute la gravité de leur décision quant aux conséquences de leur combat, qui ne pouvait être victorieux qu'à une condition : qu'il soit appuyé par un mouvement de solidarité effective, c'est-à-dire par la grève générale, que la grande masse désirait ardemment, surtout lors de l'intervention armée des forces de police et de l'armée revenue de la zone française d'occupation en Allemagne — forces armées appelées par Ro-

bert Lacoste et Jules Moch, ministres socialistes. A ce moment décisif, à cette croisée des chemins, dans toutes les usines, dans tous les chantiers, les ouvriers se réunissaient par dizaines de milliers, et, par de violentes interruptions, huant les orateurs du P.C.F. et de la C.G.T., manifestaient clairement leur volonté d'entrer dans la lutte pour appuyer les mineurs, et en même temps faire aboutir leurs revendications.

Partout, dans les discussions entre ouvriers mineurs en lutte et ouvriers d'autres corporations EMPECHES de combattre, on sentait monter la colère. Tous savaient que, si les mineurs étaient battus, ce serait une défaite générale pour toute la classe ouvrière française. A cette volonté de lutte de la classe ouvrière, qui pouvait s'engager dans les conditions les meilleures pour l'aboutissement de ses revendications et en même temps CREER LES CONDITIONS D'UNE GRAVE DEFAITE DE LA BOURGEOISIE française (car le combat était dirigé CONTRE L'ETAT CAPITALISTE, propriétaire des mines, rempart des privilèges de la bourgeoisie), que répondaient les dirigeants des organisations ouvrières politiques et syndicales ? En voici un exemple : dans une réunion tenue à l'intérieur de l'usine, groupant plus de 4.000 ouvriers, le député du coin, représentant les organisations du P.C.F. et de la C.G.T., à la demande des ouvriers métallurgistes d'entrer dans la lutte pour soutenir les mineurs qui tenaient le coup depuis un mois, répondait : « Cette grève est l'affaire des mineurs seuls, vous n'avez pas à vous mêler de cette affaire, nous ne vous demandons qu'une seule chose, organiser la solidarité par le collectage des fonds. » Et ces gens faisaient circuler des bruits insidieux : Bidault (alors ministre des affaires étrangères) aurait affirmé que, s'il y avait une grève générale, les troupes américaines interviendraient, ce serait donc la guerre civile.

Les dirigeants des organisations ouvrières, en répandant ces bruits, créaient une psychose de peur, un climat de panique, favorisant le dessein de l'état bourgeois, qui savait que les mineurs victorieux, c'était pour lui non seulement une défaite au point de vue revendicatif, mais aussi une défaite politique, avec des répercussions pour la bourgeoisie beaucoup plus graves que celles du Front Populaire de 1936. D'instinct, les mineurs comprenaient la gravité de l'enjeu. C'est pourquoi, sacrifiant leur santé et celle de leur famille, ils continuaient le combat, espérant quand même un sursaut des autres corporations (ils songeaient surtout aux ouvriers de l'E.D.F., aux cheminots, aux

transports, éléments décisifs et déterminants pour l'issue de la lutte).

Mais les bonzes en avaient décidé autrement ; ils préférèrent sacrifier les mineurs et la classe ouvrière pour assurer leur propre sécurité. Comme l'a révélé Lecœur, qui depuis... le centre directeur de la lutte était au 44, Carrefour Châteaudun, siège du Comité Central du P.C.F. ; c'est de là que partaient les directives qui aboutirent, après une longue préparation psychologique, à faire accepter aux ouvriers des autres corporations la volonté manifeste des dirigeants stalinien de ne pas soutenir la lutte des mineurs par l'entrée de ces ouvriers dans le combat. A l'époque, les dirigeants du P.C.F. croyaient encore à la possibilité d'une nouvelle participation au gouvernement, pour répondre aux vœux de la diplomatie soviétique, espérant, dans leur naïveté, détacher la France du plan Marshall. C'est pourquoi ils ne voulurent pas engager la lutte collective qui, seule, pouvait permettre une issue victorieuse.

Pendant la première période de la grève, c'est-à-dire pendant un mois environ, avec cet esprit de suffisance qui les caractérisait depuis la Libération, c'est-à-dire depuis le moment où, enlisés définitivement dans le marais du parlementarisme et du ministérialisme, ayant donné, leur semblait-il, assez de preuves de leur volonté de maintenir le statu quo capitaliste, ils s'imaginaient, après avoir appelé à différentes reprises les mineurs aux sacrifices du « produire d'abord » avant de revendiquer, après avoir soutenu les anciens tenants des compagnies minières défuntes pour implanter des méthodes de travail qui tuent chaque jour des mineurs, que ceux-ci pouvaient se BATTRE SEULS, et qu'ainsi la bourgeoisie serait amenée à appeler les dirigeants du P.C.F. à partager de nouveau les responsabilités du pouvoir avec les pires ennemis de la classe ouvrière. C'était dans la ligne de leur conception de la prise du pouvoir par la voie parlementaire et légale. C'était la conséquence d'une politique dont le point de départ se situe au retour de Laval de Moscou en 1934 où, en conclusion de la signature de l'accord Staline-Laval, les dirigeants du P.C.F. reconnaissaient la nécessité d'une collaboration avec la bourgeoisie française, renonçant ainsi à la lutte de classes en faveur d'une collaboration effective avec la bourgeoisie pour la défense des capitalistes français.

Comme, d'autre part, ils méprisaient les organisations et les militants qui échappaient à leur emprise, ils ne s'apercevaient pas qu'un travail de sape était accompli à côté d'eux par les chefs F.O. et C.F.T.C., avec la complicité des ministres Lacoste et Jules Moch, et tombèrent des nues lorsqu'ils s'aperçurent, un beau matin, qu'avec l'aide des forces répressives de l'état bourgeois, l'œuvre de désagrégation entreprise par les dirigeants F.O. et C.F.T.C. avait déjà fait des ravages. Mais, au lieu d'en tirer les seules conclusions logi-

ques ; au lieu de colmater la brèche ouverte par les manœuvriers à la solde de la bourgeoisie en appelant la classe ouvrière tout entière à une grève générale de solidarité, ce qui aurait eu pour effet immédiat une reprise en totalité de la grève dans les mines, ils préférèrent user de la « chaussette à clous », c'est-à-dire engager une lutte fratricide qui, normalement, ne pouvait aboutir qu'à élargir la brèche.

Avec une obstination confinante à la bêtise, les dirigeants du P.C.F., qui avaient pris en mains la direction de la grève, au lieu de mettre en œuvre les seuls moyens susceptibles d'aboutir à des résultats concrets, c'est-à-dire de lancer le mot d'ordre de grève générale dans le pays, firent un battage énorme autour des « bons Lecœur » de solidarité, qui arrivaient au moment où toutes les familles de mineurs étaient épuisées, souffrant de la faim, mais étaient insuffisants à remonter le moral, durement atteint par l'isolement dans lequel restait leur mouvement, grâce à la trahison des dirigeants des organisations ouvrières.

Les mineurs, en 1948, se considéraient comme la locomotive d'avant-garde qui devait normalement entraîner le convoi prolétarien sur le chemin de la victoire. Mais il se trouva des décrocheurs pour séparer la locomotive du convoi, et elle alla se briser contre le butoir dressé par des dirigeants qui ont renoncé depuis longtemps à la lutte de classes et à la prise du pouvoir par le prolétariat. Cependant, si les mineurs, appuyés par la grève générale du prolétariat français, avaient été victorieux, la physionomie politique du pays aurait changé, la guerre d'Indochine n'aurait pas duré si longtemps, la guerre d'Algérie n'aurait pas eu lieu, le coup du 13 mai 1958 ne se serait pas produit, le prolétariat français n'aurait pas subi la défaite dont il mesure aujourd'hui les premières conséquences, le fascisme ne serait pas à nos portes. Mesurez donc, vous les jeunes qui êtes mêlés à nos combats, quelles sont les responsabilités des bureaucrates qui ont encore le cynisme de se prétendre les défenseurs de la classe ouvrière !

Ce n'est pas sur une conclusion pessimiste que je veux terminer cette relation, mais avec la conviction qu'un regroupement révolutionnaire se fera bientôt, car les contradictions inhérentes au régime capitaliste lui-même ne disparaîtront pas sur un coup de baguette magique : c'est le prolétariat, en tant que classe montante, qui finalement aura raison ; mais, pour parvenir à son but, il doit se débarrasser des scories des organisations qui ont fait faillite. Dans cette tâche, les mineurs seront toujours à l'avant-garde, comme ils le démontrèrent en août 1953, dont nous parlerons la prochaine fois.

CHARLES LEMOINE,  
ancien délégué mineur C.G.T.  
du puits Schneider.

# L'AFRIQUE NOIRE APRÈS LE RÉFÉRENDUM

(II)

**D**ANS le précédent numéro de *La Vérité*, nous avons noté que l'unification des groupements politiques n'avait pas été réalisée en Afrique Occidentale, et que la vie politique s'était cristallisée autour de deux grandes formations : le Rassemblement Démocratique Africain et le Parti du Regroupement Africain. Que représentaient ces deux grandes forces à la veille du référendum ?

## LE RASSEMBLEMENT DEMOCRATIQUE AFRICAIN

En octobre 1957, onze ans après le congrès de fondation, les délégués R.D.A., réunis à Bamako pour leur troisième congrès, croyaient pouvoir savourer le triomphe de l'éléphant (on sait que l'éléphant est le symbole du R.D.A.), promesse de victoires dans les combats futurs. En fait ils s'en retournèrent chez eux déçus, après une fin de congrès morne, qui connut des maquignonnages dignes du parti radical. Le triomphe du R.D.A. fut de courte durée. L'ambiguïté de sa position était apparue à la lumière des faits, et des options à prendre.

Pratiquement, le congrès se terminait par une scission virtuelle. Sekou Touré se refusa jusqu'au bout à la scission, qui fut évitée grâce aux compromis qu'il consentit. Grâce à lui, Houphouët-Boigny fut réélu président du mouvement, et les paroles de Sekou Touré à la fin du congrès : « Désormais Houphouët-Boigny défendra à Paris la politique du mouvement et non la sienne », ne firent que révéler l'existence de divergences que chacun s'obstina à nier au cours du congrès, et la possibilité pour Houphouët-Boigny de poursuivre une imperturbable collaboration avec le gouvernement français.

Notons à ce sujet que la question de la participation de dirigeants R.D.A. au gouvernement français ne fut posée qu'incidemment et avec une grande discrétion. A la lumière des derniers développements, il apparaît qu'une scission au congrès de Bamako aurait été extrêmement positive. Les divergences auraient pu être exposées dans la clarté. La combativité des militants aurait été accrue à la suite du congrès. La section guinéenne ne se serait pas trouvée isolée dans le mouvement au lendemain du référendum. Il est utile de rappeler que la scission fut évitée grâce à Sekou Touré, à un moment où une certaine presse le représentait comme un leader intransigeant quand il s'agissait de principes.

Il n'est sans doute pas téméraire d'affirmer qu'au congrès de Bamako, Sekou Touré croyait pouvoir entreprendre une conquête de l'appareil du R.D.A. de l'intérieur, sans en appeler ouvertement aux militants qui étaient prêts à le suivre avec enthousiasme, et pensait avoir posé, au cours du congrès lui-même, des jalons en vue de cette conquête. Cette perspective, dont les événements ultérieurs allaient montrer le caractère erroné, supposait une période de stabilité assez longue, en France comme en Afrique. Cette conception des rapports entre militants et dirigeants (et plus largement entre parti et masses), totalement étrangère à un marxisme authentique, montre que Sekou Touré n'est pas, comme certains feignent de le croire, un marxiste qui s'ignore, ou un marxiste « adapté » aux réalités africaines.

La question se posait donc pour les militants : comment avait-on pu en arriver là ? Et, par-delà les préoccupations immédiates, les militants s'interrogeaient plus avant sur le sens de l'action du R.D.A. Pour la deuxième fois depuis sa création, un tournant s'amorçait, qui mettait en cause l'unité du mouvement. Le premier grand tournant avait été, en 1951, le « désapparetement » d'avec les communistes. Un certain nombre de dirigeants avaient, à cette époque, quitté le R.D.A., dont M. d'Arbousier (qui le réintégra en 1956) et M. Djibo Bakari (lequel entraîna avec lui la section locale du R.D.A., qui le suivit ultérieurement au Mouvement Socialiste Africain). Sur quoi reposait en fait l'alliance avec les communistes ? Pratiquement elle n'allait guère au-delà d'un apparetement sur le plan parlementaire. Que les dirigeants du P.C.F. aient essayé d'utiliser les mouvements d'émancipation d'Afrique Noire, c'est évidemment hors de doute ; qu'ils aient réussi à s'implanter dans les syndicats (et particulièrement au Sénégal), c'est tout aussi certain.

Mais, politiquement, les stalinien n'ont eu jusqu'ici en Afrique Occidentale qu'une influence extrêmement diffuse. Ils n'ont pas réussi à contrôler des appareils politiques tant soit peu importants. Et cela s'explique aisément : au lendemain de la Libération, qui n'était pour les masses africaines que le retour à l'ancien ordre des choses, l'espoir d'une émancipation rapide était grand, tout comme la volonté de lutte et aussi, malheureusement, l'inexpérience et la faiblesse politiques. A Abidjan, une ébauche de fraternisation s'établit entre les troupes alliées (Noirs des U.S.A.) et la population. Dans les magasins, les Africains imposèrent alors d'être servis à leur tour et non après les blancs ; à la suite des soldats noirs, ils purent pénétrer dans les restaurants (ce qui n'alla pas sans bagarre). La possibilité d'imposer des changements décisifs apparaissait, en particulier, pour la bourgeoisie noire qui s'attacha à revendiquer une égalité « formelle ».

Dans ces conditions, un grand parti ouvrier français qui aurait proposé une aide fraternelle aux masses africaines aurait incontestablement pu aider à leur organisation et à leur combat. Le P.C.F. n'était pas ce parti : défenseur des « intérêts légitimes de la France », il était partisan de l'« Union Française ». L'organisation d'un grand parti de masse revendiquant l'indépendance, inscrivant à son programme : réforme agraire, expropriation des gros colons, nationalisation du commerce de gros et des entreprises d'import-export, etc., se serait très certainement heurtée à l'hostilité du P.C.F. De ce point de vue, l'existence du R.D.A., qui, dès sa formation, se réclama de l'Union Française, ne pouvait que rassurer le P.C.F.

Ce n'est pas non plus la S.F.I.O., qui tenta de s'opposer à la formation du R.D.A., qui pouvait être ce grand parti ouvrier français. Le manifeste qui, en 1946, convoquait le premier congrès du R.D.A. était signé par Houphouët-Boigny, Lamine Gueye, Félix Tchicaya, Apithy, Fily Dabi Sissoko, Yacine Diallo et d'Arbousier. Senghor avait annoncé sa participation. La S.F.I.O. le dissuada d'assister au Congrès, ainsi que Gueye et Diallo. Dans ces conditions, les seuls députés qui assistèrent au congrès furent les appa-

rentés au P.C.F. Ce congrès allait affirmer une volonté de lutte contre le colonialisme (mais sans perspectives cohérentes, et sans définir les moyens de la lutte). Il n'est peut-être pas inutile de rappeler les passages du manifeste, qui pourraient servir à illustrer la continuité de la politique officielle du mouvement :

« Nous ne nous laisserons pas... tromper par le sentiment « autonomiste » qui se fonde sur une vue utopique des réalités actuelles et se manifeste aujourd'hui par l'opportunisme d'hommes qui n'ont pas su hier se défendre contre l'assimilation. Notre adhésion à l'Union Française, que nous proclamons solennellement, se justifie par une vue réaliste des problèmes politiques du monde, par une confiance dans le destin de l'Afrique, et par la certitude que, malgré la réaction, nous obtiendrons des conditions libérales, démocratiques et humaines qui permettront le libre développement des possibilités originales du génie africain. »

De telles déclarations n'empêchèrent pas les manifestations d'hostilité des colonialistes de se multiplier. Il s'agissait pour eux d'empêcher les Africains d'avoir leurs propres organisations. Des partis administratifs furent « fabriqués » et opposés au R.D.A. lors des élections (souvent truquées). Un certain nombre de dirigeants du R.D.A., aujourd'hui ministres, furent emprisonnés (M. Houphouët-Boigny lui-même fut traqué pendant toute une période). En dépit de cela, le R.D.A. s'affermis. Malgré la secousse provoquée par la rupture avec le P.C.F. en 1951, il s'implanta solidement dans la plupart des territoires (sauf au Sénégal et au Niger), étant même largement majoritaire au Soudan, en Côte d'Ivoire et en Guinée. La liaison avec les syndicats s'opéra généralement dans des conditions satisfaisantes. Les organisations annexes de jeunesse et des femmes donnèrent un appui non négligeable au mouvement. La pénétration dans les villages s'opéra différemment suivant les territoires : il s'agissait ici de se déterminer vis-à-vis des chefs de village.

..

On a vu qu'aux élections de mars 1956, le R.D.A. avait été le grand vainqueur, et certains en avaient déduit un peu rapidement que l'unification de l'A.O.F. s'opérerait sous sa direction. Les masses avaient voté pour « leur » parti et non pour la loi-cadre (1). Si celle-ci fut discutée, ce fut à l'intérieur du R.D.A., où les militants les plus avancés la mirent en accusation, voyant en elle, avec raison, un obstacle dans la lutte pour l'indépendance, et l'accusant, suivant le mot de Senghor, de « balkaniser » l'Afrique. La direction du R.D.A. retarda à plusieurs reprises le III<sup>e</sup> Congrès (qui se tint finalement à Bamako, en octobre 1956), pour éviter une discussion au sujet de la loi-cadre.

Effectivement, il ne fut guère question de la loi-cadre au congrès, mais bien des aménagements qu'il convenait de lui apporter, et cela pour une raison fort simple : en octobre 1956, la loi-cadre était complètement dépassée. La discussion entre la direction officielle du mouvement et les partisans de l'indépendance n'eut donc pas lieu à propos de la loi-cadre, mais sur une question en apparence secondaire : à propos des « exécutifs fédéraux ». La délégation de la Côte d'Ivoire s'opposa obstinément à augmenter les pouvoirs des exécutifs fédéraux d'A.O.F. et d'A.E.F. (au détriment des exécutifs des territoires). La délégation de Guinée réclamait au contraire l'unification fédérale.

Dès avant le congrès de Bamako, les divergences entre les sections du R.D.A. de Côte d'Ivoire et de Guinée

avaient attiré l'attention des observateurs. En Côte d'Ivoire comme en Guinée le R.D.A. était au pouvoir, avait le contrôle absolu de l'Assemblée Territoriale, était pratiquement le seul parti important. Le fait que M. Houphouët-Boigny et M. Sekou Touré représentent respectivement la tendance droitiste et la tendance de gauche du R.D.A. n'en prenait que plus d'importance. Dans la presse bourgeoise, on a évidemment insisté sur les différences entre les personnalités de ces deux dirigeants. M. Sekou Touré, d'origine syndicaliste, aurait subi l'influence stalinienne et ses méthodes seraient autoritaires. Mais on sait qu'en Côte d'Ivoire l'opposition n'est guère tolérée. Sans doute, est-ce une preuve de démocratie !

Plus sérieusement, on a fait état d'une opposition économique entre la Côte d'Ivoire et les autres territoires d'A.O.F. La Côte d'Ivoire est un territoire agricole « riche », et, dans le cadre d'une Fédération d'A.O.F., elle « alimenterait » financièrement les autres territoires. La Guinée, désireuse de s'industrialiser, aurait besoin de larges ouvertures sur l'extérieur. Effectivement, le R.D.A. de Côte d'Ivoire refuse obstinément l'unification de l'A.O.F. Mais, à l'origine de ce qui est devenu la « sécession » guinéenne, il y a des causes plus profondes. M. Houphouët-Boigny et le R.D.A. de Côte d'Ivoire sont les représentants de l'aristocratie foncière noire et de certaines couches de commerçants, dont les intérêts sont directement liés à ceux de l'impérialisme français. En dehors de certains avantages pour ceux qu'il représente, le R.D.A. de Côte d'Ivoire cherche obstinément à maintenir le statu quo. Un élargissement de l'arène de la lutte lui serait fatal, et il est pour le morcellement territorial. Mais il ne survivrait pas longtemps à l'isolement, aussi est-il prêt à certains compromis limités pour garder la direction d'ensemble du mouvement. Sa position est celle, particulièrement inconfortable, de couches sociales condamnées à court terme dans une Afrique en mouvement.

Au contraire, la bourgeoisie guinéenne en formation, représentée par M. Sekou Touré, a pu envisager avec faveur l'indépendance. Elle espère se renforcer par une industrialisation accélérée. Et l'indépendance constitue pour elle la meilleure base de négociation pour retirer le maximum d'avantages de l'industrialisation. Elle jouira du prestige que confère l'indépendance, et l'état guinéen apparaîtra comme un modèle, image de l'avenir pour les masses des autres territoires. Enfin, avantage non négligeable, dans l'immédiat M. Sekou Touré s'est assuré le contrôle total des masses guinéennes, en même temps que l'indépendance acquise aux moindres frais, et peut leur demander de consentir à d'importants sacrifices, cependant que la possession directe d'un appareil d'état lui permettra de renforcer une bureaucratie dont l'existence sera liée à celle de cet appareil (2).

Mis en minorité, M. Houphouët-Boigny se retira du congrès, jusqu'à ce qu'un compromis intervienne : « Le congrès donne mandat à ses groupes parlementaires de déposer dans les meilleurs délais une proposition de loi pour la constitution d'un état fédéral, composé d'états autonomes avec un gouvernement fédéral et un parlement fédéral, organe suprême de l'état unifié. Conscient des liens économiques, politiques et culturels indissolubles de la communauté africaine, le Congrès donne mandat aux élus de déposer une proposition de loi tendant à la démocratisation des organes exécutifs fédéraux existants. »

C'était peu clair, mais n'est-ce pas ce que recherchaient les auteurs de ce texte ? Par ailleurs, la résolution sur les questions économiques soulevait beaucoup d'inquiétude : les propositions qu'elle contenait ouvraient la voie à une colonisation économique par l'ensemble des puissances euro-

piennes. Enfin, des ouvertures pour une unification politique des mouvements africains furent faites à Bamako. On a vu qu'elles aboutirent finalement à un échec (3). Les militants quittèrent Bamako avec le sentiment qu'il existait désormais deux R.D.A. qui n'étaient plus guère réunis que par le sigle commun : l'éléphant.

#### DE BAMAKO A COTONOU : LE PARTI DU REGROUPEMENT AFRICAIN

Juillet 1958. Le premier congrès du P.R.A. se tient à Cotonou (4). C'est là une deuxième grande force publique qui se constitue, et va désormais s'opposer au R.D.A. Dans la résolution finale du congrès, on peut lire :

« 1° Indépendance immédiate des peuples de l'Afrique Noire et inscription de cette reconnaissance dans la Constitution.

« 2° Unification de l'Afrique Noire et disparition des frontières artificielles.

« 3° Mise en place d'une Constituante de l'Afrique Noire qui définira ses frontières, ainsi que le mode de gouvernement du nouvel état, qui serait disposé à entrer avec la France dans une confédération de peuples libres et égaux. »

La résolution demande également au gouvernement français « que soit accordée immédiatement une autonomie complète aux territoires pour leur permettre de se grouper en fédération. L'indépendance serait officiellement acquise après l'acceptation d'une Constituante à laquelle pourraient se joindre le Togo et le Cameroun. Les peuples d'entremer négocieraient alors avec la France la construction d'une confédération multinationale de peuples libres et égaux. »

Avant de saluer avec enthousiasme le nouveau parti, gros champignon poussé en l'espace de quelques mois, il faut bien examiner cependant s'il n'est pas rongé par les vers.

*Première constatation*, il constitue une « fédération de partis », conglomérat réunissant pratiquement tous les mouvements hors du R.D.A. A sa tête se trouvent Mamadou Dia et Djibo Bakari, mais aussi Senghor, Zinsou, Apithy.

M. Senghor, en dehors de son rôle spécifiquement sénégalais et de ses activités d'écrivain, est surtout connu pour quelques malheureuses participations ministérielles : la guerre d'Indochine ne le rebuta pas, mais, après que le R.D.A. se fut acquis un droit de participation en quelque sorte inamovible, en la personne de M. Houphouët-Boigny et au détriment du parti de M. Senghor, ce dernier déclara noblement qu'il refuserait désormais de participer à un gouvernement français tant que durerait la guerre en Algérie. Il oublia cette guerre quand de Gaulle prit le pouvoir, et offrit ses services...

M. Apithy, quant à lui, est le président du gouvernement du Dahomey, M. Zinsou est un transfuge du R.D.A. L'histoire politique du Dahomey, au cours de ces dernières années, fut fertile en incidents, et mérite d'être contée en quelques mots. Cela illustrera quelques aspects du P.R.A. Aux élections de 1956, M. Apithy et son parti, avec l'appui des colons européens, s'assurèrent une écrasante majorité à l'Assemblée Territoriale (au scrutin de liste majoritaire, la minorité R.D.A. fut écrasée, seul le M.D.D. de M. Maga eut, dans le Nord, quelques sièges). M. Apithy forma son gouvernement au sein de son propre parti, avec la participation de quelques membres du M.D.D. et d'un transfuge de l'U.D.D. (section locale du R.D.A.). M. Zinsou,

qui avait reçu des propositions, fut exclu de l'U.D.D. qui refusait sa participation, mais ne fut pas pour autant ministre, M. Apithy ayant changé d'avis à son sujet entre temps. L'action gouvernementale fut insignifiante. M. Apithy, qui s'appuie sur la paysannerie de la palmeraie de Porto-Novo (quelques centaines de milliers d'habitants), s'efforça de préserver le rôle de capitale administrative de cette ville en déclin, alors que le port, Cotonou, où l'U.D.D. est majoritaire, fut ignoré, bien que ce soit une ville en pleine croissance.

Les choses allèrent tant bien que mal jusqu'au jour où une grève éclata dans une huilerie, et se développa en grève générale (début 1957). Panique chez les ministres habitant à Cotonou, qui prirent la fuite, tandis que les manifestants saqueaient les demeures de deux d'entre eux. Démission du gouvernement : un gouvernement exclusivement P.R.A. lui succède. Tous les autres partis se regroupent alors autour de l'U.D.D. dans un éphémère front d'action. Mais bientôt le M.D.D., M. Zinsou, etc., adhèrent au P.R.A., et engagent la bataille contre l'U.D.D. tout en étant dans l'opposition, tandis qu'Apithy est lui-même membre du P.R.A. avec son parti. Finalement, réconciliation générale et nouvelle répartition des postes de ministre : MM. Maga et Zinsou n'étant pas oubliés cette fois, l'U.D.D. restant isolée dans l'opposition. Toutes ces querelles ont donné lieu à de multiples échanges d'injures, réconciliations, etc., sans intérêt sinon pour les participants immédiats.

Seule l'U.D.D. qui est, rappelons-le, la section locale du R.D.A., a tenté timidement de mettre en avant un programme. Il serait vain de s'attacher à classer les hommes politiques d'après des étiquettes qui changent six fois l'an. Il faut plutôt voir là les signes de l'extrême faiblesse d'une bourgeoisie naissante, de son manque de confiance dans ses perspectives historiques, de son hétérogénéité. Autant elle a conscience de la nécessité d'un parti fort, sinon unique, autant elle est incapable de le réaliser, et dans ces conditions des rivalités de personnes se donnent libre cours.

*Deuxième constatation* : le P.R.A. n'a d'implantation véritable qu'au Sénégal et au Niger. A la suite du congrès de Bamako, les discussions sur l'unité regroupèrent la Convention Africaine, groupement presque exclusivement sénégalais, le Mouvement Socialiste Africain, dont la plus importante section, celle du Niger, conduite par M. Djibo Bakari, se heurtait d'ailleurs à une forte section R.D.A., et le R.D.A. lui-même. Quant à l'unité avec le R.D.A. apparut impossible, la C.A. et le M.S.A. décidèrent de former le P.R.A. (Parti du Regroupement Africain). Décision au départ typiquement bureaucratique : il s'agissait de faire pièce au R.D.A.

Mais ce rassemblement, à cause même de son caractère hétéroclite, allait permettre à un courant « gauchiste », animé par des syndicalistes, des étudiants, et coiffé par M. Djibo Bakari, de se manifester. MM. Senghor et Lamine Gueye laissèrent faire, ainsi que les élus administratifs de la veille, les seconds parce qu'il leur était difficile de faire autrement, trop compromis qu'ils étaient par leur passé, les premiers parce qu'ils engageaient une partie difficile contre le R.D.A. et qu'il fallait bien répondre, au moins en apparence, aux aspirations des masses, pour les gagner. On vit M. Apithy entonner les louanges de l'indépendance, tandis que les jeunes du P.R.A. du Dahomey entamaient une campagne sur ce thème à l'occasion du référendum. L'échec de Djibo Bakari, qui s'était prononcé pour le « non » au référendum, à l'instar de Sekou Touré, sa démission sous la pression de ses « amis » n'ont pas dû mécontenter tous les dirigeants du P.R.A. Car il serait

absurde d'idéaliser le P.R.A. ou de voir en lui une organisation « à gauche » du R.D.A. Son origine, sa composition pèsent lourdement sur lui. Ce n'est pas s'avancer beaucoup que d'affirmer que la voie de l'émancipation africaine ne passera pas par le P.R.A. (que des membres de celui-ci y contribuent, c'est une autre question).

A la veille du référendum, on pouvait donc dire que l'Afrique Noire sous domination française était contrôlée

(1) La loi-cadre laissa les masses largement indifférentes, sauf dans les quelques cas où elle suscita un grand enthousiasme à partir de l'affirmation : loi-cadre = indépendance. Encore convient-il d'ajouter que, d'une manière générale, le mot « indépendance » n'a pas la même signification dans la bouche d'un petit bourgeois anticolonialiste à Paris et dans celle d'un paysan à Savalou. Le premier est pour l'indépendance parce que cela s'accorde bien avec son état d'homme de gauche, le second est pour l'indépendance parce que, grâce à elle, il pourrait chasser l'administrateur et acheter une bicyclette au lieu de payer des impôts.

L'homme de gauche sera volontiers « africaniste » : en vacances dans la Dordogne, il n'ira pas consulter l'astrologue du village le plus proche, voyageant en Afrique, il fera volontiers un brin de causette avec un féticheur : c'est tellement « couleur locale » ! L'homme de gauche ethnologue, allant un peu plus loin, constatera avec désespoir qu'il ne perçoit pas cette couleur de la même façon que l'homme de la rue. Cartésien, il mettrait cette couleur en accusation au tribunal de la raison et, constatant que, bien qu'absurde, elle existe, il en déduirait que l'absurde envahit le monde, tandis que l'Occident est sur son déclin. Mais l'ethnologue est trop compliqué pour être cartésien : il essaiera d'assimiler la culture « primitive » par une expérience « intérieure ». Dans cette voie, il éprouvera de graves déboires : voilà que ces cultures si magnifiquement non-historiques évoluent, s'effritent, changent de fonction, etc.

Bien des paradoxes, des contradictions apparentes, des affirmations osées sur l'existence de solutions de continuité seraient évitées si l'on envisageait les situations globalement, dans leur évolution, en fonction des besoins des masses et de leur action. Alors, les contradictions apparentes deviennent des problèmes appelant une solution. Quant aux contradictions réelles, elles cessent d'être les nœuds vicieusement engendrés par l'absurde pour apparaître comme l'expression d'une réalité dynamique qui les surmontera. Mais, pour envisager les choses ainsi, il faut être un marxiste et non un représentant de la bourgeoisie dans le domaine des idées.

par deux grands partis, le P.R.A. et le R.D.A. L'unité n'était plus qu'un rêve futile. C'est l'existence même de ces partis qui allait être mise en cause à l'occasion du référendum (5).

ANDRÉ BUSSIERES.

(Lire la fin dans le prochain numéro.)

(2) Ces quelques remarques sur les perspectives de l'indépendance en Afrique Noire ne prétendent pas fonder un jugement prématuré sur l'expérience guinéenne. Les perspectives en Afrique Noire — où la situation des classes est encore fluctuante — posent de difficiles problèmes d'appréciation pour les marxistes ; nous y reviendrons dans nos conclusions, dans le prochain numéro de « La Vérité ».

(3) Rappelons que deux membres de l'Union des Syndicats des Travailleurs Algériens, A. Filali et A. Bekhat, assistèrent au Congrès de Bamako. Ils furent abattus lâchement peu après leur retour à Paris. A Bamako, la direction du R.D.A. refusa de leur donner la parole, préférant laisser l'usage de la tribune à certains représentants de la bourgeoisie française. Un message de Messali Hadj ne fut pas porté à la connaissance des congressistes. De toute évidence, le souci de la direction du R.D.A. de ne pas créer de difficultés à la bourgeoisie française allait jusqu'à éviter une discussion sur la question algérienne. Il ne fut notamment pas question des Africains qui se battent en Algérie. Inutile d'ajouter que, sur ces questions, les délégués avaient une opinion fort différente de celle des députés et ministres. C'est ce moment que choisit M. Blanchet, du « Monde », pour décerner à la direction du R.D.A. un prix de démocratie. Les journalistes bourgeois ne se trompent pas lorsqu'il s'agit de reconnaître d'authentiques représentants de leur classe !

(4) Le P.R.A. bénéficia dès sa naissance de la sympathie de la « gauche » française. M. Stibbe, dans « France-Observateur », en brossa un tableau élogieux.

(5) Dans nos conclusions, qui paraîtront dans le prochain numéro de « La Vérité », nous examinerons, comme nous l'avons annoncé au début de cet article, la situation actuelle ainsi que les scissions récentes du R.D.A. et du P.R.A. et la formation de groupements politiques tels que le Parti Africain de l'Indépendance et le Mouvement Africain de Libération Nationale. Pour terminer, les perspectives générales de l'évolution politique seront étudiées, ainsi que la situation de la Guinée.

## Aspects et leçons des élections américaines

Les deux grands partis politiques, le parti démocrate de Truman et le parti républicain d'Eisenhower, professent ici l'idéologie officielle, suivant laquelle il n'y a ni classes ni lutte de classes aux Etats-Unis. Comme ces deux grands partis sont des partis capitalistes, le système des deux partis prive la classe ou-

rière d'une expression politique effective. Néanmoins la lutte de classes et les intérêts de classes trouvent une expression déformée dans les élections nationales. Jamais ceci ne fut plus apparent que dans le vote qui vient de donner aux démocrates dans les deux chambres du Congrès des majorités inégalées depuis 1936.

Pour énumérer les causes du « raz-de-marée démocrate » dans l'ordre inverse de leur importance, nous relèverons d'abord l'augmentation traditionnelle des votes pour le parti qui n'a pas le pouvoir à la Maison Blanche, lors des élections « intermédiaires » (c'est-à-dire les élections qui ont lieu à mi-chemin entre deux élections présidentielles). Cette augmentation traditionnelle est la seule expression possible de leurs sentiments pour ces électeurs qui ont été déçus par le parti pour lequel ils avaient voté deux ans auparavant. Ce mouvement contre le parti qui contrôle le gouvernement fédéral est si régulier qu'il n'a pas une seule fois manqué de se produire lors d'une élection intermédiaire depuis 1934, où il y eut au contraire une réponse de masse à la politique réformiste de Franklin Roosevelt pendant la grande crise économique.

### UN « CHARME » QUI N'OPERE PLUS

La déception provoquée par l'administration républicaine fut probablement d'autant plus grande lors des récentes élections du fait même de la popularité inhabituelle dont

avait bénéficié initialement Eisenhower. Le « charme » de ce dernier a perdu son pouvoir politique. Ce pouvoir provenait à l'origine du cadre rigide imposé à la politique américaine par le système des deux partis, et de l'échec du mouvement ouvrier à apparaître de façon indépendante sur l'arène politique. Contre Eisenhower, les dirigeants du mouvement ouvrier, c'est-à-dire les syndicats, ne purent qu'appeler les travailleurs à voter pour les politiciens démocrates, à un moment où ces mêmes travailleurs étaient fatigués des politiciens. Les politiciens s'étaient avérés incapables d'améliorer les conditions sociales, s'étaient trouvés compromis dans toutes sortes de scandales, et, pire que tout cela, avaient entraîné les Etats-Unis dans une guerre apparemment sans raison et interminable en Corée.

La description classique de la politique américaine est donnée par le slogan : « Les crapules à la porte ! » Ce slogan demande seulement à être complété par ces mots non exprimés : « pour mettre d'autres crapules à leur place ». Ce sentiment croissant, qui affectait même les travailleurs syndiqués, fermes soutiens électoraux du parti



démocrate, le parti républicain le renforça en introduisant la personne d'Eisenhower. Plus que les lauriers du général victorieux, ce fut sa qualité d'homme étranger à la politique qui fit chez Eisenhower une impression favorable sur les masses. Voilà un homme qui n'était pas un politicien ! Il était « au-dessus de la politique » ! Mieux encore, il fit campagne, en 1952, pour ce que le public prit pour un programme de paix, pour mettre fin à la guerre de Corée.

L'atténuation relative de la guerre froide pendant la première partie de son séjour au pouvoir renforça l'impression que le général était un « homme de paix ». Sa personnalité transcendait sa politique dans l'esprit du public, et son inexpérience politique était portée à son crédit, comme la preuve qu'il n'était pas un « politicien ».

Grâce à la prospérité économique, son aimable sourire et ses aphorismes d'une moralité banale purent conserver quelque temps leur pouvoir. Ce pouvoir se trouvait appuyé par toute la presse du grand capital (qui inclut tous les quotidiens du pays), qui s'abstint pratiquement de lui adresser aucune critique, privilège dont n'avait bénéficié aucun autre président dans l'histoire. Les sondages de l'opinion publique montraient qu'Eisenhower restait immensément populaire, bien plus populaire que son parti.

Mais le développement de la récession économique mit fin à cette phase de la politique américaine. Eisenhower n'est pas encore haï, il se peut bien qu'il achève son mandat avant qu'un tel sentiment ne se développe dans les masses. Mais sa popularité personnelle a cessé d'être utile à son parti. Bien que des foules de gens se soient dérangées pour le voir quand il fit sa tournée électorale en faveur des candidats républicains cet automne, ces foules ne tinrent pas compte de ses adjurations et votèrent en masse contre ses candidats. Qui plus est, l'institut américain de l'opinion publique, une organisation conservatrice de sondage de l'opinion dirigée par Georges Gallup, rapporte qu'au cours du mois dernier (novembre) la popularité d'Eisenhower a diminué de 5 % à l'échelle nationale : en octobre, 57 % approuvaient « la manière dont il mène son affaire », en novembre ce chiffre est tombé à 52 %.

Pour les travailleurs américains, la récession, avec un chômage étendu dans nombre de centres industriels, comme Détroit et Pittsburgh, et un chômage moindre mais néanmoins sensible à travers tout le pays, agit comme un choc sévère. La première réaction politique aux Etats-Unis consiste à rejeter la responsabilité des difficultés sur le parti au pouvoir. Ce réflexe habituel fut renforcé par la conviction, largement répandue parmi les travailleurs, que le parti républicain est le parti favori du grand capital. Et tous les travailleurs se souviennent, par leur expérience propre ou les récits familiaux, que c'était le républicain Hoover qui présidait lorsqu'a débuté la grande crise en 1929.

#### UNE OFFENSIVE DU GRAND CAPITAL QUI TOURNE COURT

Pour ces raisons, un mouvement en faveur du parti démocrate dans les récentes élections était prévisible et fut largement prédit. Le fait que l'ampleur de ce mouvement alla bien au-delà des prévisions fut le résultat d'une offensive lancée par le grand capital contre les syndicats. Cette offensive prit la forme d'une tentative pour imposer par voie de référendum dans six états des lois restreignant sévèrement les droits des syndicats. Dans le style de la publicité américaine, qui a fait de la tromperie tout un art, ces mesures furent baptisées « lois pour le droit au travail ».

Cette offensive força la bureaucratie syndicale conservatrice à entreprendre une contre-offensive pour mobiliser les votes ouvriers de façon à assurer la défaite de ces projets de loi. Confrontés avec une question mettant en cause leurs intérêts de classe, les travailleurs répondirent avec enthousiasme. Dans des régions largement industrialisées comme l'Ohio, deux campagnes électorales se développèrent, simultanément et indépendamment : celle des candidats démocrates et républicains, et celle du mouvement ouvrier contre le projet de loi pour le « droit au travail ». Les organisations de ces deux campagnes furent absolument séparées, au dépit du fait que les syndicats soutenaient les candidats démocrates. En fait, le mouvement ouvrier, pour

assurer la défaite des lois anti-syndicales, a jeté les fondements d'une machine politique indépendante, fondements sur lesquels pourrait être édifié, si seulement la bureaucratie le permettait, un Labour Party. Dans cinq des six états en cause, le projet de loi anti-syndical fut battu, en proportion presque directe des forces de la classe ouvrière. Le projet ne passa que dans le Kansas, état agricole.

La plupart des candidats du parti démocrate se déclarèrent contre ces projets de loi pour le « droit au travail », bien que, pour beaucoup d'entre eux, non sans équivoque ; mais beaucoup de candidats républicains, comme en Californie, jouèrent leur sort politique sur le soutien de ces lois. Ainsi, la mobilisation des travailleurs pour assurer la défaite de ces lois réactionnaires tourna au bénéfice des candidats démocrates. Il est remarquable, néanmoins, que dans l'état d'Ohio, par exemple, le vote contre la loi sur le droit au travail fut plus important que le vote pour les candidats démocrates victorieux.

L'élection du républicain Nelson Rockefeller au poste de gouverneur de l'état de New York, en plein milieu de ce raz-de-marée démocrate, ne constitue un paradoxe qu'en apparence. Dès le début de la campagne, Rockefeller jeta les bases de sa victoire en écartant toutes les questions qui auraient pu être utilisées pour tourner les travailleurs contre lui. Il se déclara démagogiquement plus libéral et pro-ouvrier que son adversaire démocrate, Harriman. Comme tous les deux sont multi-millionnaires (en dollars !), les démocrates ne pouvaient mobiliser l'opinion ouvrière contre Rockefeller sur cette question. En refusant de discuter les questions d'intérêt national pour se confiner aux problèmes de l'état de New York, Rockefeller évita d'autre part d'avoir à défendre la politique nationale du parti républicain, ou l'administration d'Eisenhower.

Ne discernant aucune différence politique entre les deux candidats « libéraux », les électeurs de New York en furent réduits à se déterminer sur une question de personne. Dans ces conditions, le nouveau venu Rockefeller surclassa aisément Harriman, dont le lustre a été quelque peu terni par quatre années d'exercice de la fonction de gouverneur de l'état.

#### DES CANDIDATURES SOCIALISTES UNIFIEES

L'apparition, cette année, d'un certain nombre de candidatures socialistes unifiées fut significative par leur effet, non sur les larges masses d'électeurs, mais sur les éléments divers et dispersés de la gauche, et sur les ouvriers politiquement les plus avancés. Il s'agit là de coalitions de groupes socialistes et de socialistes inorganisés, qui s'opposent à la guerre et à la collaboration de classe. Un grand nombre de participants à ces campagnes sont récemment sortis de l'orbite du parti communiste.

Des campagnes socialistes unifiées furent menées, pour différents postes, dans les états de Washington, Chicago et New York (une autre avait eu lieu antérieurement en Californie) ; en outre, le Socialist Workers Party (trotskyste) présentait ses propres candidats dans des régions où le processus de regroupement n'était pas encore suffisamment développé pour permettre des candidatures socialistes unifiées, savoir dans le Minnesota, le Michigan, le Wisconsin et le New Jersey.

Ces campagnes donnèrent aux marxistes américains l'occasion de s'adresser à un beaucoup plus grand nombre de travailleurs que d'habitude, souvent par la radio et la télévision, de participer à des débats publics, d'exposer leurs vues devant des syndicats, etc., à un moment où les travailleurs réfléchissent plus que de coutume sur les problèmes politiques. Ce fut ainsi une excellente occasion pour la propagande socialiste.

De ces campagnes socialistes unifiées, celle de l'état de New York fut la plus étendue et la plus intéressante.

Pour pouvoir seulement présenter leurs candidats socialistes indépendants, leurs partisans eurent à recueillir, à travers tout l'état, près de 30.000 signatures d'électeurs enregistrés, puis à mener la lutte dans les bureaux contrôlés par les démocrates pour la validation de leurs pétitions. La machine démocrate corrompue les disqualifia, et l'affaire vint devant les tribunaux. Les tribunaux leur ayant donné

raison, le parti démocrate fit appel deux fois devant des instances supérieures. Cette bataille légale consumma ainsi beaucoup de l'énergie et des fonds de la nouvelle coalition électorale socialiste jusqu'à 12 jours des élections. Outre la victoire juridique sans précédent qu'elle remporta, la liste socialiste indépendante fit une vaste propagande, atteignit beaucoup d'éléments nouveaux, et s'assura le soutien d'une grande partie des forces de gauche dispersées. *Corliss Lamont*, le candidat socialiste indépendant au poste de sénateur, reçut plus de 43.000 votes, et *John T. McManus*, candidat au poste de gouverneur, plus de 29.000 (le chiffre

des votes obtenus par les petits partis n'a pas encore été publié dans certains districts).

En conclusion, on peut dire que ce mouvement pour regrouper les socialistes dans une nouvelle organisation électorale indépendante des deux partis capitalistes a fait, malgré l'opposition du parti communiste qui soutient les démocrates, un progrès important, et apparaît plein de promesses pour l'avenir.

*New York, le 26 novembre 1958.*

GEORGES LAVAN.

## Déclaration du Cercle Petöfi

« La Vérité » a, comme les autres journaux ouvriers, reçu la **déclaration du Cercle Petöfi** reconstitué dans l'émigration par un groupe d'intellectuels révolutionnaires. Elle tient à la publier, comme le témoignage de la volonté des révolutionnaires hongrois, où qu'ils se trouvent, de poursuivre le combat commencé en 1956, de maintenir les principes de la révolution hongroise, et d'œuvrer, par

la libre confrontation des idées, à la reconstitution nécessaire d'un mouvement ouvrier révolutionnaire international. Elle souhaite au Cercle Petöfi reconstitué de réussir dans l'accomplissement des tâches qu'il s'est fixées. Elle est prête, pour sa part, à ouvrir ses colonnes à cette voix que les impérialistes et les bureaucrates auraient bien voulu étouffer à jamais.

**A** l'occasion du second anniversaire de la révolution hongroise, se réclamant de leurs seuls moyens personnels, des intellectuels progressistes hongrois, parmi ceux qui ont assumé un rôle actif dans le mouvement pré-révolutionnaire pour la liberté de la pensée — surtout au sein du Cercle Petöfi — et pendant la révolution, se sont réunis à Paris, venus de divers pays.

Le peuple hongrois étant réduit au silence dans sa propre patrie, la signification politique et morale de la révolution hongroise se trouvant falsifiée sous maints rapports même à l'étranger, son message dénaturé, ils ont décidé de poursuivre le mouvement du Cercle Petöfi, en toute indépendance de la politique du jour et de la politique dite d'émigration.

Le Cercle Petöfi est l'héritier direct des mouvements pour la liberté de la pensée du peuple hongrois, au premier chef des aspirations idéologiques et politiques exprimées par la révolution.

Les principes idéologiques essentiels sur lesquels se fonde ce mouvement sont les suivants :

La révolution hongroise est l'un des événements les plus importants de l'histoire moderne de l'humanité, un événement spécifique dans sa nouveauté.

La révolution hongroise a rejeté, résolument et sans équivoque, l'oppression étrangère sous toutes ses formes ; elle a proclamé la volonté d'indépendance du peuple hongrois, ainsi que son désir de vivre dans l'amitié de tous les peuples, neutre, en dehors de la politique des blocs.

La révolution hongroise a indiqué une nouvelle voie sociale, praticable non seulement pour le peuple hongrois, mais aussi pour les autres peuples à la recherche d'une solution entre les deux systèmes.

La réunion a élaboré le programme de travail du Cercle Petöfi, qui visera avant tout à approfondir ses liens avec les intellectuels progressistes du monde entier, dans le but de trouver en commun, par la confrontation des vues et les moyens de l'esprit, les possibilités de libération pacifique et de relèvement social des peuples opprimés et sous-développés.

Le cercle Petöfi a mis sur pied les mesures d'organisation nécessaires à l'exécution de son plan de travail.

Paris, le 23 octobre 1958.

# A propos de la politique du P.C.F. du 13 Mai au 1<sup>er</sup> Juin

*Comment on ne défend pas les libertés démocratiques*

**L**ES résultats des élections législatives — après ceux du référendum-plébiscite du 28 septembre — confirment, sur le terrain électoral, ce qui se manifeste dans tous les domaines : l'accession de de Gaulle au pouvoir, le 1<sup>er</sup> juin, a marqué une nouvelle période de la vie politique française, une nouvelle phase de la lutte des classes. Période où l'on peut voir le « pouvoir fort », porté sur les fonts baptismaux par l'émeute fasciste d'Alger, s'assurer de jour en jour de nouvelles positions sans rencontrer de résistance sérieuse, et où, par contre,

les masses travailleuses, désorganisées, démobilisées, abandonnent la scène politique. Non que les problèmes auxquels la bourgeoisie française doit faire face soient le moins du monde résolus ; mais, aujourd'hui, les couches dirigeantes peuvent leur chercher des solutions sans se soucier de la menace d'une intervention de la classe ouvrière qui, jusqu'au 1<sup>er</sup> juin 1958, les paralysait. C'est dire que les rapports de force entre les classes décisives — bourgeoisie et prolétariat — ont été profondément modifiés. Entre le 13 mai et le 1<sup>er</sup> juin, la situation française a basculé.

Aussi bien ne saurait-on donner trop d'importance à cette période, qui a radicalement transformé les données politiques françaises, et dont l'issue a permis à la bourgeoisie, comme classe, de passer à l'offensive, sur tous les plans, contre le mouvement ouvrier. Cette brutale modification de la situation, cette défaite de la classe ouvrière dont les effets profonds commencent seulement à se faire sentir, comment s'est-elle opérée ?

C'est une question à laquelle il faut tenter de répondre, sur laquelle il faut revenir avec obstination, car, pour préparer une contre-offensive ouvrière, pour défendre les libertés et les conquêtes ouvrières contre l'Etat fort, il faut une politique juste. Et cette politique, on ne peut la dégager qu'en tirant d'abord toutes les leçons de la défaite.

**C'EST DE L'INTÉRIEUR, D'ABORD,  
QUE LE MOUVEMENT OUVRIER  
A ÉTÉ VAINCU**

Certes, il serait trop simple de prétendre que l'émeute d'Alger a éclaté le 13 mai comme un coup de tonnerre dans un ciel sans nuages, que, dans les événements qui ont suivi, n'ont pas joué une série de facteurs et d'abord l'his-

toire du mouvement ouvrier, l'attitude de ses directions depuis 1944 (1). Mais il n'en reste pas moins que, le 14 mai au matin, rien n'était joué. Si les « ultras » appuyés sur l'armée tenaient l'Algérie, si, à partir de là, se développait sous l'impulsion de Soustelle la manœuvre destinée à donner le pouvoir à l'homme providentiel — et, à travers lui, à la fraction la plus réactionnaire de la bourgeoisie — les éléments décisifs du régime, et d'abord le grand patronat, hésitaient à soutenir ce plan, par crainte de la classe ouvrière, vaincue, menaçante, encore combattive (2). A ce moment, les « ultras » d'Alger n'avaient pas d'appui de masse en France, comme en témoigne la dérisoire manifestation fasciste de Paris organisée pour répondre à celle d'Alger. Et l'armée, à elle seule ne pouvait tout régler : elle était fixée en Algérie par la guerre ; et elle était, dans son immense majorité, composée de soldats du contingent, faut-il le rappeler ?

Ce n'est que par la critique de la

(2) Ainsi, dans le très réactionnaire quotidien « L'Aurore » du 14 mai, Robert Bony écrivait : « Le dernier mot ne saurait appartenir à la rue. Car qui peut dire, finalement, à qui la rue appartient ? ».

(3) Il ne s'agit dans cet article que de réexaminer la politique du P.C.F. Un aperçu général des événements du 13 mai et de leurs causes, comme une analyse du rôle de la social-démocratie, se trouvent dans la brochure de Robert Lanzado : « Comment de Gaulle a pris le pouvoir » (en vente à la S.P.E.L. : franco 200 francs).

politique des partis ouvriers que l'on peut comprendre l'issue des événements du 13 mai. La trahison ouverte et déclarée de la majorité de la direction social-démocrate, le passage avec armes et bagages de Guy Mollet dans le camp du général a été l'une des causes essentielles de la défaite. L'écrasante responsabilité de ceux qui, d'une manière ou d'une autre, se sont associés à cette infamie ne saurait être trop soulignée. Mais si l'on admet que les raisons du succès réactionnaire doivent d'abord être cherchées au sein du mouvement ouvrier lui-même, il est bien évident que l'on ne saurait donner à l'un des partis de la classe ouvrière le privilège d'échapper à la critique (3). Les dirigeants du Parti Communiste Français ne se privent pas de dénoncer la trahison socialiste ; il est bien normal que leur politique soit aussi examinée et leurs actes comparés à leurs paroles. Il ne faut pas oublier que certains des secteurs les plus décisifs de la classe ouvrière étaient sous influence communiste. Qu'ont fait les dirigeants communistes pour prévenir la trahison mollettiste, pour mener la classe ouvrière au combat ? Laissons parler les faits.

**VIVE LA RÉPUBLIQUE !**

On se souvient du contexte politique dans lequel éclata l'émeute d'Alger. Après le bombardement de Sakhiet, le gouvernement Gaillard avait dû se laisser entraîner dans l'engrenage des « bons offices ». A terme, c'était l'internationalisation du conflit algérien et

(1) Voir à ce sujet l'article de Jean Perrin sur « La crise de la social-démocratie française » et celui de F. Forgue sur le P.C.F. dans le numéro du 15 novembre de « La Vérité ».

la négociation sous caution américaine. A partir de là se développa l'offensive des colons d'Algérie qui, par le truchement des modérés, renversa Gaillard. La crise traîna en longueur et, finalement, Pflimlin constitua le gouvernement le plus réactionnaire de la législature : les socialistes n'y participaient pas, de Chevigné, l'organisateur de la sanglante répression à Madagascar, y était ministre de la défense nationale. Pourtant les « ultras » dénoncèrent ce gouvernement comme celui de l'abandon et organisèrent pour le 13 mai, jour où devait se tenir le débat d'investiture, une manifestation et une grève générale. On connaît la suite, et comment la manifestation se transforma en insurrection... (4).

Quelle était l'attitude du P.C.F. à l'égard de cette nouvelle formation gouvernementale ? Il la condamnait, car elle se refusait à envisager une politique de négociations en Algérie, elle cherchait à composer avec les « ultras ». Dans « L'Humanité » du 13 mai, René Andrieu écrivait : « M. Pflimlin a dissipé lui-même l'équivoque qui entourait sa tentative. Il y a quelques semaines encore, il affirmait qu'on ne réglerait rien par la force en Algérie. Nous voilà maintenant fixés. Il poursuivra la guerre en essayant de faire mieux que ses prédécesseurs. »

Le 14 mai au matin, on apprenait que le groupe communiste s'était abstenu, donnant ainsi, comme le disait un communiqué du groupe parlementaire communiste, « la possibilité au gouvernement de se constituer », puisque « le président désigné déclare qu'il ne cédera pas devant le coup de force factieux ». En d'autres termes le P.C.F. faisait confiance à Pflimlin pour défendre la démocratie. Ainsi, l'émeute fasciste a mué le vil plomb en or précieux, faisant de celui qui voulait capituler devant les « ultras », un vaillant défenseur de la République. Quant aux masses, et bien que Benoît Frachon déclare que « la classe ouvrière réagira avec vigueur comme le 12 février 1934 », elles doivent se contenter d'un appel ronflant qui ne comporte aucun mot d'ordre d'action concrète, mais « réclame un gouvernement d'union démocratique et de défense des institutions républicaines ».

Ainsi s'amorce la politique du P.C.F. pendant cette quinzaine décisive. Elle se s'ouvrira tout entière sur le terrain de la démocratie parlementaire, du soutien à une fraction de la bourgeoisie. Elle se refusera à envisager toute mobilisation réelle des masses, et elle l'entravera en fermant toute perspective aux masses travailleuses. En se contentant de crier « Vive la République ! », en se refusant à distinguer la nécessaire défense des libertés démocratiques du soutien de la politique d'un Pflimlin qui, dès le premier jour, cherche à composer avec Alger, le P.C.F. désorienté les masses, prêt à lutter pour défendre leurs droits et leurs conquêtes, pour imposer la paix

(4) Voir la brochure de Robert Langlade.

en Algérie, mais nullement disposées à être l'infanterie de politiciens bourgeois.

#### THOREZ DERRIÈRE MOLLET, MOLLET DERRIÈRE PFLIMLIN, PFLIMLIN DERRIÈRE DE GAULLE...

Plus précisément, la politique du P.C.F. est une politique de démission. Il s'en remet à Mollet, il lui délègue ses pouvoirs pour ce qui est du mouvement ouvrier. Le P.C.F. « colle » à la S.F.I.O., cherchant, par le biais de l'unité d'action antifasciste, à réintégrer la majorité républicaine. En dépit des rebuffades, il répète ses offres de service. Plutôt que de préparer la grève générale, il se contente d'inviter les travailleurs à « organiser dans l'unité, dans chaque entreprise, une riposte de masse à toute manifestation fasciste » :

« — ne laissez pas la rue aux factieux.

— multipliez, auprès du Président de la République, les protestations par milliers et milliers pour la sauvegarde de la République ;

— multipliez les délégations, les arêts de travail, les manifestations ;

— organisez-vous dès maintenant pour briser toute tentative de coup d'état. »

Quant à la politique de Pflimlin (que, pour l'heure, Mollet soutient ardemment), c'est d'attendre et d'espérer qu'on aboutira à un accord avec Alger. Il s'agit d'abord de maintenir l'ordre, de sauver la stabilité du régime. Avant tout, il faut préserver l'unité de l'armée, et c'est pourquoi le gouvernement feint de croire à la fiction d'un « Salan fidèle au gouvernement de la République ». Il faut aussi éviter la « guerre civile », c'est-à-dire l'entrée en scène de la classe ouvrière, encore menaçante. Et c'est pourquoi le général de Gaulle qui, dès le 15 mai, a posé sa candidature au pouvoir, paraît encore dangereux.

C'est cette politique attentiste du gouvernement Pflimlin que le P.C.F. a, en dépit de quelques timides réserves verbales ou écrites, soutenue de toutes ses forces. Le 15 mai, le Parti Communiste vota la loi instituant l'état d'urgence, loi qui interdisait toute manifestation et toute réunion publique, qui donnait tous les droits à la police. Etienne Faion s'en expliquait ainsi dans « L'Humanité » du 17 mai : « Par 461 voix contre 114, les députés approuvaient l'état d'urgence contre les menées factieuses. Tout en formulant les réserves qui s'imposaient, le groupe communiste, guidé par la préoccupation essentielle de faire échec à l'entreprise de dictature et par la nécessité d'un vote massif à cet effet, apportait ses suffrages au projet. En déclenchant l'assaut contre la République il y a quatre jours, de Gaulle et ses complices croyaient vaincre sans coup férir. Leur coup a manqué. C'est la démocratie qui a remporté une première et grande victoire. » Ainsi, le succès parlementaire de Pflimlin est « une grande victoire ». A l'action directe des fascistes, de l'armée et de leurs complices

répondent les bulletins de vote en faveur d'un homme qui est prêt à capituler ! De plus, un parti qui se dit communiste, dont le programme appelle au renversement du capitalisme, donne à un gouvernement bourgeois tous les moyens légaux d'écraser le mouvement ouvrier. Il lui vote des pouvoirs qui suppriment très exactement ce pourquoi on appelle les ouvriers à lutter. Le droit de manifestation, le droit de réunion sont suspendus. On enlève aux travailleurs les moyens par lesquels ils pouvaient se rassembler pour agir !

Mieux encore, le 20 mai le groupe communiste vote les pouvoirs spéciaux pour l'Algérie à Pflimlin, qui s'empresse de les transmettre à Salan qui, de son côté, appelle de Gaulle et promet à ses hommes « qu'ils remonteront tous ensemble les Champs-Élysées ». Ce même jour, à l'unanimité des 557 votants (communistes compris), l'Assemblée se fait un devoir « d'exprimer à nos soldats et à leurs chefs la profonde reconnaissance de la nation pour les services rendus à l'unité de la patrie et au drapeau de la République, qui, dans la légalité, sortirent vainqueurs de l'épreuve actuelle » !

S'efforçant de justifier ce vote incuit, Courtade écrivait dans « L'Humanité » du 21 mai : « Pour juger un acte, il est bon parfois de se demander ce qui serait arrivé s'il n'avait pas été accompli. Si Pflimlin n'avait pas été investi le soir du coup de force d'Alger, de Gaulle allait s'asseoir dans un fauteuil vide. » Voilà qui, avec six mois de recul, est d'un comique amer. Car enfin qui a offert le fauteuil présidentiel à de Gaulle, si ce n'est Pflimlin ?

#### LA « VIGILANCE », OU L'ART DE L'ANESTHÉSIE

Pareil alignement sur la bourgeoisie, pareille fuite dans le parlementarisme ne pouvaient que semer le désarroi parmi les travailleurs, entraver leur rassemblement, leur enlever toute raison de se battre. Se battre contre qui et pour quoi ? Contre Salan que Pflimlin, soutenu par Mollet et Thorez, honorait de sa confiance ? Pour des libertés que la loi instituant l'état d'urgence supprimait ? Déjà, l'état d'esprit n'était plus celui qui régnait le 14 mai, déjà, organiser la riposte devenait plus difficile. Mais bien loin de songer à organiser quoi que ce soit, le P.C.F., tout comme le P.S., cherchait seulement à « occuper ses militants », à briser tout essai de combat de la part de la classe ouvrière. En complément à sa politique au Parlement, il pratiquait dans le pays une politique systématique de démobilitation des masses ouvrières. Du 13 au 28 mai, ce fut l'ère de la violence. Proclamations, réunions inutiles de comités bureaucratiquement composés, toute une vaine agitation remplaçait l'action. On invitait les militants à veiller dans les permanence et, à partir des événements de Corse, on les affola en leur annonçant fallacieusement, à toute heure du jour et de la nuit, l'arrivée imminente, soit

de « paras », soit de corps blindés. Attendre et menacer sans cesse d'intervenir, crier tout haut que l'action allait s'engager pour finalement n'en proposer aucune, telle était la politique du P.C.F., identique en cela à celle de l'ensemble des organisations politiques et syndicales.

Il est vrai que le P.C.F. sut procéder plus subtilement pour, à la fois, défendre son prestige auprès de ses militants et prouver qu'il n'y avait pas grand-chose à faire. Le 19 mai, à l'occasion de la conférence de presse du général de Gaulle, l'Union des Syndicats de la Seine C.G.T. organise un débrayage généralisé qui connaît un échec. Les militants ressentent leur isolement tout en satisfaisant leur besoin d'action. Mais la préparation comme la conception de cette « grève générale » juge la politique du P.C.F. et explique son échec. Aucune manifestation n'est prévue (loi sur l'état d'urgence, bien sûr !) : les travailleurs sont seulement appelés à se rassembler sur le lieu de leur travail, pour voter des résolutions sans doute... Quelle efficacité pourrait avoir ce débrayage qui ne doit commencer qu'au moment où le général, bien protégé par les C.R.S. de Pflimlin et de Jules Moch, prendra la parole ? Quelle perspective ouvre-t-il ? Aucune. Un appel à la manifestation de rue aurait eu un autre écho et aurait été un pas certain dans la préparation d'une véritable grève générale. De plus, la grève a été bureaucratiquement organisée : pas de discussions, pas de réunions préparatoires... Si les ouvriers les plus conscients débrayaient aux côtés de leurs camarades membres du P.C.F. pour ne pas affaiblir encore plus la riposte ouvrière, la majorité de la classe ouvrière reste indifférente. Mais c'est une politique fautive qui est en cause, et non la capacité de la classe ouvrière à se mobiliser. Le 27 mai, d'ailleurs, le P.C.F. répétait, avec le même insuccès, l'expérience d'une « fausse grève générale ».

#### LA MANIFESTATION DU 28 MAI ET LA GRÈVE GÉNÉRALE DES ENSEIGNANTS

La manifestation du 28 mai et ses suites ont été le test le plus complet de la politique du P.C.F., de son refus de mobiliser les masses. Le formidable défilé de plus de trois cent mille travailleurs parisiens prouvait que rien n'était encore perdu. Certes, il était tard, certes, l'effrayante gymnastique des organisations syndicales et politiques avait déjà affaibli la combativité des travailleurs. Mais il avait suffi d'un timide appel à la manifestation pour que la mobilisation commence à se faire. Les organisateurs auraient voulu une manifestation silencieuse, ou qu'à la rigueur on crie : « Vive la République ! » — « Paix en Algérie », « Le fascisme ne passera pas » clamèrent les manifestants.

La manifestation du 28 mai pouvait constituer le point de départ d'une véritable action. Enthousiastes, les travailleurs qui y avaient participé étaient

prêts à aller plus loin, prêts à se taire le lendemain, dans leurs entreprises, les défenseurs d'une action générale. La bourgeoisie s'était rendue compte que le prolétariat pouvait intervenir dans la crise et, affalée, elle cherchait, avec la complicité déclarée de Mollet, à hâter la venue au pouvoir de de Gaulle. Ce n'est que par la lutte, en utilisant le succès de la manifestation comme un tremplin vers la grève générale, que l'on pouvait déjouer le complot.

Quelles consignes donne « L'Humanité » du 29 mai ? Aucune, si ce n'est que le Bureau Politique du P.C.F. « appelle la classe ouvrière, tous les républicains à faire preuve d'une vigilance accrue et à renforcer leur union et leur action ». Par ailleurs « L'Humanité » se félicite du succès de la manifestation qu'elle dépeint d'ailleurs avec son style particulier, tentant de la réduire à un de ces 1<sup>er</sup> mai de carnaval dont la C.G.T. avait le secret, et dénonce la démission de Pflimlin, « défi à la volonté populaire ». « L'Humanité » annonce aussi, sans commentaires, la décision de la Fédération de l'Éducation Nationale, appelant à la grève générale pour le lendemain 30 mai tous les enseignants.

La dernière occasion de relancer le combat, le P.C.F. la laisse délibérément passer. La Fédération de l'Éducation Nationale, représentant l'écrasante majorité du corps enseignant, bénéficiant d'un prestige considérable du fait de son unité, organise la première grève générale totale d'une corporation, à l'échelle nationale. N'était-ce pas l'occasion unique pour la C.G.T. de sortir de son isolement ? La F.E.N. organise à Paris, le 30 mai, un grand meeting auquel ses dirigeants invitent tous les travailleurs. Ni la C.G.T., ni le P.C.F. ne reprendront cet appel. La direction stalinienne préfère la défaite à une action dont elle n'aurait pas le strict contrôle. Le 30 mai, sa crainte des masses est encore plus grande que celle qu'elle a de de Gaulle. « L'Humanité » se contente de lancer ce mot d'ordre qui n'en est pas un : « Multipliez les arrêts de travail »...

On connaît la suite : les jeux maintenant étaient faits. Le 1<sup>er</sup> juin, quelques milliers de travailleurs communistes, isolés, formés en petits groupes se faisaient sauvagement matraquer... Ainsi, le P.C.F., avec le sang de ses militants, cherchait à se dédouaner, tandis qu'au Parlement ses députés qui, souvent, dans le passé, claquaient leurs pupitres et firent du scandale pour des motifs futiles, écoutaient dans le silence la déclaration d'investiture de de Gaulle...

D'ailleurs, le P.C.F. est tellement conscient du caractère indéfendable de son attitude au moment de la grève des enseignants qu'il a choisi la solution la plus simple. Pour lui, IL N'Y A PAS EU DE GRÈVE DES ENSEIGNANTS. Ainsi, la revue théorique du P.C.F., « Les Cahiers du Communisme », publiait dans son numéro du mois de juin une chronologie commentée des faits. Pour le vendredi 30 mai, les faits rappelés sont les suivants : « Coty offre le pouvoir à de Gaulle, après avoir menacé l'Assem-

blée de démission en cas de non-investiture. Publication des lettres Vincent Auriol-de Gaulle. A Alger, le comité Massu déclare : « De Gaulle au pouvoir ou nous intervenons. » Puis suivent deux déclarations du Comité Central et du groupe parlementaire communistes. C'est tout pour le 30 mai !

#### LES « JUSTIFICATIONS » DE LA POLITIQUE DU P.C.F.

Les causes de la politique à première vue aberrante du Parti Communiste Français sont en définitive claires. Le P.C.F., pas plus que la social-démocratie, n'est un parti qui exprime les intérêts et les besoins de la classe ouvrière. L'appareil bureaucratique du P.C.F. défend les intérêts contre-révolutionnaires de la bureaucratie russe, et, pour lui, les masses ne sont que la monnaie d'échange des compromis qui s'instituent entre l'état russe et les impérialismes. Le P.C.F., comme toutes les autres formations politiques françaises, n'a craint qu'une chose en mai : l'intervention sur son propre terrain du prolétariat, la lutte de classes éclatant sous sa forme la plus aiguë. Il a préféré le suicide honteux à un combat dont l'issue lui échappait et qui faisait des masses — et non plus des appareils — l'arbitre de la situation.

Il va de soi qu'aujourd'hui, pour justifier sa politique, il dépense beaucoup d'encre.

On pourrait se contenter de hausser les épaules devant ces justifications « théoriques », d'affirmer que les faits parlent d'eux-mêmes. Il nous paraît nécessaire au contraire de prendre ses arguments au sérieux. Non que nous pensions que le P.C.F. croit à ce qu'il raconte et que ce sont des erreurs théoriques qui expliquent son attitude. Mais les justifications qu'il donne de sa politique font partie de cette politique. Les idées que le P.C.F. met en avant imprègnent plus ou moins consciemment la pensée de milliers de militants ouvriers anti-staliniens. L'influence que le P.C.F. a sur les masses, son contrôle passe aussi par une immense mystification idéologique soigneusement entretenue. Une idée fautive est aussi une force matérielle lorsqu'elle s'empare des masses.

Combattre l'argumentation du P.C.F., c'est donc aussi lutter contre sa politique.

Pour le rappel des événements de mai, nous n'avons voulu donner que des citations précises. Pour ce qui est de l'argumentation générale du P.C.F., elle a été assez répandue et par tant de canaux et sous tant de formes que l'on nous permettra de la résumer à notre manière :

« En mai, ce n'était pas la question du socialisme qui se posait, mais celle de la défense de la démocratie, démocratie nécessaire au mouvement ouvrier pour son développement. Cette lutte se situait donc objectivement dans le cadre du régime bourgeois. Toute une aile de la bourgeoisie et les classes moyennes pouvaient s'unir à la classe ouvrière

pour la défense de la démocratie. Pour la victoire il fallait rendre solide cette unité, et donc éviter tout ce qui pouvait la briser. Il ne fallait pas que la classe ouvrière s'isole. En ce sens, le P.C.F. a eu raison d'éviter toute action aventuriste et de refuser de mettre en avant une perspective socialiste. Dans le même sens vont les votes pour Pflimlin : il s'agissait d'une part de confirmer aux alliés bourgeois dans quelles limites se tenait le combat, et, d'autre part, il fallait défendre les institutions républicaines contre les menaces fascistes en en assurant d'abord le fonctionnement (pas de vacance du pouvoir). On pouvait escompter briser pacifiquement l'offensive réactionnaire : appuyé par la pression populaire, un gouvernement prenant au sérieux la défense de la République était capable de mettre un terme au complot... Hélas ! l'anticommunisme de certains hommes politiques bourgeois l'emporta sur leur volonté démocratique et les socialistes trahirent... »

### COMMENT DÉFENDRE LES LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES

Passons sur le dernier argument, pourtant souvent employé, mais qui n'est guère sérieux : c'est la faute des « autres ». Si un parti qui s'affirme communiste s'avère incapable de défendre avec succès la classe ouvrière en dépit de la trahison depuis longtemps établie des « autres », toute lutte devient impossible. Plus important est celui qui part du fait qu'il s'agissait en mai de défendre la démocratie.

Il est vrai que la tâche qui se posait d'abord au mouvement ouvrier était la défense des libertés démocratiques nécessaires à son organisation et à son expression, libertés que le coup de force, très évidemment, remettait en question. C'est de là qu'il fallait partir. Personne de responsable, dans les rangs révolutionnaires, ne pouvait mettre cela en doute. Ainsi, dans le numéro du 22 mai de « La Vérité », on pouvait lire : « Seuls des inconscients ou des imbéciles peuvent mettre sur le même plan Pflimlin et de Gaulle. Certes, le régime parlementaire et la dictature militaire ont ceci de commun qu'ils sont deux régimes bourgeois — deux régimes de la défense de la propriété privée des moyens de production. Mais la dictature militaire ne peut s'instaurer qu'en détruisant ou en asservissant le mouvement ouvrier organisé... La dictature militaire ne peut s'instaurer qu'en abolissant les libertés ouvrières. Le droit de grève, le droit syndical, la liberté de réunion, la liberté de la presse surtout ont, certes, subi sous la IV<sup>e</sup> République de graves atteintes. La dictature militaire les abolirait complètement. Les travailleurs savent combien chèrement ces libertés ont été conquises. Ils sont prêts à combattre pour leur défense. » Dans le même numéro, la loi sur l'état d'urgence était violemment dénoncée : « Le gouvernement Pflimlin, soutenu par les votes du P.S. et du P.C., interdit les meetings

ouvriers et les manifestations ouvrières ; fait adopter la loi sur l'état d'urgence, qui accroît en fait le pouvoir de ces mêmes généraux et de ces mêmes policiers qui marchent la main dans la main avec les ultras d'Alger et avec de Gaulle. »

Sur le plan de l'action, cette politique se traduisait ainsi : les trotskystes ne posaient aucune condition à la lutte antifasciste. Ils participaient aux Comités formés pour défendre les libertés démocratiques, mais ils conservaient toute leur liberté d'action, et organisaient en commun avec d'autres militants d'avant-garde, anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, etc., un « Comité d'Action Révolutionnaire » qui entendait défendre l'indépendance politique de la classe ouvrière et promouvoir ses propres méthodes de lutte, appeler à la grève générale, seule capable de faire reculer les hommes du 13 mai.

Cette politique était-elle contradictoire ou utopique ? N'est-elle pas, au contraire, logique ? N'est-ce pas la meilleure démonstration du sophisme que les staliens glissent dans leur conception de la démocratie ? La classe ouvrière doit défendre les libertés démocratiques, car elle doit défendre les moyens de sa lutte. Mais elle ne peut le faire efficacement que par ses propres méthodes, c'est-à-dire en n'oubliant pas un seul instant la lutte de classes. La lutte pour la défense des libertés démocratiques ne peut signifier un seul moment que l'on fasse confiance aux hommes politiques et aux institutions de la bourgeoisie pour les défendre. Elle ne peut signifier un appui des organisations ouvrières à ce qui est le contraire de la démocratie, à l'appareil de coercition de la bourgeoisie, à son état, à sa police, à son armée. Et c'est de cela qu'il s'agissait lorsque le P.C.F. votait pour Pflimlin : la démocratie, ce ne sont pas des « institutions » derrière lesquelles la bourgeoisie abrite son pouvoir, c'est un ensemble de droits et de conquêtes gagnés de haute lutte et que l'on ne peut défendre que par la lutte. Dans un article de 1932, Léon Trotsky posait ainsi la question de la démocratie bourgeoise : « Pendant de nombreuses décades, à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, se servant d'elle et luttant contre elle, les ouvriers édifièrent leurs fortifications, leurs bases, leurs foyers de DÉMOCRATIE PROLÉTAIRIENNE : syndicats, partis, clubs d'éducation, organisations sportives, coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non pas dans les cadres formels de la démocratie bourgeoise, mais seulement par la voie révolutionnaire. Cela est démontré en même temps par la théorie et l'expérience. Mais c'est précisément pour la voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin des bases d'appui de la démocratie ouvrière à l'intérieur de l'état bourgeois... »

Oui, le prolétariat a tout intérêt à obtenir le maximum de démocratie, mais, pour défendre ou étendre les conquêtes démocratiques, il ne lui faut justement pas se subordonner à l'état bourgeois

pour qui ces libertés sont en définitive une gêne. Encore une fois dans l'histoire du mouvement ouvrier, les événements de mai ont condamné la collaboration de classes.

### ET LES ALLIÉS DU PROLÉTARIAT ?

« Et les alliés du prolétariat, les couches moyennes, la petite bourgeoisie urbaine, la paysannerie ? » ne manquera-t-on pas de s'écrier. « Les effrayer par une attitude révolutionnaire eût été courir au suicide, la classe ouvrière se serait isolée. » Rien, certes, dans la politique du P.C.F. n'a effrayé qui que ce soit — ni les « couches moyennes », ni les tenants du pouvoir fort. Le suicide, pour n'avoir pas été spectaculaire, a pourtant eu lieu, et, quant à l'isolement du prolétariat, les résultats électoraux sont tristement démonstratifs...

Personne ne nie l'importance de ce problème. Schématiquement, la société contemporaine est divisée en trois classes, la bourgeoisie et le prolétariat — qui sont les classes fondamentales — et l'ensemble des classes moyennes. Ce sont les rapports entre ces classes qui, en définitive, déterminent la situation politique. Il est évident qu'il est essentiel pour le mouvement ouvrier d'entraîner les masses petites-bourgeoises, urbaines et paysannes, aux côtés du prolétariat. Mais peut-on y parvenir en escamotant tout ce qui touche au socialisme, en apparaissant comme de bons « libéraux » ? Les couches moyennes sont, par définition, hétérogènes ; par leurs sommets, elles s'intègrent aux couches exploitées, par leur base elles se rapprochent du prolétariat. La petite-bourgeoisie n'est pas indépendante économiquement, et elle ne saurait l'être politiquement. Il peut y avoir un parti qui rassemble les masses de la petite-bourgeoisie, il ne peut y avoir de parti de la petite-bourgeoisie, exprimant ses intérêts spécifiques. En ce sens, les radicaux ne sont nullement des « représentants » de la petite-bourgeoisie. Le parti radical avait dans la IV<sup>e</sup> comme dans la III<sup>e</sup> République une fonction bien précise. Il était le parti par lequel la grande bourgeoisie conservait son contrôle sur la petite-bourgeoisie dans le cadre d'un système de démocratie parlementaire. L'union avec les radicaux (même avec les « bons radicaux » et avec les « radicaux de gauche ») ne faisait donc que renforcer la dépendance politique des couches moyennes à l'égard du grand capital.

Les couches petites-bourgeoises subissent toutes les conséquences de la crise du capitalisme. Elles veulent échapper à la misère, à la ruine, à l'instabilité. Leurs traditions, le poids de l'idéologie bourgeoise soigneusement entretenue dans leurs rangs les poussent à rechercher désespérément une solution dans le cadre du régime capitaliste. Mais si elles voient qu'une autre issue leur est offerte, si le mouvement ouvrier leur ouvre une autre perspective, le problème sera différent. Les couches petites-bourgeoises sont appelées à suivre l'une quelconque

des classes décisives. Elles penchent finalement vers ceux qui se révèlent les plus forts. Ce n'est pas le socialisme qui provoque la panique des couches moyennes, c'est l'absence de solution socialiste qui les pousse dans les bras de la réaction.

Les votes pour Pflimlin, l'absence de manifestations, tout cela ne rassurait nullement les couches moyennes. Cela leur démontrait simplement que les seuls qui ne plaisaient pas se trouvaient à Alger, que de là viendrait le changement et ensuite la tranquillité. Logiques avec eux-mêmes, des centaines de milliers d'entre eux, qui, en janvier 1956, avaient voté pour la paix en Algérie, ont voté U.N.R. en novembre 1958.

### LE SOCIALISME, C'EST POUR PLUS TARD...

Le fond de bien des raisonnements « progressistes » sur la nécessité pour le mouvement ouvrier de ne pas parler de révolution prolétarienne, c'est qu'après tout le socialisme est encore bien loin. On veut bien en saluer la nécessité ultime, rappeler qu'on lutte pour l'abolition du capitalisme, à condition d'ajouter immédiatement que ce n'est « pas la question ». Ainsi, un certain Maurice Mouillaud, dans un ouvrage intitulé « La Mystification » et qui est une défense de la politique du P.C., écrit : « Personne ne peut dire que le passage au socialisme est le problème immédiat (souligné par l'auteur) de la nation » (5). Mouillaud a beau insister sur le mot « immédiat », il ne trompe personne. Certes, on ne se réveillera pas demain, miraculeusement, dans un régime socialiste. Mais en 1958, quarante ans après la révolution d'Octobre, alors que le vieux monde s'écroule en Asie sous la poussée des masses, quel est le problème, central et immédiat, d'une nation industriellement avancée ? Le renversement du capitalisme... ou bien quoi ?

Certes, si l'on considère que la seule chance du socialisme pour ce pays c'est son occupation par l'armée russe, nous en sommes encore fort loin, heureusement. Mais, pour nous, le socialisme ne peut être édifié que sur l'activité consciente des masses, le capitalisme renversé que par l'action révolutionnaire du prolétariat. Il est clair qu'en France, depuis 1944, la seule question qui s'est posée, à chaque étape, a été celle du pouvoir, c'est-à-dire celle, pour parler comme M. Mouillaud, du « passage au socialisme ». A chaque étape, le prolétariat a finalement été vaincu, parce que les directions officielles ont fait barrage à ses aspirations et sont parvenues jusqu'à maintenant à le contenir dans le cadre du régime capitaliste.

En mai, il en a encore été de même. Il s'agissait de défendre les droits démocratiques menacés, les conquêtes ouvrières remises en question. Mais qui les

seulement ?  
« ultras » ? N'a-t-il pas été très vite clair que l'ensemble des bourgeois, y compris le très libéral "Monde" de Beuve-Méry, étaient prêts à sacrifier une partie de leurs libertés, et plus encore celles des travailleurs, à s'en remettre à l'homme providentiel, à condition que la réaction ouvrière ne risque pas de tout renverser ? Le plat parlementarisme des directions ouvrières, la démoralisation organisée par elles leur ont démontré qu'ils pouvaient soutenir l'état fort.

Et qui pouvait s'opposer à ces menaces, à cette offensive réactionnaire, sinon les masses ? N'est-il pas incroyable de lire dans la très crypto-stalinienne revue « Cahiers internationaux » de juin, les lignes suivantes : « Si le gouvernement avait voulu franchement prendre le parti de faire dès le début appel au peuple, la réponse aurait été massive » ? Ainsi, c'était à Pflimlin, à Mutter et à de Chevigné d'appeler les masses à lutter contre le fascisme ! Pas aux syndicats, pas aux organisations ouvrières ! Et ce sont des « marxistes » qui osent écrire cela...

Certes, si syndicats et partis avaient appelé les travailleurs à la lutte, organisé la grève générale, il est certain que les ouvriers maîtres de la rue ne se seraient pas contentés de crier « Vive la République ! » et que le régime capitaliste aurait très certainement été menacé. On se serait vite aperçu que le « passage au socialisme » était bien un problème immédiat. Et alors ? N'était-ce pas la meilleure manière de défendre les libertés démocratiques, de les assurer définitivement ?

Dans son rapport à la Conférence Nationale du Parti Communiste Français, le 17 juillet 1958, Thorez répétait encore : « Notre parti a déclaré ouvertement que le choix qui se présente actuellement est entre la dictature personnelle et la démocratie. »

Fausse alternative. Le choix était entre la capitulation devant le pouvoir personnel et la lutte pour la défense des libertés démocratiques. Lutte qui avait un contenu de classe, lutte qui ne pouvait se mener effectivement que par la mobilisation des masses, mobilisation qui supposait un programme révolutionnaire et des méthodes révolutionnaires. Lutte qui exigeait donc que l'on ouvre la perspective socialiste.

### UN CRITÈRE DÉCISIF : LA MOBILISATION DES MASSES

On peut maintenant revenir aux faits : le P.C.F. a appliqué sa politique parlementariste, il s'est refusé à toute action réelle de la classe ouvrière. Les résultats sont là.

Le critère décisif de la justesse d'une politique, c'est sa capacité à mobiliser les masses. Répétons-le encore, nous refusons toutes les explications qui se basent sur une prétendue « apathie des masses ». Les ouvriers français, en mai, étaient prêts à se battre. Mais ils n'avaient pas l'in-

tention d'entrer en lutte pour la défense de la République des scandales, de la guerre d'Indochine et de la guerre d'Algérie, du gouvernement des exploitateurs. Ils étaient prêts à défendre leurs libertés, leurs organisations, mais ils ne voyaient pas comment le faire par l'envoi de télégrammes à Coty. La riposte de la classe ouvrière a été consciemment brisée. Brisée par ceux qui se sont refusés à voir remettre en question le régime capitaliste.

La question décisive, pour bien des éléments de la bourgeoisie, a été celle de l'armée. Maintenir l'armée unie derrière ses chefs, c'était maintenir la base même de la domination étatique bourgeoise. Remettre en question l'autorité de l'état-major, traiter les jeunes hommes du contingent, qu'ils fussent en France ou en Algérie, comme des citoyens, c'était effectivement remettre en question le régime. Que fit le P.C.F. ? Il se contenta de demander aux soldats de rester fidèles à « l'autorité de la République » en envoyant « des messages au président Coty ». Rappelons que « l'autorité de la République », au même moment, assurait Salan de sa confiance. Pas un instant, le P.C.F. ne posa la question des droits politiques des jeunes soldats, pas un instant il ne remit en question le droit de l'état-major de disposer d'eux à son gré. En d'autres termes, il se rangea lui aussi du côté de l'ordre bourgeois.

Les tenants des voies parlementaires pour accéder au socialisme ont dirigé la classe ouvrière en mai. Ils l'ont conduite à la défaite sans combat. Il est aujourd'hui plus clair que jamais que ces prétendues voies d'accès au socialisme ne sont que des voies de sauvegarde du régime capitaliste. Les grands appareils « efficaces » et « réalistes » sont responsables de la dramatique situation actuelle du mouvement ouvrier.

Certes, on pourra dire que les minorités révolutionnaires n'ont pas non plus été « efficaces ». Leur « inefficacité » s'est manifestée en ceci qu'elles n'ont pu à temps aider la classe ouvrière à se libérer du carcan bureaucratique, à briser la collaboration de classes. En d'autres mots, l'expérience et l'action ouvrière, sur quoi se fonde l'activité des révolutionnaires, n'a pas été suffisante pour qu'apparaisse un nouveau pôle d'organisation.

Cela veut simplement dire que la construction d'une organisation révolutionnaire reste la question centrale, aujourd'hui comme hier. Aujourd'hui, cette construction passe d'abord par le soutien, sur la base de méthodes justes, d'une politique correcte, de la résistance du mouvement ouvrier à l'état fort, de quelque manière qu'elle se manifeste. C'est par ces luttes défensives que se préparent les assauts de demain et c'est dès maintenant à travers elles qu'il faut ouvrir une perspective révolutionnaire — celle du renversement du régime — et éduquer sur cette base une nouvelle génération de militants communistes authentiques.

F. FORGUE.

(5) M. Mouillaud : « La mystification du 13 mai au 28 septembre » (Éditions Sociales).

## Pour une tribune libre de la jeunesse

Dans son dernier numéro, « La Vérité » ouvrait ses colonnes aux jeunes, inorganisés, militants des organisations de loisirs, syndicales ou politiques, pour leur permettre d'ouvrir le débat nécessaire à la réalisation de l'unité d'action des jeunes face aux tentatives d'encadrement réactionnaire qui les menacent.

Nous publions en même temps une première

réponse d'un militant des Jeunesses Socialistes Autonomes.

C'est aujourd'hui à un responsable de l'Union des Jeunesses Communistes de France que nous donnerons la parole.

Rappelons que les textes publiés dans le cadre de cette tribune libre n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

## Réponse d'un jeune communiste

Chers camarades de « La Vérité »,

Nous tenons, tout de suite, mes camarades et moi, à vous féliciter de la nouvelle forme que prend votre journal. Fidèles lecteurs de « La Vérité » depuis bientôt trois années, il nous est facile d'affirmer que, sans défaillance, votre hebdomadaire a toujours su se placer à la pointe du combat pour le socialisme. Il a été un outil indispensable à l'avant-garde révolutionnaire française, particulièrement à nous, jeunes communistes de ce département.

Membres de l'U.J.C.F. depuis 1955, trois années d'expérience de lutte au sein de cette organisation nous ont apporté d'amères désillusions. L'U.J.R.F., transformée au dernier congrès du P.C.F. en U.J.C.F., est devenue plus que jamais l'instrument de désorganisation des luttes révolutionnaires auxquelles aspire la grande masse des jeunes prolétaires et étudiants.

Il est faux d'affirmer que la jeunesse se détourne de sa classe, que la jeunesse est inapte à mener un combat quelconque sur le terrain des revendications.

Chaque mouvement d'opposition réelle au régime, à sa politique, à ses guerres, et à la misère qu'elles engendrent a été brisé par les appareils des mouvements politiques J.S. et J.C. Les jeunes ont lancé leur propre mot d'ordre en refusant de partir en Algérie. Ce refus des rappelés aurait fait tache d'huile sans

l'opposition stalinienne et mollettiste, sous le fallacieux prétexte d'éviter les « provocations » ou les « troubles ». Qu'attendre aujourd'hui d'un P.C.F. qui, loin d'organiser les luttes revendicatives, les a canalisées pour ne pas gêner son action sur le plan parlementaire bourgeois ? Qu'attendre de ce parti qui a courbé l'échine devant Moscou, quand, en 1956, la révolution hongroise lui offrait le moyen de rompre avec son passé et de revenir au combat sur le strict terrain de la lutte de classes ? La preuve est faite, à la lueur des événements de mai, à la lumière des élections législatives, que le P.C.F. n'est qu'un simple pion dans le jeu de la diplomatie soviétique. Et la preuve aurait été faite, si elle était à faire, que la S.F.I.O., passée avec armes et bagages dans le camp réactionnaire, n'a jamais — depuis la Libération — répondu aux aspirations profondes de la jeunesse et, en général, des masses laborieuses.

Des jeunes communistes, des jeunes socialistes, une minorité d'avant-garde révolutionnaire prend aujourd'hui conscience de l'immense défaite de la classe ouvrière. Minée depuis treize ans par les partis ouvriers aux mains d'états-majors vendus, elle a été incapable de résister avec cohésion à l'offensive réactionnaire.

Le réveil aujourd'hui est brutal. Mais les circonstances actuelles sont extrêmement favorables à un regroupement de

cette jeunesse d'avant-garde dont je parle plus haut. Il appartient à tous les jeunes, organisés actuellement au sein des J.S. et des J.C. et qui en ont assez de leur marxisme d'opérette et de leur démagogie effrénée, de leurs mensonges, de leurs contradictions, qui éclatent aujourd'hui au grand jour, il appartient à tous ces jeunes de se retrouver en un mouvement neuf, débarrassé de ses diviseurs et des appareils bureaucratiques stalinien, en un « Front Unique de la Jeunesse » qui, seul, est susceptible d'opposer un barrage puissant et cohérent aux tentatives gaullistes.

Nous salvons ici la création des Jeunesses Socialistes Autonomes.

Nous espérons avec force qu'elles sauront constituer un terrain de base solide, où pourront se retrouver les jeunes révolutionnaires, les jeunes marxistes, ouvriers, paysans ou étudiants qui sont les seuls militants ouvriers authentiques de demain.

Autour de ce noyau, quand les illusions gaullistes seront tombées, la jeunesse ouvrière, consciente de ses responsabilités de classe devant l'avenir, saura trouver enfin le pôle d'attraction révolutionnaire marxiste, qui sera alors indispensable.

Pour le Cercle A... B...  
de l'U.J.C.F. :  
X... Y...

secrétaire du Cercle, membre du  
Comité Fédéral des J.C. du  
département de X..., manœuvre  
métallurgiste.

## S. P. E. L.

En achetant tous vos livres à la S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris (11<sup>e</sup>), vous nous rendez service, et vous serez vite servis.

Envoi franco de port pour toute commande à partir de 500 francs.

Outre l'envoi, dans un délai maximum d'une semaine, de tous ouvrages neufs récents, nous nous chargeons de toutes recherches d'ouvrages d'occasion rares intéressant le marxisme, l'histoire du mouvement ouvrier, etc. Consultez-nous.

Visitez notre librairie, le lundi et le jeudi, de 18 h. 30 à 20 heures, ou le samedi, de 14 h. 30 à 19 heures, notamment notre rayon de livres d'occasion comportant plusieurs centaines d'ouvrages.

Tous règlements par mandat-poste au C.C.P. 6032-01, Paris.



# Offensive contre les "Shop Stewards"

La durée légale du parlement actuel ne prend fin qu'au printemps de 1960, mais il n'y a guère de doute que le gouvernement conservateur choisira ce qu'il considère comme étant un moment favorable pour provoquer des élections générales pendant les douze prochains mois.

La campagne électorale a déjà, en fait, commencé, et, il y a quinze jours, le Labour Party a publié sa plate-forme politique, une brochure intitulée « L'avenir que le Labour vous propose », qui développe le programme sur lequel il se battra aux prochaines élections.

Ce document, brillamment présenté comme une brochure publicitaire, sous une couverture noire, verte et rose, a été reconnu par l'unanimité de la presse capitaliste pour ce qu'il est : une déclaration par laquelle le Labour Party abandonne définitivement les principes socialistes. Néanmoins, le plus pénétrant de tous les journaux de la classe dirigeante, le « Financial Times », porte-parole des intérêts financiers et capitalistes de la Cité, a exprimé l'opinion qu'une retraite aussi totale n'était pas sans présenter certains dangers. Avec une louable franchise, ce journal a déclaré :

« Pour l'essentiel, les responsables de la politique du Labour Party semblent avoir décidé de confiner leurs propositions à des questions sur lesquelles il ne peut y avoir de véritables divergences d'opinion, et de dissimuler la pauvreté de leur programme sous le brillant de leur couverture. Cela peut marcher pour un court laps de temps. Mais si, à la longue, l'Angleterre souffre de l'absence d'une véritable opposition radicale — et il y a des nations qui ont souffert d'une telle absence dans le passé — ce sont les actuels dirigeants du Labour Party qui devront en être blâmés. »

Quelle terrible accusation cela constitue contre la direction droitière en faillite du parti traditionnel de la classe ouvrière anglaise, lorsque l'un des organes les plus intelligents de l'impérialisme anglais doit constater que la politique des agents de l'impérialisme au sein du mouvement ouvrier est trop modérée pour leur permettre de continuer à remplir leur rôle avec efficacité !

## UN AVENIR QUI N'EST PAS ROSE

Mais cette anxiété est révélatrice de l'inquiétude avec laquelle la classe dirigeante considère actuellement l'avenir — un avenir beaucoup moins rose pour l'économie anglaise que celui qu'avait devant lui le parti conservateur lorsqu'il accéda au pouvoir, pour la première fois depuis la guerre, en 1951. Bien que, jour après jour, les journaux soient pleins d'informations sur la baisse de la production et le développement du chômage, aucun des grands partis parlementaires qui vont entrer en compétition l'année prochaine pour les suffrages des électeurs n'a trouvé un seul mot à dire sur la manière d'aborder les véritables problèmes auxquels le peuple anglais doit faire face.

L'ère de prospérité relative et de plein emploi, après avoir duré près de deux décades, a pris fin. En fait, en dépit de tous ceux qui ont voulu réaffirmer que le capitalisme moderne avait subi des changements fondamentaux, et ont dénigré les « slogans dogmatiques du marxisme », cette prospérité

a toujours reposé sur des fondations fragiles. La deuxième guerre mondiale, l'élimination temporaire des deux grands concurrents de l'Angleterre, l'Allemagne et le Japon, et l'intense demande de produits industriels sur le marché mondial, dans la période qui fit immédiatement suite à la guerre, ont seulement permis de dissimuler pour un temps les manifestations de la crise chronique et insoluble à laquelle l'impérialisme anglais doit faire face au milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

La puissance économique de l'Angleterre tira originellement sa source de sa spécialisation industrielle, d'un accès facile à des importations à bon marché de produits alimentaires et de matières premières, et d'un niveau élevé de l'exportation des capitaux. Mais le développement de l'industrialisation dans le reste du monde, les restrictions du commerce, la hausse des prix des denrées importées et la raréfaction des capitaux ont fait aujourd'hui de la spécialisation industrielle de l'Angleterre une source de faiblesse.

Aux alentours de 1870, la production industrielle de l'Angleterre était le 1/3 de la production mondiale. Les 3/4 des produits industriels exportés sur le marché mondial étaient d'origine anglaise. En 1951, par contre, l'Angleterre ne participait plus que pour le 1/10<sup>e</sup> à la production industrielle mondiale, et pour moins de 1/5<sup>e</sup> au commerce mondial (1).

Mais la spécialisation n'en subsiste pas moins. En 1956, 20% du revenu national trouvaient leur origine dans le commerce extérieur, et la moitié des produits alimentaires, ainsi que la plus grande partie des matières premières, étaient importées. Cet état de choses rend la position économique de l'Angleterre plus précaire que celle d'autres pays industriels moins dépendants du marché mondial. L'impérialisme anglais a cherché à résoudre ce problème par la structure compliquée de l'Empire et des pays économiquement dépendants qui font partie de ce qu'on appelle la « zone sterling ». Mais l'apparition des Etats-Unis comme puissance dominante après la guerre, et le rétablissement de l'Allemagne et du Japon menacent aujourd'hui de battre en brèche cet ultime bastion, et la zone sterling devient rapidement moins dépendante de l'Angleterre que l'Angleterre ne l'est elle-même de cette zone en tant que marché adapté à son économie spécialisée (2).

Un autre trait de la structure de la zone sterling, c'est la pénurie en capital anglais susceptible d'être investi dans les pays membres, que leurs besoins croissants conduisent à se tourner vers les Etats-Unis, l'Allemagne et le Japon, en tant qu'exportateurs de capitaux aussi bien que fournisseurs de marchandises.

## LE MAINTIEN DE LA ZONE STERLING, NÉCESSITÉ VITALE

L'instrument dont le rôle le plus immédiat est de préserver la cohésion de la zone sterling — l'appareil mili-

(1) Folke Hilgerdt, « Industrialisation and Foreign Trade », New York, 1948, pp. 13, 60.

(2) F.W. Bell, « The Sterling Area in the Postwar World », Londres, 1956, p. 406.

taire — contribue en même temps à aggraver la crise de l'économie anglaise. La réoccupation de la Jordanie, l'été dernier, fut une illustration frappante de l'utilisation des forces armées britanniques pour préserver les fournitures de pétrole du Moyen-Orient, et maintenir dans la zone sterling les protectorats du Golfe Persique (3).

Les énormes dépenses militaires de l'Angleterre constituent pour elle un handicap très lourd dans la compétition avec ses rivaux impérialistes. De 1952 à 1956, elle a dépensé 10 % du revenu national brut pour ses besoins militaires, alors que le même chiffre n'est que de 6 % pour les autres pays européens du Pacte Atlantique (4). Par exemple, en France, ce chiffre n'était en 1955 que de 7 %. Ce lourd fardeau a un effet direct sur l'économie nationale. Les armements prélèvent directement leur part sur la production de biens d'équipement et d'acier. Le huitième de la production des industries métallurgiques est utilisé pour les armements, et cela au préjudice des industries mécaniques, qui tiennent la plus grande place dans l'exportation de marchandises. En outre, les dépenses militaires à l'étranger sont très coûteuses en devises.

En 1956-57 les dépenses d'armement ont été réduites à 8,8 % du revenu national, mais la comparaison entre l'Angleterre et son plus proche rival impérialiste, l'Allemagne, qui n'a dépensé en 1957 que 4,9 % de son revenu national pour les armements, reste défavorable (5). Il n'y a aucun signe que la classe dirigeante envisage une nouvelle réduction des armements. Elle ne pourrait d'ailleurs le faire sans compromettre la structure de la zone sterling, dont sa situation économique précaire dépend (6).

Le niveau élevé de l'exportation des capitaux, qui réduit les fonds disponibles pour les investissements dans la métropole, et l'énorme budget militaire ont eu pour effet une stagnation relative de l'économie de l'Angleterre elle-même. Une analyse détaillée démontre que l'expansion économique de l'Angleterre est en retard sur celle de la plupart des pays d'Europe. Entre le premier trimestre de 1953 et le premier trimestre de 1958, la production globale s'est accrue de 13 % en Angleterre, de 56 % en France, de 50 % en Allemagne, de 38 % en Italie, de 24 % dans les Pays-Bas, et de 19 % en Belgique (7). L'indice de la production anglaise pour le premier trimestre de 1958 était de 1 % en dessous de celui de 1955, une année de boom, mais en Allemagne et en Italie il était de 16 % plus élevé, et en France de 33 % plus élevé (8).

La même tendance peut être notée pour les exportations. Le résultat en est que la participation anglaise au commerce mondial de produits industriels est tombée de 22 % en 1951 à 13 % en 1957. Au cours de la même période, la participation allemande s'est élevée de 13 % à 18 % (9).

(3) « The Times », 18 juillet 1958 : « L'obligation morale, pour l'Angleterre (d'envoyer des troupes en Jordanie) était sans équivoque et impérieuse ; s'y dérober aurait été hautement dommageable au crédit britannique. D'autres dirigeants arabes, qui sont actuellement liés par des traités de protectorat, en auraient tiré inévitablement la conclusion que l'Angleterre était devenue incapable de toute réaction. »

(4) « L'Angleterre, un manuel officiel », 1958, p. 102.

(5) Bulletin mensuel de statistiques de l'O.N.U., août 1958 ; service d'information de l'O.T.A.N., janvier 1958.

(6) « The Times », 14 août 1958 : « Depuis les troubles du Liban et le coup d'état en Irak, l'Angleterre a dû expédier des renforts en des lieux aussi éloignés les uns des autres que Chypre, la Lybie, Bahrein et Aden, outre les troupes aéroportées en Jordanie... Ces renforts n'ont pu être envoyés en Méditerranée et dans le Golfe Persique qu'en récupérant les fonds de tiroir. Il n'y a plus un seul bataillon d'infanterie anglais à Gibraltar ou au Kenya, par exemple. »

(7) Bulletin économique pour l'Europe de l'O.E.C.E., Vol. X, n° 1, mai 1958.

(8) « Daily Worker », 15 août 1958.

(9) Bulletin pour l'industrie édité par le Trésor, mai 1958. Rapport Cohen, 1958, p. 39.

## UN MALAISE CROISSANT

Ce ne sont là que quelques traits d'un malaise économique croissant. L'impérialisme anglais n'a d'autre possibilité que de rechercher une réduction du coût réel de la force de travail dans la métropole, donc de s'efforcer d'écraser le mouvement ouvrier.

Le rapport Cohen, en février de cette année, soulignait la nécessité d'une stabilité des prix, constatait que « personne ne devrait être surpris ou choqué s'il s'avérait nécessaire... d'étendre quelque peu » le chômage (10). Depuis la publication de ce rapport, le chômage s'est effectivement étendu. Les derniers chiffres officiels sont de 514.000, et ils s'élèvent de 30.000 par mois. Mais Harold Wilson, qui serait probablement chancelier de l'échiquier (ministre des finances) si le Labour Party revenait au pouvoir, a admis le 29 novembre, à Manchester, que le nombre réel des chômeurs était beaucoup plus près du million que les chiffres officiels ne le montrent (11).

L'attitude du grand capital à l'égard de l'extension du chômage s'est exprimée ouvertement. Aussi bien « The Economist » du 8 novembre que Heathcoat Amory à la Chambre des Communes, le 3 novembre, ont estimé que le nombre des chômeurs anglais était « excessivement bas ».

Sir William Garrett, président de la confédération du patronat anglais, a déclaré, le 2 décembre, qu'il était important que le gouvernement, en prenant des mesures relatives à la présente situation de l'emploi, ne coure pas le risque de ramener l'Angleterre à la situation de pénurie aiguë en travail qualifié « qui a si longtemps entravé nos efforts pour accroître la productivité ». Il a ajouté : « Je pense que les faits démontrent que ce n'est pas le moment de prendre des mesures radicales, et il importe au plus haut point que le gouvernement ne nous ramène pas à cette situation de suremploi qui a été la cause et l'accompagnement de l'inflation à laquelle nous avons été soumis pendant les 12 dernières années » (12).

Les dernières statistiques démontrent que la production, au mois d'octobre de cette année, était de 3,5 % inférieure à celle d'octobre 1957, mois, pourtant, où les résultats étaient particulièrement mauvais à cause de l'épidémie de grippe asiatique, et de 5,5 % en dessous des chiffres de septembre 1957. Les plus fortes réductions sont intervenues dans le textile, l'acier, le charbon. La plus forte baisse s'est produite pour l'acier, dont la production, pour le troisième trimestre de cette année, a été de 17 % inférieure à la période correspondante de l'année dernière. En dépit d'une baisse à la fois dans la production et dans la consommation du charbon, les stocks dont dispose l'office du charbon se sont élevés de 8,7 millions de tonnes à 18,5 millions au cours des douze derniers mois.

Plus de 1.250.000 tonneaux de navires anglais sont désarmés. Dans les chantiers de construction navale, jusqu'à la fin de septembre, les annulations de commandes ont été trois fois plus élevées que les nouvelles commandes reçues.

« Les constructions navales sont entrées dans la pire crise qu'elles aient connue depuis les années 1930 », écrivait le « Daily Telegraph » du 21 octobre. Le bâtiment est également en baisse et, suivant le « Financial Times », « il semble probable que les conditions dans le bâtiment iront plutôt en empirant ».

Les commandes de machines-outils sont en baisse, et l'industrie textile décline. Chaque jour apporte de nouveaux

(10) Rapport Cohen, p. 41.

(11) « The Observer », 30 novembre 1958.

(12) « The Times », 3 décembre 1958.

licenciements, de nouvelles réductions des horaires de travail, et de nouvelles fermetures d'usines.

D'après les chiffres officiels, on prévoit 750.000 chômeurs à la fin de l'hiver, et ces chiffres ne comprennent pas les chômeurs non inscrits, les chômeurs partiels et la plus grande partie des jeunes chômeurs.

Si l'on en croit le « Manchester Guardian » : « Le chômage caché, sur les docks seulement, et dont rien n'apparaît dans les statistiques, est plus élevé aujourd'hui qu'à aucun moment depuis 6 ans. D'après une opinion syndicaliste, il est le pire qu'on ait connu depuis les années de la grande crise. Les derniers chiffres montrent que 18,6% du nombre total des ouvriers travaillant sur les docks sont en chômage — soit un surplus de 13.600 hommes sur un total de 73.000. »

### EXTENSION DES GRÈVES

S'il est exact que la classe dirigeante se préoccupe de la menace d'une crise économique incontrôlable, et met en œuvre les mesures fiscales keynésiennes habituelles pour en entraver le développement, il n'y a pas de doute qu'elle envisage d'un œil favorable l'accroissement du chômage, qui lui apparaît comme l'occasion longtemps attendue d'une offensive générale contre les salaires et les niveaux de vie.

Il n'est donc pas surprenant que 1958 ait vu une aggravation des conflits industriels. Dans les premiers mois de l'été, ceux-ci ont atteint des proportions que l'on n'avait pas connues en Angleterre depuis une génération et plus. Il y a eu la grève des 50.000 employés des bus de Londres, pendant laquelle, six semaines durant, pas un seul bus n'a circulé dans la capitale. La grève des 2.500 transporteurs de viande a duré près de deux mois. Ils furent rejoints, au milieu de la grève, par 4.000 ouvriers du grand marché de viande londonien de Smithfield, et par 3.500 travailleurs des entrepôts frigorifiques et dockers du port de Tooley Street, où la viande est déchargée des navires qui l'importent. Ceux-ci, à leur tour, furent rejoints par 20.000 dockers, trois semaines avant la fin de la grève.

Ces luttes, dont seule la grève des employés des bus bénéficia d'un soutien syndical officiel, se terminèrent toutes par un succès partiel, les travailleurs maintenant leurs positions contre les patrons. Les grévistes firent preuve d'un degré de combativité et de conscience de l'enjeu de la lutte qui effraya à la fois les patrons et les dirigeants syndicaux. Mais les grèves révélèrent aussi de graves faiblesses, qui doivent absolument être surmontées pour que la classe ouvrière anglaise puisse briser l'offensive patronale qui se développera au fur et à mesure que la situation économique empirera.

En premier lieu, elles ont démontré la nécessité d'un mouvement puissant et coordonné à la base. L'une des plus graves faiblesses de la grève des bus fut l'incapacité des dirigeants officiels à développer l'énergie et l'initiative des syndiqués de la base. En second lieu, les grèves ont une fois de plus démontré que les dirigeants des syndicats n'étaient ni capables, ni désireux de fournir une direction. Le conseil général du congrès des Trade Unions a entravé activement toute extension de la grève des bus, et le dirigeant des travailleurs des bus eux-mêmes, Frank Cousins, secrétaire général de la Transport and General Workers' Union, bien qu'ayant donné à la grève un soutien officiel et pris l'initiative de la lutte, finit par appeler à une reprise du travail en des termes qui équivalaient à une capitulation. Il rencontra, sur ce point, un refus catégorique de la part des syndiqués. Cousins s'avéra incapable d'étendre la lutte même dans le cadre de son propre syndicat, la T.G.W.U., l'un des deux plus grands syndicats du pays, puissamment orga-

nisé dans beaucoup de branches industrielles outre celle du transport. Or, une extension de la grève aux transporteurs d'essence, immobilisant les voitures particulières qui se substituaient aux autobus en bien des endroits, eût été le moyen le plus rapide et le plus efficace, non seulement de remporter une victoire totale, mais aussi de menacer l'existence même du gouvernement conservateur.

### LA PRINCIPALE LEÇON

La plus fondamentale leçon de toutes, cependant, c'est la nécessité pour la classe ouvrière d'une stratégie compréhensive des grèves à opposer à la stratégie patronale. La stratégie de la classe dirigeante s'est manifestée sans équivoque au cours de l'année écoulée : elle consiste à battre les travailleurs secteur après secteur. La bourgeoisie exprime ouvertement la nécessité qu'il y a pour elle d'isoler chaque secteur qu'elle attaque. L'incapacité des dirigeants officiels de la classe ouvrière à comprendre cette stratégie et à la combattre a trouvé une illustration éclatante lorsque, pendant la grève des bus, les dirigeants des cheminots, au lieu de faire entrer dans la grève les travailleurs du métro de Londres (qui appartiennent au syndicat des cheminots), ont fait le jeu de la stratégie gouvernementale en acceptant une augmentation de 3%, offerte avec l'objectif précis d'empêcher une action unie des travailleurs des bus et du métro.

Ce genre d'activité de division de la part des dirigeants droitiers des syndicats trouve un appui dans la structure particulière corporative du syndicalisme anglais, et dans les préjugés de catégories qui ont des racines profondes dans la tradition du mouvement syndical. D'un autre côté, l'action non officielle des dockers de Tooley Street donne un exemple du genre de solidarité qui peut et doit être développé.

Le grand rempart qui protège les organisations ouvrières contre toute attaque, ce n'est pas le Trade Union Congress avec sa bureaucratie de permanents, mais bien les organisations de délégués d'entreprises (shop stewards).

Ces organisations, qui ont des liens intimes et constants avec les ouvriers au stade de la production, qui sont directement responsables devant eux et correspondent pleinement à leurs besoins et à leurs problèmes, sont formées d'ouvriers choisis par leurs camarades. Elles sont beaucoup plus dangereuses pour les patrons que ne le sont les fonctionnaires des syndicats. Les organisations de shop stewards sont les véritables gardiennes des conquêtes réalisées pendant la période de plein emploi. C'est à elles que l'on doit l'existence, depuis la guerre, d'un rapport des forces entre les classes dans l'industrie qui a permis aux travailleurs de conquérir une certaine élévation de leur niveau de vie.

Afin de réaliser leur plan d'affaiblissement des organisations ouvrières, secteur après secteur, les patrons doivent écraser ou au moins affaiblir un type d'organisations d'usines que « The Economist », en février dernier, caractérisait comme un « foyer de corruption ». Ce que les patrons eux-mêmes pensent des shop stewards a été exprimé brièvement le 27 novembre par C. S. Garland, ancien président de la National Union of Manufacturers (confédération du patronat anglais), qui a déclaré que les shop stewards constituent « une excroissance parasitaire du mouvement syndical ».

Il a ajouté : « Le système des shop stewards tel qu'il s'est développé est radicalement mauvais. C'est l'une des plus grandes menaces auxquelles nous, patrons, devons faire face... Il est essentiel... que le gouvernement et les syndicats élaborent une solution qui devra s'exprimer par une loi de nature à restaurer les syndicats dans leur responsabilité de ce qui se passe dans les entreprises où leurs

membres travaillent. C'est là un problème épineux, mais il faut l'aborder. »

Ce porte-parole influent du grand capital anglais ne faisait que répéter ce qui avait été dit à plusieurs reprises et avec franchise par la presse capitaliste durant les derniers mois.

#### OFFENSIVE CONTRE LES SHOP STEWARDS

Mais la campagne contre les shop stewards ne s'est pas limitée à des articles et à des discours.

La première grande bataille de la guerre des employeurs contre les shop stewards commença lorsque la firme millionnaire (en sterling !) de Sir Robert McAlpine — la plus grande entreprise de construction de l'empire britannique — décida, à l'automne, d'interrompre les travaux sur un chantier ouvert sur la rive sud de la Tamise, à Londres. Sur ce chantier s'édifiait un gratte-ciel destiné à la Compagnie de pétrole Shell Mex. L'excuse officielle était la nécessité de « réorganiser » les plans de construction, et 1.250 travailleurs furent jetés à la rue. Mais le « Financial Times » détrompa vite ses lecteurs. Il s'agit, écrivit-il, « de se débarrasser des pires militants ». Dans la lutte qui s'ensuivit, les employeurs, l'état bourgeois, sa police, les bureaucrates syndicaux et la presse marchèrent la main dans la main.

Le lock-out venait après une longue série d'attaques contre les militants et les stewards de ce chantier, auxquelles répondaient des grèves non officielles (c'est-à-dire, rappelons-le, non reconnues par les syndicats), pour imposer l'annulation des sanctions ou des renvois. Les dirigeants syndicaux officiels demeurèrent à l'écart de ces combats. C'est d'ailleurs là un trait général de la situation dans le bâtiment. Dans de nombreux cas, des grèves non officielles dirigées par les stewards ont permis l'obtention de conditions de travail meilleures, de plus fortes primes, et elles ont aussi assuré la protection des stewards et des militants. Jamais un soutien complet n'a été apporté à ces grèves par les syndicats auxquels les travailleurs paient leurs cotisations.

Quand le chantier McAlpine, quelques jours plus tard, fut rouvert, et que le comité des shop stewards décida de s'opposer à la reprise du travail avec un nouveau personnel, non seulement la direction syndicale ne les soutint pas, mais, plus encore, elle demanda aux ouvriers de franchir les piquets de grève. Cet avis fut imprimé sur de grandes affiches placardées dans tout le chantier, ainsi que dans les bureaux d'embauche, où l'on disait aux ouvriers qu'il y avait du travail chez McAlpine seulement. La police montée chargea sauvagement les piquets de grève pour les disperser, et se tint à l'écart lorsque des équipes d'ivrognes armés de barres de fer attaquèrent les grévistes. Des travailleurs, roués de coups de matraques, furent entraînés par les cheveux, ruisselant de sang, jusque dans les cars de la police. Toute allocation de chômage fut refusée aux grévistes pendant plusieurs semaines après la réouverture du chantier.

Un lock-out du même type se déroula presque simultanément à la station d'énergie de Belvédère, où 240 travailleurs furent renvoyés, le but avoué étant de briser l'organisation des stewards. La grève du 15 octobre à l'aéroport de Londres rendit les intentions des employeurs encore plus claires. Pendant la grève, un document fut soumis aux syndicats leur demandant de souscrire à des conditions qui eussent détruit l'organisation des stewards.

Le lendemain, dans un éditorial, « The Times » se félicitait de l'initiative de la « British Overseas Airways Corporation » et dévoilait le plan des patrons.

« Les employeurs », expliquait-il, « peuvent se rendre compte qu'une direction ouvrière irresponsable a échappé

au contrôle syndical officiel, et a établi une domination qui peut remettre en question toute leur organisation. A la longue, pareille situation devient intolérable, et un dur combat s'engage pour restaurer la loi et l'ordre... Les communistes et d'autres « militants » ont bâti une organisation puissante et bien soudée à l'intérieur de l'aéroport. Elle est prête à défier à n'importe quel moment à la fois la direction et les autorités syndicales. Maintenant, enfin, la direction de la B.O.A.C. a pris le taureau par les cornes... Son but est de mettre fin à la domination du comité des shop stewards... Une épreuve de force est toujours coûteuse, mais elle peut démontrer que les employeurs n'ont pas mal choisi leur moment. »

#### VIOLENCES POLICIÈRES, VIOLENCES RACISTES...

Les violences policières contre les grévistes du chantier de McAlpine étaient d'un caractère inconnu en Angleterre depuis des années. Toutefois, elles ne constituent pas un phénomène isolé, mais, en égard à l'offensive patronale, doivent être mises en parallèle avec un emploi de plus en plus marqué de la violence par la réaction. Les plus dramatiques de ces événements ont été la série d'émeutes racistes à Nottingham et à Notting Hill, un quartier de Londres, où, au mois d'août dernier, les fascistes de Mosley conduisirent des bandes de plusieurs milliers de jeunes contre les habitants noirs de ces quartiers. A Notting Hill, les fascistes s'étaient préparés pendant plus d'un mois, distribuant des tracts, organisant des meetings où ils poussaient à la haine raciale.

Deux mois plus tard, on apprenait que des scènes d'une brutalité inouïe avaient marqué la conférence annuelle du parti conservateur, qui, traditionnellement, se déroulait dans une atmosphère calme. De jeunes opposants, membres d'un petit groupe ultra-réactionnaire connu sous le nom de ligue des loyalistes de l'empire, interrompirent le discours du premier ministre. Ils furent expulsés avec violence, et certains d'entre eux furent passés à tabac pendant plus d'une demi-heure.

Dans l'hebdomadaire conservateur « Spectator » du 17 octobre, un journaliste reconnaissait qu'il existait, chez certains membres du parti conservateur, « des instincts brutaux, des traits de violence fasciste, qui se manifestaient dès qu'ils avaient à faire face à une opposition résolue ».

#### ... ET GUERRE COLONIALE

L'histoire de la guerre ouverte faite actuellement par le gouvernement conservateur contre le peuple cyprite, afin de préserver le contrôle de l'impérialisme en Méditerranée orientale, est bien connue. La violence y est employée sous ses formes les plus extrêmes. Cela s'est exprimé dans une déclaration d'une franchise inhabituelle faite par le général Darling, s'adressant, le 21 octobre, aux troupes britanniques :

« Je ne m'intéresse pas à des terroristes vivants ; seuls les morts m'intéressent. » Il dit à ses troupes qu'elles devaient apprendre « à tirer vite et à tirer juste ». « Je donne des ordres pour que tous ceux qui portent une arme, y compris les bouchers, les boulangers, les magasiniers, excellent dans son fonctionnement. Nous devons prouver que nous ne plaisantons pas... Si les terroristes ont l'insolence de nous attaquer, nous allons être tellement rapides et efficaces avec nos armes qu'ils recevront une vraie leçon. Allez-y, les gars. Donnez-leur une bonne leçon. »

Le genre d'activité qu'encourageait le général Darling a été décrit par un magistrat, M. James Traynor, qui enquêta à Famagouste sur les conditions dans lesquelles mourut un

jeune Cyprïote, à la suite d'un « ratissage » effectué par les troupes britanniques dans la nuit du 3 octobre. Le magistrat critiqua sévèrement le comportement des troupes :

« Il ressort de mon enquête qu'au moment des arrestations ou après celles-ci des personnes ont été victimes de brutalités absolument injustifiables. Certaines personnes furent si durement frappées que, pendant toute la soirée, la totalité du personnel médical du camp de Karaolios et de l'hôpital général fut occupée à soigner les blessés... Rien ne saurait justifier l'emploi de pareilles méthodes contre des gens qui n'avaient rien fait pour les provoquer. »

A un moment où la réaction, en paroles comme en actes, s'enhardit et est plus agressive que jamais, le Labour Party, pour sa part, semble avoir bien peu de choses à dire. Sa nouvelle plate-forme politique ne propose pas une politique de paix. Pour ce qui est de la politique étrangère, ses propositions, hormis la suspension des essais atomiques, signifieraient la continuation de celle que mènent les conservateurs. Le Labour Party propose que l'on continue à attribuer de vastes sommes aux armements, et demande que la Grande-Bretagne reste membre du pacte atlantique et du pacte de l'Asie du Sud-Est. Il se refuse à réclamer le retrait des troupes britanniques de Chypre et des autres colonies ou semi-colonies britanniques. Il n'a pas de politique tendant à la nationalisation des industries de base, de telle manière que la menace du chômage soit supprimée et que l'industrie britannique puisse être réorganisée sur une nouvelle base socialiste qui n'exige pas un empire comme marché et comme fournisseur de matières premières.

Au sein de la direction du Labour Party, il n'y a aucun signe d'une véritable opposition au régime capitaliste. Les partisans de Bevan, après la capitulation de leur leader, ont pratiquement disparu de la scène politique.

« Victoire pour le Socialisme » — un courant d'opposition — s'est à nouveau manifesté, après un long silence, sous la direction de Stephen Swinger. Mais, après avoir publié une déclaration qui provoqua de brefs remous dans la gauche, ce courant se tait à nouveau.

#### TENDANCES DE GAUCHE

En dehors des rangs officiels du Labour Party, la fermentation qui s'était manifestée dans la gauche, à partir du rapport Khrouchtchev au XX<sup>e</sup> Congrès, et qui avait atteint un point culminant après la révolution hongroise, s'est maintenant cristallisée. Des tendances clairement définies se sont développées autour de quelques publications lancées pendant les deux dernières années.

La première de ces publications fut le « Reasoner » — qui s'appelle maintenant le « New Reasoner » — édité par deux universitaires, E. P. Thompson et John Saville, qui furent suspendus du P.C. anglais pour avoir publié un « journal anti-parti » et qui, depuis, ont démissionné de l'organisation stalinienne britannique. A cette publication trimestrielle collaborent de nombreux intellectuels de gauche assez renommés qui, pour la plupart, ont été membres du P.C. Certains d'entre eux ont rejoint le Labour Party. Le « New Reasoner » n'a pas de positions politiques précises. Il se contente de réclamer le désarmement nucléaire unilatéral, le retrait de l'Angleterre du pacte atlantique, et appelle à une nouvelle analyse du capitalisme contemporain. Ses rédacteurs ont manifesté, en plus d'une occasion, leur hostilité au trotskysme et leur refus de discuter avec des trotskystes ou d'accepter des trotskystes comme collaborateurs même épisodiques. Certes, le « New Reasoner » a publié des articles sérieux et valables dans le domaine de la discussion politique, mais il est d'abord caractérisé par son absence de contacts avec la classe ouvrière, et il est très isolé des luttes quotidiennes.

Lié de près au « New Reasoner » se trouve « Universities and Left Review », qui paraît trois fois par an et qui est surtout soutenu par des étudiants. Ce journal a autour de lui sa propre organisation, qui existe d'ailleurs presque uniquement comme cadre pour des discussions. Il n'a pas de plate-forme politique, et ses leaders se sont arrogés eux-mêmes la direction, ils ne sont pas élus. « Universities and Left Review » ne fait pas partie, comme le « New Reasoner », des publications que le P.C. « interdit ».

Le mouvement pour le désarmement nucléaire, qui avait organisé cette année, à Pâques, une marche de protestation de quatre jours, de Londres à Aldermaston, centre d'engins nucléaires, et qui avait été soutenu à un degré ou à un autre par tous les secteurs de la gauche, a pratiquement disparu. Il organise encore, de temps à autre, des manifestations sporadiques qui rassemblent quelques personnes, mais il est incapable de s'assurer un soutien de masse. Cela est dû dans une large mesure à l'opposition de la majorité de sa direction à toute mobilisation de la classe ouvrière contre la bombe H. Un mouvement qui débutait sous les meilleurs auspices, qui bénéficiait du soutien de toute une galaxie de noms célèbres, est demeuré un champ clos pour les intellectuels de la petite bourgeoisie, et a ainsi dégénéré jusqu'à n'être qu'une secte sans grande influence.

#### UN HEBDOMADAIRE AU SERVICE DES TRAVAILLEURS

Des périodiques qui sont nés de la crise du P.C. britannique, il n'en existe que deux qui ont constamment mis en avant un point de vue marxiste : « The Newsletter » et « Labour Review ». « The Newsletter », qui est hebdomadaire, est édité par Peter Fryer, qui fut exclu du P.C. pour avoir dit la vérité sur la révolution hongroise, dont il fut le témoin en tant que correspondant à Budapest du « Daily Worker », le quotidien du P.C. « Labour Review », une revue théorique, est éditée par John Daniels, de l'Université de Nottingham, qui démissionna du Parti Communiste à la suite de la révolution hongroise.

Ces deux publications ont cherché à s'identifier avec la lutte de la classe ouvrière, ont tenté d'analyser les problèmes de l'Angleterre et du monde à la lumière du marxisme, et, dans plusieurs occasions, elles ont été capables de donner une aide aux ouvriers dans leurs luttes contre l'offensive patronale. Cela est spécialement vrai de « The Newsletter » qui, à plusieurs reprises, a ouvert largement ses colonnes aux grévistes pour qu'ils puissent y confronter leurs vues et informer leurs camarades des autres corporations de leur lutte.

Cela fait 18 mois que « The Newsletter » paraît régulièrement. Au début, cet hebdomadaire était peu connu, mais, dans les dernières semaines, la presse capitaliste a engagé contre lui une véritable « chasse aux sorcières ». La conférence nationale de militants ouvriers de base, que la rédaction de « The Newsletter » organisait pour le 16 novembre, était spécialement visée. Mais la campagne de presse contre « The Newsletter » commença au moment de la grève du chantier McAlpine. Et les dirigeants syndicaux soutinrent cette campagne.

Les faits sont simples. L'offre de « The Newsletter » d'ouvrir ses colonnes aux ouvriers du chantier fut acceptée par eux. De plus, le journal de Fryer prit sur lui d'éditer des tracts rédigés par les ouvriers. Il était fatal que « The Newsletter », ayant soutenu la lutte des shop stewards, et considérant comme un point essentiel de sa plate-forme politique la construction d'un solide mouvement des militants de base dans les usines, soit aussi en butte aux attaques du patronat et des dirigeants syndicaux.

Parmi les ouvriers renvoyés du chantier se trouvait un membre du comité de rédaction de « The Newsletter », Brian Behan, un militant bien connu parmi les travailleurs du bâtiment. Il fut arrêté deux fois alors qu'il participait aux piquets de grève, et il fait actuellement appel contre une peine de six semaines de prison qui a été prononcée contre lui. Son syndicat, l'« Amalgamated Union of Building Trade Workers » (syndicat général des travailleurs du bâtiment), non seulement ne le défendit point, mais il l'exclut pour sa collaboration à « The Newsletter ». Allant plus loin, ce syndicat, autrefois connu pour sa combativité, menaça d'exclusion tous ceux qui se rendraient à la conférence convoquée par « The Newsletter ». Le syndicat des travailleurs du bois, dont les dirigeants avaient, eux aussi, pris parti contre les stewards, a adopté la même attitude, et cherche à créer dans les autres syndicats une atmosphère de « chasse aux sorcières ».

La conférence s'est néanmoins tenue, et avec un grand succès. Elle marque une date dans l'histoire d'après guerre du mouvement ouvrier anglais. Plus de 500 délégués et observateurs, représentant près de 40.000 travailleurs, étaient présents. Nul doute que beaucoup plus de délégués ne fussent venus si les directions syndicales n'avaient pas pris des mesures bureaucratiques contre la conférence.

Le but de la conférence était de promouvoir un mouvement puissant et unifié des militants de base pour organiser la résistance contre l'offensive patronale. De plus, la conférence mit en avant des revendications tendant à supprimer la base matérielle de la bureaucratie syndicale. La charte des revendications ouvrières approuvée par la conférence a inclus la revendication du paiement d'un salaire modeste à tout responsable syndical permanent, et le principe de l'élection et de la révocation de tous les responsables syndicaux. La conférence a ainsi clairement marqué que la direction qu'elle voulait bâtir dans le mouvement syndical se caractérisait par son honnêteté tout autant que par son militantisme.

Le Parti Communiste Anglais ne fut pas le dernier à attaquer la conférence. Son hebdomadaire, « World News », publia, à ce sujet, deux longs articles qui ne sont qu'une collection de mensonges et de falsifications (13). Le « Daily Worker » dénonça la conférence comme étant un « cirque trotskyste », et le rédacteur en chef du quotidien stalinien eut le front d'affirmer qu'il « existait un bien étrange front unique entre « The Newsletter » et le syndicat du bâtiment — au moment même où les dirigeants de ce dernier excluaient Brian Behan pour sa collaboration à « The Newsletter » !

Les dirigeants du Parti Communiste sont dans une impasse. Ils sont incapables de mener une véritable campagne pour la construction d'une organisation militante de la base au sein des syndicats. Ils sont incapables de lutter pour la démocratie syndicale, car ceux de leurs membres qui ont des responsabilités syndicales occupent eux-mêmes une place au sein de la bureaucratie syndicale, et la politique de ces responsables, tout entière orientée vers les accords au sommet, y subordonne toujours les aspirations de la base.

Néanmoins, de nombreux militants du P.C., qui ressentent la nécessité de se préparer à lutter sérieusement contre l'offensive patronale, furent attirés par la conférence. En dépit du fait que la direction du P.C. interdit à ses membres de participer à la conférence, et que sa presse affirma que « The Newsletter » était au service du patronat, trente militants communistes suivirent les travaux de la conférence.

Bien que cette conférence ne soit qu'un point de départ, elle a à son actif d'avoir mis en avant une politique à partir de laquelle un mouvement sérieux et puissant peut se développer.

La charte des revendications ouvrières demande l'organisation d'une action énergique contre le chômage, la nationalisation des principales industries et l'instauration du contrôle ouvrier, la transformation des sections locales du Labour Party en centres d'agitation et de soutien des luttes ouvrières, et le rétablissement de la démocratie syndicale. Elle a posé les bases sur lesquelles peut être édifiée une direction qui organisera, éduquera, mobilisera et dirigera, dans les luttes revendicatives et politiques, les travailleurs qui cherchent une solution socialiste aux problèmes de leur classe.

JOHN WHITE.

Au moment de mettre sous presse, nous lisons dans « The Newsletter » du 13 décembre, que l'office britannique du charbon a décidé la fermeture de 16 puits de mine, et a clairement fait comprendre qu'il ne s'agissait que d'un début, la consommation totale de charbon ayant diminué de 16 millions de tonnes au cours des 12 derniers mois. 4.000 mineurs ont été licenciés, 8 à 9.000 déplacés. L'un des dirigeants du syndicat des mineurs a aussitôt déclaré : « Nous ne pensons pas qu'à cette étape, il y ait lieu d'envisager une grève »... (N.D.L.R.)

(13) Voir la brochure éditée par « The Newsletter » : « La conférence de « The Newsletter » et le parti communiste. Deux attaques de Dennis Goodwin, et les réponses de Peter Fryer. »

*Avez-vous lu le meilleur ouvrage sur l'Octobre Hongrois ?*

## « LA RÉVOLUTION HONGROISE DES CONSEILS OUVRIERS »

de François MANUEL

1 Brochure S. P. E. L. - Franco : 200 fr.

# MARX, les revendications immédiates et le but final

*(Extraits de deux rapports rédigés par Marx pour  
le Congrès de Genève (1866) de l'Association  
Internationale des Travailleurs, et adoptés par lui)*

**L**E congrès déclare que, dans l'état actuel de l'industrie, qui est la guerre, on doit se prêter une aide mutuelle pour la défense des salaires. Mais il est de son devoir de déclarer en même temps qu'il a un but plus élevé à atteindre : la suppression du salariat.

... Le conseil provisoire de Londres recommande le plan d'organisation comme il est tracé dans les statuts provisoires. L'expérience de deux ans a prouvé sa force et sa facilité d'adaptation aux circonstances particulières des différentes contrées, sans entraver toutefois l'unité d'action.

... D'un point de vue général, cette question : « Combinaison internationale des efforts par le moyen de l'Association pour la lutte du travail contre le capital » embrasse toute l'activité de l'A.I.T., dont le but est de combiner, de généraliser et de donner de l'uniformité aux efforts, encore désunis, accomplis dans les différentes contrées pour l'émancipation de la classe ouvrière.

... C'est un des grands buts de l'Association de développer chez les ouvriers des différents pays, non seulement le sentiment, mais la réalité de leur fraternité, et de les unir pour former l'armée de l'émancipation. L'œuvre de l'A.I.T. est de combiner, de généraliser et de donner de l'uniformité aux mouvements spontanés de la classe ouvrière, non de les diriger, ou de leur imposer n'importe quel système doctrinaire.

## SUR LES SYNDICATS

Le Capital est la force sociale concentrée, tandis que l'ouvrier ne dispose que de sa force productive industrielle. Donc, le contrat entre le capital et le travail ne peut jamais être établi sur des bases équitables, même en donnant au mot équitable le sens que lui attribue une société plaçant les conditions matérielles d'un côté et l'énergie vitale de l'autre. Le seul pouvoir social que possèdent les ouvriers, c'est leur nombre. La force du nombre est annulée par la désunion. La désunion des ouvriers est engendrée et perpétuée par la concurrence qu'ils se font inévitablement

entre eux. Les syndicats, originellement, sont nés des essais spontanés des ouvriers luttant contre les ordres despotiques du capital pour empêcher, ou du moins atténuer, les effets de cette concurrence que se font les ouvriers entre eux. Ils voulaient changer les termes du contrat, de telle sorte qu'ils puissent au moins s'élever au-dessus de la condition de simples esclaves. L'objectif immédiat des syndicats est toutefois limité aux nécessités des luttes journalières du travail et du capital, à des expédients contre les usurpations incessantes du travail, en un mot aux questions de salaires et d'heures de travail. On ne peut y renoncer, tant que le système actuel dure ; au contraire, les syndicats doivent généraliser leur action en se combinant. D'un autre côté, les syndicats ont formé, à leur insu, des centres organisateurs de la classe ouvrière, de même que les communes et les municipalités du moyen âge en avaient constitué pour la classe bourgeoise. Si les syndicats, dans leur première capacité, sont indispensables dans la guerre d'escarmouches du travail et du capital, ils sont encore plus importants dans leur dernière capacité comme organes de transformation du système du travail salarié et de la dictature capitaliste...

... Les syndicats, par leur œuvre immédiate, de réaction contre les manœuvres tracassières du capital, doivent maintenant consciemment agir comme foyers organisateurs de la classe ouvrière, dans le grand but de son émancipation radicale. Ils doivent aider tout mouvement social et politique tendant dans cette direction. En se considérant comme les champions et les représentants de toute la classe ouvrière, les syndicats réussiront à englober dans leur sein les hommes ne faisant pas partie des sociétés (1) ; en s'occupant des industries les plus misérablement rétribuées, comme l'industrie agricole, où des circonstances exceptionnellement défavorables ont empêché toute résistance organisée, ils feront naître la conviction, dans les grandes masses ouvrières, qu'au lieu d'être circonscrit dans des limites étroites, leur but tend à l'émancipation des millions de prolétaires foulés aux pieds.

(1) Les sociétés : entendant les partis ouvriers de l'époque.

# Notes de Lecture

## « La Vérité sur l'affaire Nagy ».

**C**ET ouvrage collectif est anonyme : entrepris au lendemain du procès d'Imré Nagy et de ses compagnons, il est l'œuvre de révolutionnaires hongrois qui ont réussi à s'échapper après l'intervention russe. Reprenant la tradition révolutionnaire, les contre-procès au grand jour pour dénoncer les crimes judiciaires perpétrés dans l'ombre, il est au procès de Nagy ce que fut le travail de Trotsky, Victor Serge et de la fameuse commission d'enquête (commission Dewey) aux procès de Moscou. La même scrupuleuse recherche dans l'établissement des faits, la même honnêteté dans la critique des témoignages, le même souci de convaincre dans le choix des textes, tout ici fait partie de la tradition du socialisme scientifique qui oppose l'arme de l'intelligence et de la critique à la propagande, à la calomnie, aux litanies des procès en sorcellerie.

Le contexte était pourtant différent, et c'est là que réside la supériorité des auteurs hongrois, dont la tâche, à vrai dire, était plus facile. Les procès de Moscou reposaient sur des actes, des déclarations, des aveux, dont très peu étaient vérifiables dans l'atmosphère d'étouffement de la vie politique en U.R.S.S. Les faits reprochés à Nagy, au contraire, font partie de l'histoire publique ; ils se sont déroulés au grand jour, ont été traités en long et en large dans la presse, ou aux yeux de centaines de milliers de témoins. Désireux avant tout de convaincre, les auteurs n'ont pourtant pas choisi la voie la plus facile, et ils y ont entièrement réussi. Écartant systématiquement les témoignages occidentaux, même ceux des anciens communistes comme l'Anglais Fryer ou ceux des communistes polonais, ils ont fait reposer leur travail presque essentiellement sur des sources hongroises officielles facilement vérifiables par tout le monde. C'est ainsi que le chapitre intitulé « Variations sur Imré Nagy » est presque entièrement composé de citations de Janos Kadar, et sa seule lecture démolit déjà l'édifice des accusations montées contre l'ancien président du conseil et ses amis.

Une autre difficulté attendait pourtant les auteurs : dans les procès de Moscou, dans le procès Rajk, l'accusation avait publié des comptes rendus sténographiques des procès et des aveux. C'est cela qui avait permis aux défenseurs des vieux bolchéviks et à ceux de Rajk de relever les contradictions, les invraisemblances, les falsifications. Un travail de critique acharné portant sur une aussi abondante quantité de textes ne peut pas ne pas venir à bout des mensonges les mieux élaborés. Le tome V du LIVRE BLANC du gouvernement Kadar a tenu compte de ces expériences. Les « aveux » des accusés ne sont pas reproduits in extenso, mais découpés en tranches, isolés de leur contexte, introduits ici ou là, ainsi que les « témoignages ». Pour en venir à bout, les auteurs ont dû prendre, phrase par phrase, l'acte d'accusation.

C'est ainsi que, avec un plein succès, à chaque phrase des bourreaux, ils opposent, suivant le cas, un ou plusieurs témoignages, ceux des amis de Kadar, et après la révolution, ceux de la presse et de la radio officielles, ceux de Moscou

même. Il nous est impossible, dans le cadre de ce compte rendu, de relever toutes les contradictions et les invraisemblances auxquelles ont été conduits les bureaucrates dans leur féroce répression de la révolution hongroise : ne voit-on pas que Jozsef Dudas, arrêté sur ordre du gouvernement Nagy au cours de la révolution, a été condamné à mort par Kadar pour avoir voulu renverser le gouvernement « légal » d'Imré Nagy, le même Imré Nagy étant condamné seize mois plus tard pour avoir lui-même voulu renverser « l'ordre légal » qu'il représentait ? C'est seulement dans quelques cas exceptionnels, pour apporter un argument supplémentaire et une information impossible à obtenir autrement, que les auteurs font appel à certains témoignages de révolutionnaires ayant réussi à échapper à la répression et à se réfugier à l'étranger. Dans ces cas, et sans crainte des représailles auxquelles ils s'exposent, Alice Gimès, la veuve de Miklos Gimès, Balázs Nagy, le secrétaire adjoint du Cercle Petöfi, Peter Kende, journaliste communiste, prennent leurs responsabilités, et signent leur témoignage sur des faits aisément vérifiables pour quiconque a vécu ces événements.

Nous n'en dirons pas plus sur ce travail de critique. Tout socialiste, tout militant ouvrier, tout révolutionnaire doit lire cet ouvrage par lequel une poignée de militants hongrois a jeté bas, irrémédiablement, le monument de calomnies staliniennes dressé, à travers Imré Nagy, contre tous les ouvriers et révolutionnaires hongrois. Nous voudrions simplement relever, dans les témoignages, quelques faits de l'histoire révolutionnaire hongroise qui n'ont pas été jusqu'à maintenant, ou peu, mis en lumière.

D'abord, le rôle incontestablement modérateur d'Imré Nagy, tel qu'il apparaît à travers ces pages. Convaincu de la nécessité de lutter avant tout au sein de l'appareil et d'éviter une explosion révolutionnaire, Nagy s'est tenu totalement à l'écart de l'agitation qui a précédé la révolution. Devant son éclatement, il a mis tout son prestige dans la balance pour obtenir, par un compromis, la fin de la lutte armée. Le « groupe Nagy » était si peu organisé que quatre des accusés, Gimès, Szilagy, Löcsei, Aczel, durent, dans les premiers jours des combats, se faire inclure au sein d'une délégation des ouvriers d'Angyalföld pour atteindre Nagy, lui dire la vérité sur ce qui se passait dans le pays, lui demander de cesser d'être l'otage de l'appareil.

Il est clair aussi, d'après cet ouvrage, qu'à côté d'Imré Nagy, temporisateur qui choisit finalement la révolution pour en mourir, d'autres parmi ses camarades avaient moins d'illusions sur l'appareil et une vision plus juste des moyens nécessaires à mettre en œuvre pour l'abattre. Les admirables militants révolutionnaires qu'étaient Miklos Gimès, Jozsef Szilagy et Géza Losonezy, mort « en cours d'enquête », auraient voulu organiser l'opposition communiste, lui donner la cohérence que seuls auraient pu lui apporter l'adhésion des masses ouvrières et une structure clandestine. Sur l'activité du cercle Petöfi, le témoignage de Balázs Nagy est capital : pas un instant le cercle, organisé sous l'égide de la jeunesse communiste, la D.I.S.Z., ne cessa

d'être contrôlé par l'appareil du parti. Pas un instant non plus, il ne cessa d'être le canal de l'expression révolutionnaire des jeunes ouvriers et étudiants hongrois. Le 23 octobre, jour de la manifestation, le cercle était dépassé : il freina de son mieux le mouvement, sans y parvenir.

L'ouvrage apporte aussi de précieuses indications sur la résistance politique des travailleurs hongrois après le 4 novembre, comme sur celle des anciens « opposants communistes » qui avaient pris part à la révolution. Ce sont Miklos Gimès, aujourd'hui pendu, et Peter Kende qui organisèrent la publication du journal socialiste révolutionnaire clandestin « 23 octobre ». C'est encore Gimès qui, avec Balázs Nagy et d'autres, organisa le mouvement qui, après avoir été la « Ligue des Socialistes Hongrois », devint le « Mouvement démocratique d'Indépendance » dont le projet, élaboré en novembre 1956, fut remis le 5 décembre à M. Krishna Menon : « Le système social et économique de la Hongrie, affirmait-il, est fondé sur la propriété sociale de la plus grande partie des moyens de production... » « La Hongrie est une république socialiste fondée sur des principes démocratiques... Les membres du parlement doivent être élus au scrutin secret, sur la base du suffrage universel, égal et direct. Les candidats doivent être désignés par les partis politiques qui soutiennent la forme de gouvernement et le régime économique et social définis par la constitution. » Et, dans ce projet, pour mettre fin aux combats, les révolutionnaires hongrois admettaient la survivance provisoire du Conseil de la présidence de la révolution populaire hongroise, expression de l'ancien appareil d'état, aux côtés du « Conseil National Révolutionnaire », le parlement des Conseils, « composé de 20 représentants des organismes révolutionnaires élus démocratiquement à la base, 10 représentants des organismes paysans et 10 représentants des organismes d'intellectuels ». C'est ce projet, l'audience de ses auteurs qui leur valut la persécution, c'est lui qui valut à l'admirable Miklos Gimès d'être pendu.

Ce travail était nécessaire. Il est une réussite et un acquis précieux pour le mouvement ouvrier international. Il est un indispensable instrument de démystification : les camarades hongrois qui l'ont rédigé doivent en être remerciés. Nous ajouterons pourtant qu'il doit, à notre avis, n'être qu'un commencement. Riposte aux crimes de la bureaucratie, il est presque exclusivement défensif. Mais la révolution hongroise était, en même temps qu'un soulèvement contre la bureaucratie, une révolution pour la véritable démocratie socialiste, pour le pouvoir des travailleurs, le pouvoir des conseils. C'est cette volonté révolutionnaire, c'est la lutte des travailleurs hongrois pour les conseils que doivent maintenant nous décrire et nous expliquer nos camarades révolutionnaires hongrois. Répondant aux accusations du Livre Blanc sur les Conseils Ouvriers, ils écrivirent (page 117) : « Ce n'est pas Radio-Europe Libre, mais Lénine qui, le premier, a réclamé la formation des Conseils Ouvriers, et c'est également lui qui a lancé le mot d'ordre : "Tout le pouvoir aux soviets". » Cette phrase constitue à nos yeux une promesse que ce travail conti-



nuera, que, au-delà des crimes de Staline, la pensée et l'action des révolutionnaires hongrois ont rejoint aujourd'hui celles de Lénine et de Trotsky, et l'octobre de 1956 celui de 1917.

F. M.

(Tribune Libre, Plon.)

### K.S. KAROL : « Visa pour la Pologne ».

**D**E tous les voyageurs qui ont, au cours de l'année 1956, rallié Varsovie, K. S. Karol, qui s'y est rendu à deux reprises, était sans aucun doute l'un des plus aptes à faire un bon compte rendu : Polonais de naissance et de langue, communiste longtemps, il n'a émigré à l'ouest qu'en 1949. Devenu journaliste français, il a été bien accueilli et bien des portes se sont ouvertes devant lui. M. K. S. Karol s'est même senti tellement à son aise en Pologne qu'il n'a pas hésité à envoyer de Varsovie à « L'Express », dont il était le correspondant, des articles violemment partisans. Fervent admirateur de Gomulka, il ne reculait pas, au moment de l'interdiction de l'hebdomadaire étudiant révolutionnaire « Po Prostu », devant la justification de cette mesure par l'insinuation, voire la calomnie, traitant alternativement de stalinien atardés, de petits-bourgeois et de plaisantins les jeunes animateurs de l'équipe révolutionnaire du journal. « La Vérité » avait, à cette époque, stigmatisé cette attitude déplacée : désinvolte et suffisant, M. Karol, du côté du manche, papotait et interprétait, sans, pour autant, jamais oser citer ses victimes. Puis M. Karol a interrompu sa chronique pour écrire un livre. Ce livre est sorti. Parlons-en.

Il n'a pas — et cela est tout à son honneur — l'intention d'établir la vérité historique en ce qui concerne le problème polonais. Son objet est plus modeste : « exposer les fragments de l'histoire polonaise "qu'il connaît" », et « fournir assez de détails aux lecteurs pour qu'ils puissent apprécier la situation actuelle ». De là, sans doute, le caractère hybride de « Visa pour la Pologne », à la fois ouvrage d'histoire sans références de sources et reportage journalistique. On y lit avec intérêt l'histoire — déjà abordée par Deutscher — du Parti Communiste Polonais, depuis la résistance de Wera Kestrzewa et ses amis à Staline, jusqu'à l'extermination, en 1938, de tous les cadres du P.C.P., sur l'ordre du maître du Kremlin, ainsi que le récit de la reconstitution du parti, l'action clandestine du groupe Gomulka-Spychalski-Loga-Sowinski, bientôt « coiffé » par les envoyés de l'appareil stalinien lors de la reconstitution du P.C. sous le nom de Parti Ouvrier. De même, M. Karol, qui a vécu en Pologne la noire année 1939, décrit de façon très vivante le choc que constitua, pour les travailleurs polonais, le dépeçage de la Pologne entre Staline et Hitler.

Sans doute est-ce le fait qu'il a vécu en U.R.S.S. — contre son gré, au début — les six années suivantes, qui l'empêche de ressentir comme les ont ressentis les travailleurs en Pologne, des événements comme l'affaire de Katyn et surtout l'écrasement, sous les yeux impassibles de l'Armée Rouge, de la Commune de Varsovie, en 1944. M. Karol consacre donc plusieurs pages à expliquer ce que personne ne nie : l'attitude

antirusse et les positions politiques réactionnaires des chefs militaires de cette insurrection. On aurait aimé trouver, sous la plume de cet homme qui a connu la Sibérie, une explication plus sérieuse de l'attitude de Staline. Si, au lieu de se contenter de clichés et d'explications faciles de « haute-politique », il avait étudié de plus près les combattants de Varsovie, sans doute aurait-il trouvé, parmi eux, plus de travailleurs révolutionnaires que de colonels réactionnaires, plus de promesses de révolution sociale que de signes de restauration de la Pologne des hobereaux. Il eût pu, alors, sans aucun doute, comprendre les véritables raisons de l'attitude de Staline, que l'alliance avec les réactionnaires n'a jamais effrayé — de Tchang-Kui-Chek à Hitler — mais que la peur de la révolution ouvrière a animé sa vie durant. En 44, comme en 39, Hitler et Staline se sont partagé le travail : grâce aux S.S., il n'y avait plus de mouvement ouvrier organisé ni de résistance populaire susceptible de s'opposer à la bureaucratie le jour où l'Armée Rouge s'empara de la capitale.

Ces explications manquent au lecteur qui constate, sans les comprendre, des faits aussi importants que le développement d'une résistance de masse à caractère socialiste et qui fait confiance à des dirigeants réactionnaires, ou encore l'isolement des organisations de résistance communiste. M. Karol, revenu en Pologne avec les Russes, a compris et bien décrit cette installation « dans le vide » du nouveau pouvoir, malgré l'hostilité que soulève le comportement des troupes dont les chefs se sentent plus conquérants que libérateurs. Il ne cache pas son accord avec la politique des premières années de la démocratie populaire polonaise incarnée par Gomulka, et son mot d'ordre de « voie polonaise vers le socialisme ». Après la condamnation de Tito et le procès Rajk, c'est la chute de Gomulka, narrée avec sympathie, et son emprisonnement. M. Karol « choisit la liberté », et reste en France où il était venu comme journaliste.

Puis il y a eu 56, la révolte de Poznan, la révolution d'octobre. M. Karol ne les a pas vécues ; il est arrivé immédiatement après, en journaliste consciencieux. Il nous en parle, pourtant, racontant ce qu'on lui en a dit, ce que lui ont dit les amis de Gomulka. Ainsi narre-t-il avec force détails, fort intéressants d'ailleurs, les discussions dans les sommets du parti polonais, la conversion d'Uchab, ancien général de la N.K.V.D., aux méthodes du « libéralisme », l'appel unanime du parti, stalinien compris, à Gomulka, considéré à juste titre comme le sauveur suprême, parce que le seul dirigeant communiste qui passait pour avoir résisté à Moscou. Mais il ne nous dit pas les raisons profondes de ces conversions, la condition ouvrière dans la Pologne stalinienne, les espoirs soulevés par la déstalinisation, la montée révolutionnaire, la levée de la jeune génération intellectuelle. Certes, il parle de la mobilisation des travailleurs dans les usines en octobre, cite même Zeran et son secrétaire ; mais ce n'est là qu'un fond de décor, une scène à l'arrière-plan, tandis que s'affrontent au Comité Central les différentes tendances de l'appareil.

M. Karol est arrivé en Pologne au moment des événements de Hongrie. Là encore, il semble qu'il n'en sache rien par lui-même, qu'il n'ait, depuis, rien appris sur la révolution hongroise de 56 : « La situation est de plus en plus confuse », écrit-il... A-t-il lu la presse polonaise, les articles de Wolicki et ceux de Woros-

zylski ? A-t-il entendu, à la radio polonaise, les reportages de Bielicki, de « Po Prostu » ? Il n'en souffle mot, en tout cas. Ce qui l'intéresse surtout, c'est que « le gouvernement Nagy perd apparemment le contrôle de la situation ». Et il date le « reflux » de la révolution polonaise du 4 novembre, début de la deuxième intervention russe en Hongrie.

Rendons à M. Karol des mérites que ses correspondances de « L'Express » n'avaient pas laissé imaginer. D'abord, il admet que ce qu'il appelle la « volonté de débureaucratisation » n'avait pas diminué « dans les masses » ; il admet aussi la disparition prudente des « agitateurs antisocialistes » dès novembre. Ensuite, quand il nous parle de celui qui fut l'un des leaders de cette ardente jeunesse révolutionnaire, le philosophe Leszek Kolakowski, qu'il connaît bien pour l'avoir connu enfant, il consent à reconnaître que la haine que lui portent les stalinien n'a d'égale que celle que lui portent les réactionnaires. Le portrait qu'il trace de lui, vivant et documenté, est fort attachant. Quand il parle de la « jeune élite intellectuelle », M. Karol est plus prudent que dans « L'Express ». « La partie de la jeunesse qui s'est révélée authentiquement communiste au cours de la bataille de la déstalinisation, écrit-il, était un capital très précieux pour le gomulisme au moment de la victoire d'octobre. » Et il doit reconnaître que ce capital a été perdu... Quelques pages plus loin, il se plaint du divorce entre le pouvoir de Gomulka et la jeune élite révolutionnaire polonaise : « Personne n'a su convaincre les jeunes intellectuels communistes que les éléments bureaucratiques stalinien ne sont pas les seuls obstacles au bon fonctionnement des conseils ouvriers, à l'élevation du niveau de vie de la paysannerie, et à une plus grande participation des masses au fonctionnement de la démocratie populaire. »

Et ce sont en définitive des phrases de ce type qui nous livrent la clé de la curieuse pensée de M. Karol, l'ancien émigré qui se moquait des animateurs de « Po Prostu ». M. Karol est resté un homme d'appareil. L'histoire, pour lui, se fait dans les appareils et par les appareils. Les masses ne sont là que pour servir d'appoint. Et c'est ce qui le condamne à ne rien comprendre à l'octobre polonais, à ce moment privilégié de l'histoire qui constitue une révolution, où des milliers de travailleurs voulaient abattre la bureaucratie, non les « éléments bureaucratiques stalinien », prendre le pouvoir, et non « participer plus à son fonctionnement », où toute une jeunesse révolutionnaire s'est révélée un extraordinaire capital, non pour le « gomulisme », forme transitoire, née d'un compromis de l'appareil avec la poussée des masses, mais pour le mouvement ouvrier, socialiste et révolutionnaire du monde.

P. B.

(N.R.F.)

Le Gérant : P. LAMBERT  
Imprimerie LEJEUNE — Montreuil  
Distribué par les N.M.P.P.

# A NOS LECTEURS

**L** E premier numéro mensuel de « La Vérité » nous a valu bon nombre d'encouragements de la part de nos lecteurs. C'est un vieil abonné de l'Eure-et-Loir, M. B..., qui nous écrit : « Je suis très satisfait de votre revue, et je vous demande de continuer votre marche en avant. » C'est un camarade de Rouen, à qui « on a signalé la parution de « La Vérité », mensuel trotskyste », et qui nous en demande un exemplaire. C'est un militant responsable des Jeunesses Communistes qui nous envoie, pour notre « Tribune libre de la jeunesse », une lettre que nous publions dans ce numéro. C'est le camarade D..., de Saint-Etienne, qui nous manifeste l'intérêt qu'il a trouvé à divers articles, et soulève à ce propos d'importants problèmes, sur lesquels il ne nous est pas possible de nous étendre davantage à cette place. Et d'autres, d'un peu partout...

Pour ce second numéro, nous avons dû, comme nous l'avions annoncé, réduire notre nombre de pages. Ce nombre dépendra, dans l'avenir, essentiellement de l'extension de la vente et des abonnements. Compte tenu des exigences de l'actualité, après les élections du 23 novembre, nous avons dû renvoyer au prochain numéro le deuxième chapitre de l'étude de P. Lambert sur le problème du Parti, ainsi que la suite de l'article de G. Bloch : « Marxisme, philosophie, science », et la chronique cinématographique d'Emmo, et réduire considérablement l'extension des notes de lecture. Nous avons tenu, par contre, et nous sommes persuadés que nos lecteurs nous en saurons gré, à publier entièrement dans ce numéro l'article de notre correspondant en Angleterre, John White, qui, outre qu'il apporte des informations complètement ignorées du public français sur le déroulement et la portée des dernières grèves des travailleurs britanniques, nous donne un exemple remarquable d'une analyse marxiste qui révèle que la structure spécifique de l'économie nationale, la conjoncture, les traditions du mouvement ouvrier, l'offensive patronale, la contre-offensive ouvrière, tout cela forme un tout organique dont le fil conducteur est la lutte des marxistes pour la formation d'une direction révolutionnaire des combats prolétariens.

Nous espérons qu'après quelques numéros, nous parviendrons à trouver l'équilibre convenable entre les diverses rubriques, et, de toute manière, à faire de « La Vérité » l'instrument, dans les domaines politique et théorique, dont les militants ouvriers ont actuellement le plus urgent besoin.

Pour ce faire, l'aide de nos lecteurs nous est indispensable. Ils nous rendront grand service en nous disant quels articles les ont le plus intéressés (articles théoriques, articles historiques, articles d'actualité, journal du mois, revue des revues, notes de lecture, chronique du cinéma...); lesquels doivent, à leur avis, prendre plus de place, et lesquels moins; s'ils souhaitent nous voir à nouveau, comme dans le précédent numéro, publier des textes classiques devenus introuvables sous forme de brochures encartées, etc., etc.

Il leur appartient aussi de nous aider à renforcer le précaire équilibre de nos finances :

- ◆ en s'abonnant, s'ils ne l'ont déjà fait,
- ◆ en abonnant leurs amis, en nous envoyant des adresses d'abonnés éventuels, à qui nous ferons le service d'un numéro spécimen,
- ◆ en n'oubliant pas que les conséquences financières des procès qui nous été intentés dépassent déjà 600.000 francs.

LA VERITE.

# SERVICE DE LIBRAIRIE

## OEUVRES DE MARX ENGELS LENINE

### MARX-ENGELS :

Manifeste du Parti Communiste .....	100 Fr.
Critique des programmes de Gotha et Erfurt .....	250 »
Etudes philosophiques .....	300 »
Sur la littérature et l'art .....	800 »

### KARL MARX :

Misère de la philosophie .....	200 »
Travail salarié et capital. Salaire, prix et profits .....	260 »
Les luttes de classes en France et le 18 brumaire .....	600 »
Contribution à la critique de l'économie politique .....	800 »
Salaire, prix et profit .....	100 »
Le Capital (en 8 volumes) :	
Livre I : Tomes 1, 2, 3 chaque tome	550 »
Livre II : Tomes 1, 2	550 »
Livre III : Tome 1, seul paru .....	800 »
La guerre civile en France .....	200 »
La guerre civile en France (gde édition)	750 »

### F. ENGELS :

La révolution démocratique bourgeoise en Allemagne .....	500 »
La question du logement .....	200 »
Anti-Dühring .....	950 »
Le rôle de la violence dans l'histoire ..	200 »
Ludwig Feuerbach .....	60 »
La question paysanne en France et en Allemagne .....	50 »
Dialectique de la nature .....	750 »

### LENINE :

Marx-Engels, Marxisme .....	450 »
L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie .....	500 »
Sur la littérature et l'art .....	600 »
Le développement du capitalisme en Russie (relié) .....	450 »
Que faire ? .....	200 »
Un pas en avant, deux pas en arrière ..	150 »
Matériel et empiriocriticisme .....	800 »
Notes critiques sur la question nationale.	150 »
Cahiers philosophiques .....	900 »
La faillite de la II <sup>e</sup> Internationale .....	100 »
Le socialisme et la guerre .....	90 »
L'impérialisme, stade suprême du capitalisme .....	200 »
L'Etat et la Révolution .....	150 »
La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky .....	180 »
La maladie infantile du Communisme ..	120 »
La Femme et le Communisme .....	400 »
La Jeunesse et le Communisme .....	300 »
Souvenirs sur Lénine .....	600 »

### PLEKHANOV :

Les questions fondamentales du Marxisme	500 »
L'art et la vie sociale .....	600 »
Essai sur l'histoire du matérialisme ....	600 »
Le matérialisme militant .....	400 »
La conception moniste de l'histoire ....	450 »

### H. DENIS :

La monnaie .....	350 »
Valeur et capitalisme .....	300 »

**WILLARD Cl. :** La fusillade de Fourmies. 120 »

**PONSOT P. :** Les grèves de 1870 et la Commune de 1871 au Creusot .....

**MOISSONIER :** La révolte des canuts .... 200 »

**MATHIEZ A. :** Etudes sur Robespierre ... 800 »

**MOUGIN H. :** Pierre Leroux .....

**John REED :** Dix jours qui ébranlèrent le monde .....

**GORKI M. :** La mère (roman) .....

**FOURMANOV :** Tchapaev .....

**LONDON Jack :** Le talon de fer (roman) relié .....

**LABERENNE :** L'origine des mondes .... 480 »

**POZNER W. :** Les Etats désunis .....

**PRENANT M. :** Biologie et Marxisme ... 350 »

**DANOS et GIBELIN :** Juin 36 .....

**MONATTE P. :** Trois scissions syndicales.. 690 »

L'assassinat de L. Trotsky .....

130 »

### LEON TROTSKY :

Ma vie (complet en un volume) .....

1.150 Fr.

Ma vie (édition condensée) .....

350 »

Cours nouveau (réédition) .....

400 »

Ecrits, Tome 1 .....

1.000 »

Ecrits, Tome 2 (où va la France) .....

500 »

Bolchevisme et Stalinisme .....

50 »

Programme de transition .....

125 »

D'une égratignure au danger de gangrène (ronéoté) .....

100 »

Léon Sedov (ronéoté) .....

60 »

Leur morale et la nôtre (ronéoté) .....

100 »

La Révolution étranglée (ronéoté) .....

50 »

Lénine (extrait Encyclopédie britannique) (ronéoté) .....

45 »

La question ukrainienne (ronéoté) .....

30 »

Discussion sur le programme de transition

70 »

Qu'est-ce que le nazisme ? .....

50 »

(par 10 : 300 fr. — par 25 : 500 fr.)

Les crimes de Staline (Grasset, édit.).... 450 »

### VICTOR SERGE :

Carnets .....

600 Fr.

Naissance de notre force .....

350 »

Ville conquise .....

400 »

S'il est minuit dans le siècle .....

400 »

Destin d'une Révolution .....

360 »

Les derniers temps .....

600 »

Portrait de Staline .....

375 »

16 fusillés à Moscou (1936) .....

180 »

Le nouvel impérialisme russe (1947) .....

100 »

La tragédie des écrivains soviétique (1947) ..

40 »

Le problème de l'illégalité, simples conseils aux militants (ronéoté) .....

45 »

## LA VÉRITÉ

RÉDACTION-ADMINISTRATION : 5, rue de Charonne, Paris-XI<sup>e</sup>

ABONNEMENTS. — 12 n<sup>os</sup> : 1.000 fr. ; 6 n<sup>os</sup> : 500 fr. ; 3 n<sup>os</sup> : 325 fr. — Etranger : 12 n<sup>os</sup> : 1.200 fr. Soutien : 1.500 fr. et 2.000 francs.

C.C.P. 6032-01 Paris, S.P.E.L., 5, rue de Charonne, Paris-XI<sup>e</sup>.

